

# COMMUNE DE LANNOY CUILLERE

## ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

### **APPROBATION**

**1**

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal en date du 28 Juin 2013 approuvant le plan local d'urbanisme.

Le Maire,

## RAPPORT DE PRESENTATION

---

**Espac'urba** - Etudes et Conseils en Urbanisme

11, Rue Pasteur - BP 4 - 76 340 BLANGY SUR BRESLE - Tél : 02 32 97 11 91 - Fax : 02 32 97 12 54 - Email : [courriel@espacurba.fr](mailto:courriel@espacurba.fr)

**Cabinet TESSON - Paysagiste** - 100, rue Jean Perrin - Z.I. Douai-Dorignies - 59500 DOUAI

# SOMMAIRE

## 1ERE PARTIE - PRESENTATION DE LA COMMUNE, DIAGNOSTIC DEMOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE, AGRICOLE, SERVICES ...

---

<b>I.1 - Situation géographique et administrative</b>	page 2
<b>I.2 - Données démographiques</b>	
I.2.1 - Le poids démographique de LANNOY CUILLERE	page 4
I.2.2 - Evolution de la population	page 4
I.2.3 - Analyse des mouvements naturels et migratoires de la population	page 5
I.2.4 - Analyse comparative par âge et par sexe	page 6
I.2.5 - Evolution des classes d'âge	page 7
<b>I.3 - Analyse des ménages et de leur composition</b>	page 7
<b>I.4 - Analyse et évolution du parc de logements</b>	
I.4.1 - Le parc de logements	page 8
I.4.2 - Ancienneté du parc de logements	page 9
I.4.3 - La typologie des résidences principales	page 10
I.4.4 - Le statut d'occupation des résidences principales en 2008	page 10
I.4.5 - Les éléments de confort des résidences principales	page 11
I.4.6 - Le nombre de pièces par résidences principales	page 11
I.4.7 - Les mécanismes de consommation du parc de logement / Fonctionnement du marché local	page 12
<b>I.5 - Données socio-économiques</b>	
I.5.1 - Analyse de la population active	page 12
I.5.2 - Emploi et lieu de résidence	page 14
I.5.3 - Emploi et modes de transport	page 14

**I.6 - Activité agricole**

I.6.1 - Une politique raisonnée d'aménagement de l'espace rural doit permettre	page 15
I.6.2 - Des objectifs de développement	page 15
I.6.3 - Une réelle protection de l'agriculture	page 16
I.6.4 - L'activité agricole à LANNOY CUILLERE	page 17

**I.7 - Activités artisanales, industrielles et commerciales**

page 23

**I.8 - Les équipements de la commune**

I.8.1 - Les réseaux	page 23
I.8.2 - Les équipements publics	page 27
I.8.3 - Le cimetière	page 28

**I.9 - Les services et moyens de transports**

I.9.1 - Les services de proximité	page 28
I.9.2 - Déchets ménagers	page 28
I.9.3 - Les moyens de transports	page 28

**I.10 – L'animation et les possibilités de loisirs**

page 29

**2EME PARTIE - ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, L'ORGANISATION, LES PERCEPTIONS DU TERRITOIRE COMMUNAL, LE PATRIMOINE BATI ET LES RISQUES**

---

**II.1 Analyse paysagère**

II.1.1 La commune de LANNOY CUILLERE dans son territoire	page 31
II.1.2 Le relief	page 32
II.1.3 La composition du paysage	page 33
II.1.4 Lecture du paysage	page 37
II.1.5 Carte sensible	page 41

## **II.2 Les mesures de protection des paysages et des milieux**

II.2.1 Le SDAGE	page 42
II.2.2 Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristiques	page 42
II.2.3 Les Espaces Naturels Sensibles	page 50
II.2.4 NATURA 2000	page 51
II.2.5 Les corridors écologiques potentiels	page 56
II.2.6 Les Zones Humides	page 57

## **II.3 L'organisation du territoire**

page 58

### **II.4 - Le bâti**

II.4.1 - Le bâti ancien	page 59
II.4.2 - Le bâti récent	page 62

### **II.5 Le patrimoine historique**

II.5.1 Le patrimoine bâti	page 63
II.5.2 Le patrimoine archéologique	page 64

### **II.6 - Les déplacements**

page 65

### **II.7 - Les risques**

II.7.1 - Les risques technologiques	page 66
II.7.2 – Les risques naturels	page 68

### **II.8 - Les contraintes du territoire**

II.8.1 - Les servitudes d'utilité publique	page 74
II.8.2 – Les éoliennes	page 75
II.8.3 – Synthèse des contraintes	page 76



### **3EME PARTIE - SYNTHESE DU DIAGNOSTIC - OBJECTIFS COMMUNAUX ET PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT URBAIN**

---

<b>III.1 – Synthèse du diagnostic : Atouts et contraintes du territoire de LANNOY CUILLERE</b>	page 78
<b>III.2 – Les objectifs communaux</b>	page 80
<b>III.3 - Le scénario retenu en terme d'accueil de population</b>	page 80
<b>III.4 – Les potentialités foncières</b>	page 82
<b>III.5 – Le besoin en logements et besoin foncier</b>	page 83
<b>III.6 - Le projet d'aménagement et de développement durable</b>	page 83

### **4EME PARTIE - EXPLICATION DU PROJET - EVOLUTION DU P.O.S. EN P.L.U.**

---

<b>IV.1 - Le projet de territoire, le zonage</b>	page 87
<b>IV.2 - Explication de la délimitation des zones</b>	
IV.2.1 - Appellation, Affectation des zones du PLU	page 88
IV.2.2 - Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux contraintes du territoire	page 91
IV.2.3 - Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux orientations du PADD	page 93
IV.2.4 - Analyse des différentes zones du PLU	page 95
<b>IV.3 - Justification du règlement</b>	page 105
<b>IV.4 - Autres prescriptions figurant aux documents graphiques</b>	
IV.4.1 - Espaces boisés classés	page 109
IV.4.2 - Emplacements réservés	page 109
IV.4.3 – La protection du patrimoine	page 109
IV.4.4 - Les secteurs de risques naturels	page 109
IV.4.5 - Les secteurs de risques technologiques	page 110
IV.4.6 - Le droit de préemption urbain	page 110

## **5EME PARTIE INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE CADRE DE VIE / MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR**

---

<b>V.1 Incidences sur l'occupation du sol</b>	page 112
<b>V.2 – Incidences sur le paysage</b>	page 112
<b>V.3 - Incidences de l'urbanisation des dents creuses et des espaces interstitiels</b>	page 113
<b>V.4 - Incidences du plan sur les déplacements</b>	page 113
<b>V.5 - Incidences du plan sur la gestion de l'eau</b>	page 114
<b>V.6 - Préservation des zones agricoles</b>	page 116
<b>V.7 - Les incidences du projet sur l'environnement</b>	page 116
V.7.1 – Généralités sur les incidences potentielles du document	page 116
V.7.2 – Analyse des incidences du projet	page 117
V.7.2.1 – <i>Les sites naturels remarquables et protégés</i>	page 117
V.7.2.2 – <i>Les corridors écologiques potentiels</i>	page 121
V.7.2.3 – <i>Les sites du réseau Natura 2000</i>	page 122
V.7.2.4 – <i>Les milieux naturels présents</i>	page 144
<b>V.8 – Les conditions d'aménagement des abords des principaux axes routiers : article L.111-1-4 du code de l'urbanisme</b>	page 144
<b>V.9 - Les documents supra-communaux</b>	
V.9.1 – Le projet de schéma de cohérence territoriale de la Picardie Verte	page 146
V.9.2 - Le schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux	page 146
V.9.3 – Le schéma régional Climat Air Energie	page 149
V.9.4 – Les servitudes d'utilité publique	page 151
<b>V.10 - Superficie des différentes zones</b>	page 152

# **1ERE PARTIE - PRESENTATION DE LA COMMUNE DIAGNOSTIC DEMOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE, AGRICOLE, SERVICES, ...**

## **I.1 - Situation administrative et géographique**

LANNOY CUILLERE est située à l'extrémité Nord-Ouest du département de l'Oise. Elle fait partie du canton de Formerie et à la Communauté de Communes de la Picardie Verte.

Elle est bordée de 7 communes : Saint Valéry, Quincampoix-Fleuzy, Gourchelles, Romescamps, Abancourt, Criquiers et Haudricourt.

LANNOY CUILLERE se trouve à 7 km de Formerie, 8 km d'Aumale, 45 km de Beauvais, 65 km d'Amiens, 80 km d'Abbeville, 80 km de Rouen et 80 km de Dieppe.

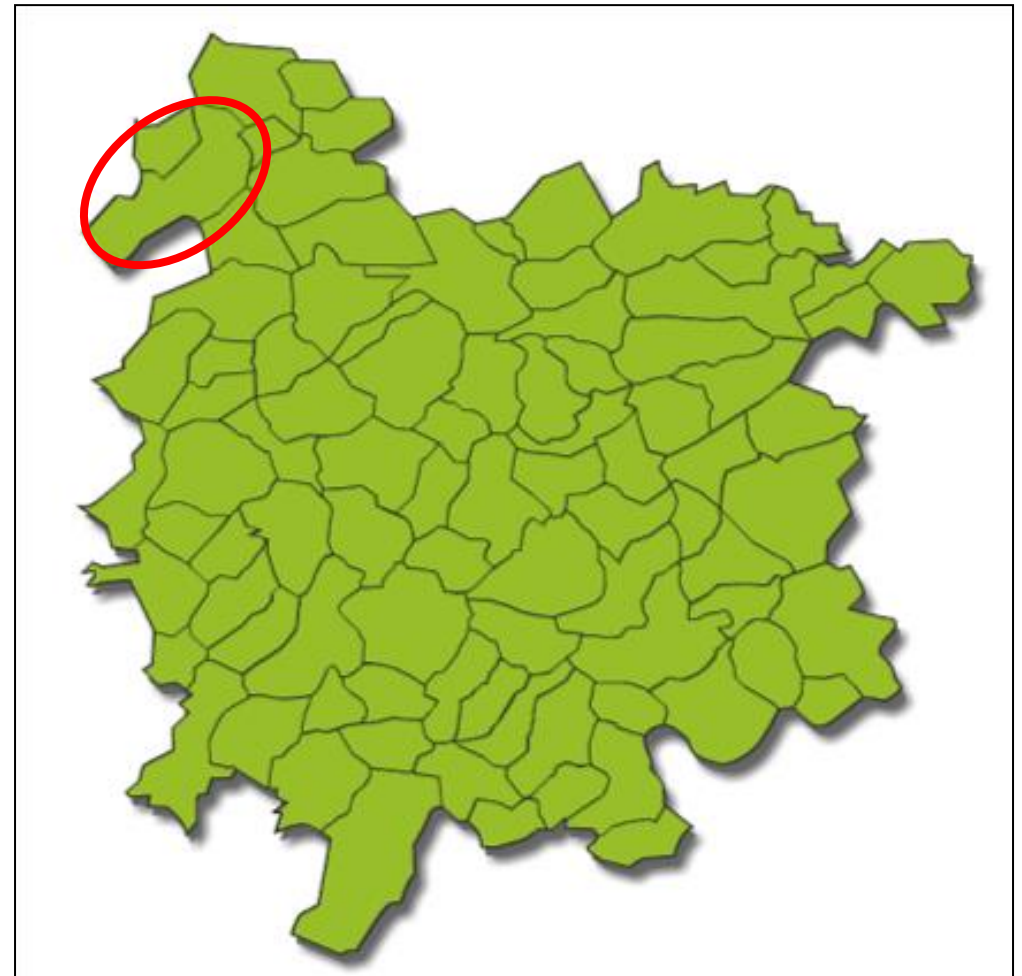
Grâce au réseau routier départemental, la commune est connectée à de forts pôles administratifs, attractifs et touristiques mais également de bassins d'emplois et de vie.

La commune, d'une superficie d'environ 1 498 hectares, possède un relief de plateau, entaillé par la vallée de la Bresle. LANNOY CUILLERE comprend un centre bourg et plusieurs hameaux ou écarts.

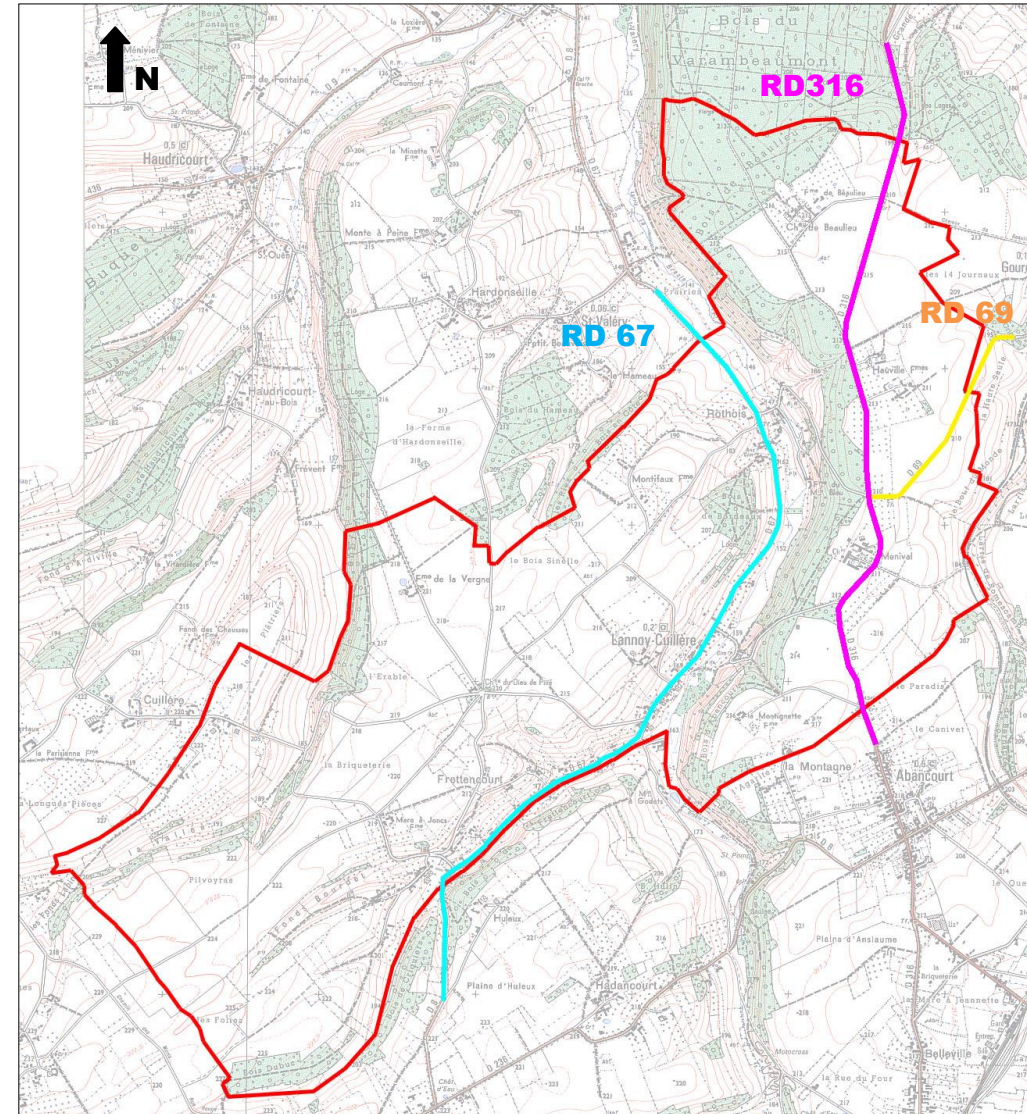
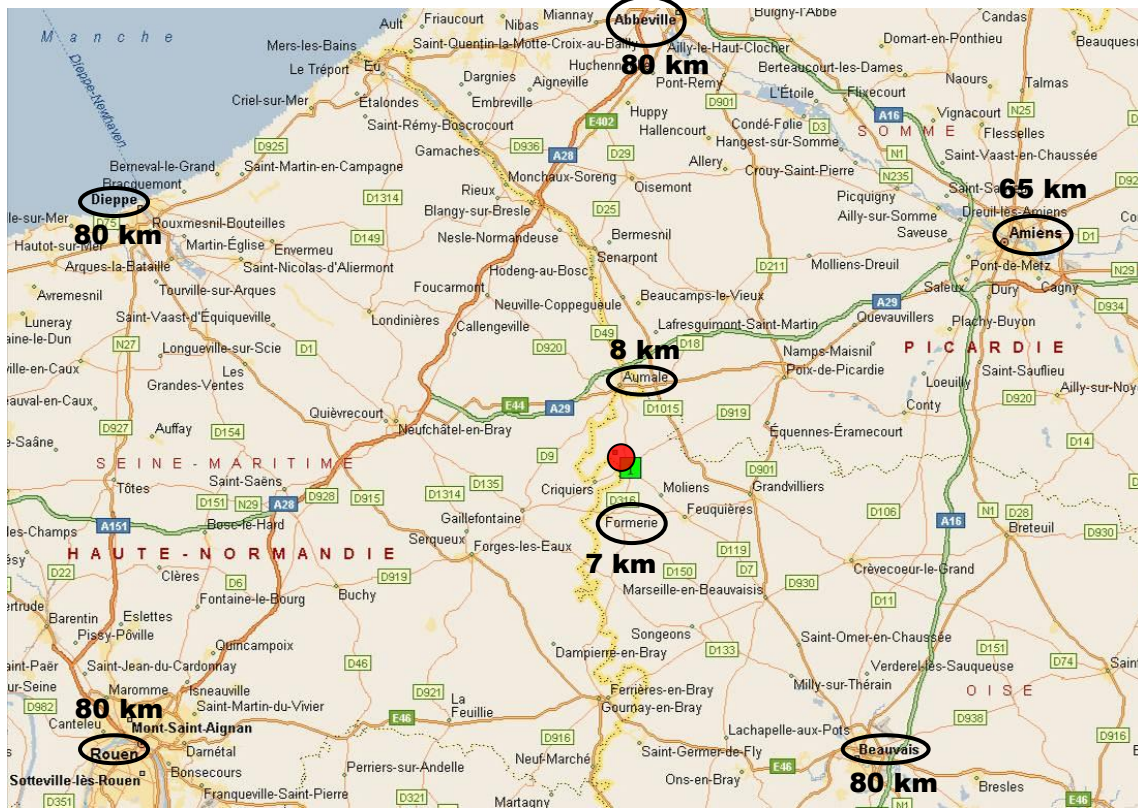
La population de LANNOY CUILLERE en 2008 s'élevait à 217 habitants, pour une densité de 14,5 habitants au km<sup>2</sup>.

Plusieurs voies marquent le territoire communal. LANNOY CUILLERE est traversée par les routes départementales n°67, 316 et 69, ainsi qu'un maillage de voiries communales.

### **Communauté de Communes de la Picardie Verte**







## **I.2 - Données démographiques**

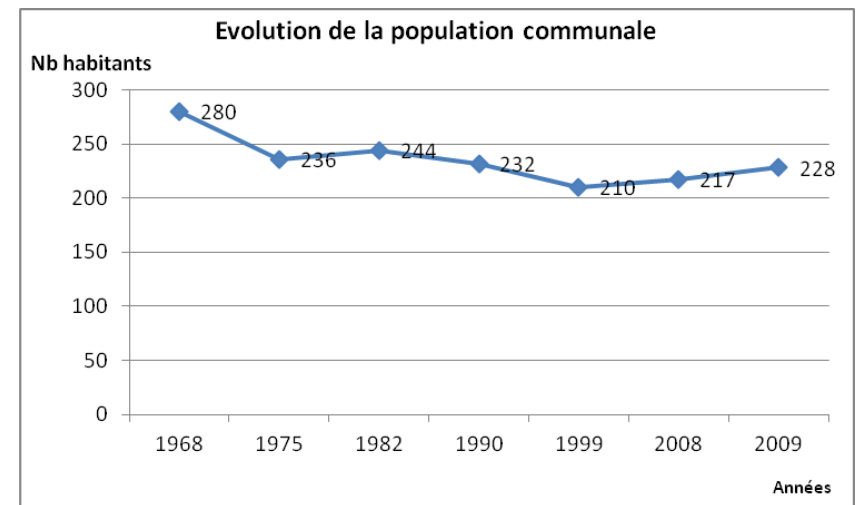
### **I.2.1 Le poids démographique de LANNOY CUILLERE**

Au recensement de 2008, LANNOY CUILLERE comptait 217 habitants, pour un territoire d'une surface de 1 498 hectares. La densité de population de LANNOY CUILLERE confirme le caractère rural de la commune. En effet, en 2008, la densité de population était de 14,5 habitants au km<sup>2</sup>. Ce chiffre est largement inférieur à celui du canton de Formerie (54,8 habitants au Km<sup>2</sup> en 2008). La commune représentait, en 2008, 2,6 % du poids démographique du canton.

### **I.2.2 Evolution de la population**

Depuis 40 ans, la population communale connaît une évolution fluctuante, oscillant entre perte et gain d'habitants.

Ainsi, au total entre 1968 et 2009, on observe une perte de 52 personnes. Toutefois, aujourd'hui la commune connaît dans une phase de progression de sa population, puisqu'elle a gagné 18 habitants entre 1999 et 2009.



Source données INSEE 2008

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2009
Population	280	236	244	232	210	217	228
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	18,7	15,8	16,3	15,5	14	14,5	/

Source INSEE 2008 et 2009

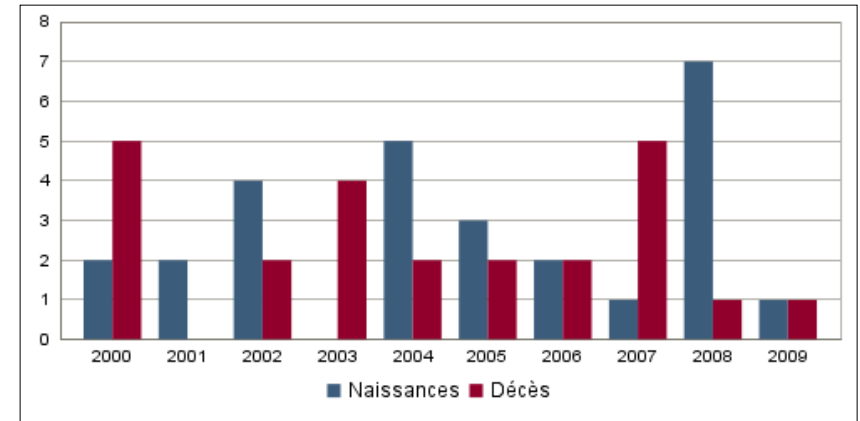


### **I.2.3 Analyse des mouvements naturels et migratoires de la population**

L'évolution de la population communale est liée à la combinaison de 2 facteurs : le solde naturel et le solde migratoire.

Depuis les 40 dernières années, ces 2 indicateurs connaissent des fluctuations, induisant les variations constatées dans l'évolution de la population communale :

- Solde naturel : ce dernier a connu 2 périodes comportant des taux négatifs (1982 à 1990 et 1999 à 2008) : les décès sont plus nombreux que les naissances.
- Solde migratoire : ce dernier était négatif jusqu'en 1999. Toutefois ce phénomène s'est inversé depuis cette date : les arrivées sur la commune sont plus importantes que les départs.



Source INSEE 2008

Globalement si on observe ces 2 indicateurs pour les 40 dernières années, on s'aperçoit que le solde migratoire influe fortement sur l'évolution globale de la population de LANNOY CUILLERE.

Bien souvent, l'apport d'une nouvelle population entraîne quelques années plus tard, la progression du solde naturel. Cependant, il est nécessaire d'être vigilant, car si les mouvements migratoires s'atténuent cela risque d'entraîner les mêmes résultats concernant le solde naturel. Avec une rapidité extrême, la population peut ainsi diminuer.

Il s'agit aujourd'hui d'une réflexion globale relative à la manière d'appréhender l'évolution de la population au regard des mouvements antérieurs.

INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008
Variation annuelle moyenne de la population en %	-2,4	0,5	-0,6	-1,1	0,4
- due au solde naturel en %	0,1	0,5	-0,4	0,2	-0,1
- due au solde apparent des entrées sorties en %	-2,5	-0,1	-0,2	-1,3	0,5
Taux de natalité en ‰	13,2	11,9	7,9	8,5	10,9
Taux de mortalité en ‰	12,1	6,5	12	6,5	12

Source INSEE 2008

### **I.2.4 Analyse comparative par âge et par sexe**

La population de LANNOY CUILLERE est relativement jeune : en 2008, 19,8 % des habitants ont moins de 15 ans et 35,5 % de la population a moins de 30 ans. Les personnes de 75 ans et plus représentent 7,8 % des habitants de la commune.

Suivant ces chiffres, il est important de maintenir un équilibre et un renouvellement de la population, afin de poursuivre la dynamique démographique de la population.

A LANNOY CUILLERE, on constate, ci-contre, que la tranche d'âge majoritaire est celle des 45-59 ans (24,4 % des habitants). Ce phénomène se vérifie pour les hommes comme pour les femmes. On retrouve ensuite les 0-14 ans (19,8 %), puis les 30-44 ans (18,9 %).

	<b>Hommes</b>	<b>%</b>	<b>Femmes</b>	<b>%</b>	<b>% par rapport à la population totale</b>
<b>Ensemble</b>	110	100	107	100	100
<b>0 à 14 ans</b>	19	17,3	24	22,4	19,8
<b>15 à 29 ans</b>	18	16,4	16	15	15,7
<b>30 à 44 ans</b>	23	20,9	18	16,8	18,9
<b>45 à 59 ans</b>	27	24,5	26	24,3	24,4
<b>60 à 74 ans</b>	15	13,6	14	13,1	13,4
<b>75 à 89 ans</b>	7	6,4	9	8,4	7,4
<b>90 ans ou plus</b>	1	0,9	0	0	0,5
<b>0 à 19 ans</b>	27	24,5	28	26,2	25,3
<b>20 à 64 ans</b>	67	60,9	60	56,1	58,5
<b>65 ans ou plus</b>	16	14,5	19	17,8	16,1

*Source INSEE 2008*

Concernant la répartition Hommes/Femmes, en 2008, les hommes étaient plus nombreux puisque LANNOY CUILLERE comptait 110 hommes et 107 femmes. Une analyse plus précise révèle que le nombre d'hommes est supérieur à celui des femmes pour les classes d'âge comprises entre 15 et 74 ans. Pour les autres classes d'âge, le nombre de femmes prédomine.

A travers ces chiffres, il faut donc :

- veiller au maintien de la dynamique démographique.
- et prolonger l'effort en terme d'apport de la population et d'autre part d'analyser les flux actuels dans l'ancien.

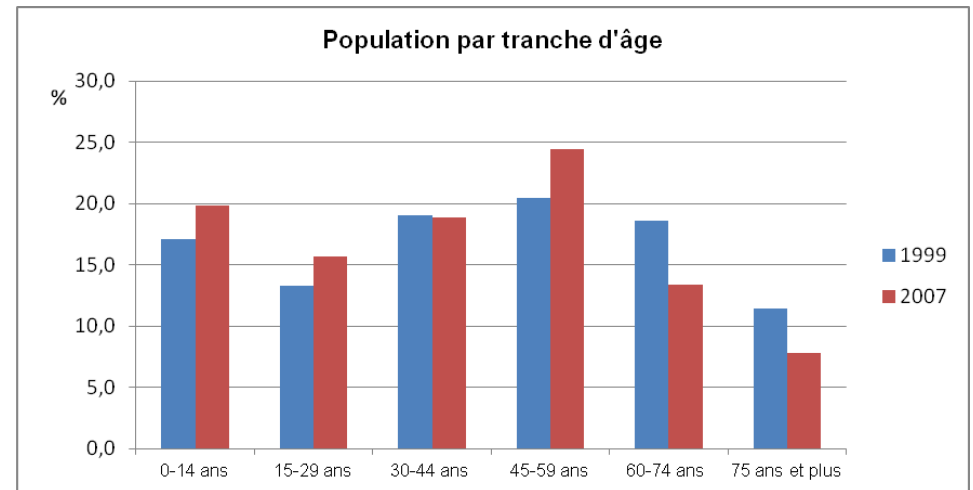


### **I.2.5 Evolution des classes d'âge**

L'évolution des classes d'âge entre 1999 et 2008 atteste d'un dynamisme de sa population caractérisée par une évolution positive des classes d'âge comprise entre 0 et 59 ans.

La commune n'est pas confrontée au phénomène de vieillissement de la population.

Face à ce constat, il est indispensable de renouveler et varier les apports de population pour maintenir cette dynamique démographique et ne pas entraîner un vieillissement brutal et prolongé de la population. Il semble important de permettre d'accueillir de jeunes couples pour préserver un solde naturel positif observé depuis ces 40 dernières années, et de créer des structures d'accueil pour les personnes âgées.



*Source données INSEE*

### **I.3 Analyse des ménages et de leur composition**

Le nombre total des ménages sur la commune est resté identique entre 1999 et 2008, soit 88 ménages.

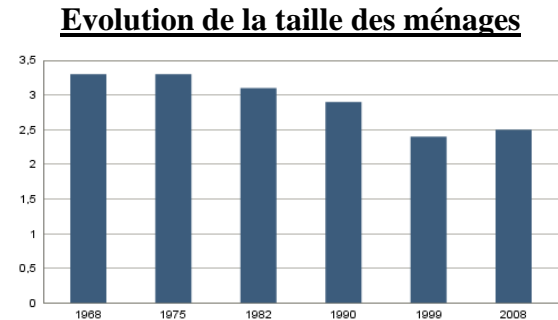
Entre les 2 périodes intercensitaires, on observe :

- une baisse des ménages d'une personne, avec des variations identiques pour les hommes comme pour les femmes ; même si le nombre d'hommes seuls reste largement supérieur à celui des femmes seules,
- une augmentation du nombre de couples sans enfants (+ 12 ménages), accompagnée d'une augmentation de la part de ces derniers parmi les ménages avec famille (27,3 % en 1999 et 40,9% en 2008).
- une stabilisation du nombre de couples avec enfants (32 couples),
- une baisse du nombre de familles monoparentales (- 4 familles).

	Nombre de ménages	Ménages 1 personne	Ménages Hommes seuls	Ménages Femmes seules	Ménages Autres sans famille	Ménages avec famille(s)	Ménage famille principale Couple sans enfant	Ménage famille principale Couple avec enfant(s)	Ménage famille principale Famille monoparentale
<b>1999</b>	88	28	24	4	0	60	24	32	4
<b>2008</b>	88	20	20	0	0	68	36	32	0
<b>1999-2008</b>	<b>0</b>	<b>- 8</b>	<b>- 4</b>	<b>- 4</b>	<b>0</b>	<b>+ 8</b>	<b>+ 12</b>	<b>0</b>	<b>- 4</b>

Source INSEE 2008

Le nombre moyen d'occupants par ménage est en baisse depuis 1968 et se situe à 2,5 en 2008 à LANNOY CUILLERE. Cette évolution correspond à une tendance nationale, liée au phénomène de desserrement de la population : sous l'effet du vieillissement de la population, de la baisse du nombre moyen d'enfants par femme, de la multiplication de familles monoparentales et de la décohabitation plus précoce des jeunes adultes, le nombre de personnes par ménage diminue.



Source INSEE 2008

## **I.4 Analyse et évolution du parc de logements**

### **I.4.1 Le parc de logements**

Depuis de nombreuses années, la commune de LANNOY CUILLERE connaît une croissance progressive de son parc, pour atteindre 124 logements en 2008.

Le nombre de résidences principales domine. En effet, elles constituent 70,9 % du parc de logements. On note une augmentation du nombre de résidences secondaires par rapport à 1999 : 27 résidences secondaires en 2008, soit 21,7 % du parc.

L'existence d'un parc de logements vacants est indispensable pour assurer une fluidité du marché et permettre aux habitants d'une commune de changer d'habitation en fonction de leurs besoins (naissance, départ des enfants, séparation...).

Un taux équivalent à 6% du parc de logements permet d'assurer une bonne rotation de la population dans ce même parc sans avoir besoin de beaucoup de nouvelles constructions. A LANNOY CUILLERE, ce taux s'élève à 7,2 %, en baisse par rapport à 1999. En 2010, les élus ont précisé qu'il n'y avait plus de logement vacant recensé.

	1968	1975	1982	1990	1999	2008
<b>Ensemble</b>	100	97	101	120	123	124
<b>Résidences principales</b>	85	72	79	79	89	88
<b>Résidences secondaires et logements occasionnels</b>	12	20	22	32	24	27
<b>Logements vacants</b>	3	5	0	9	10	9

Source INSEE 2008

#### **I.4.2 Ancienneté du parc de logement**

La part du parc ancien demeure prédominante à LANNOY CUILLERE. En effet, 55,3 % des constructions ont été réalisées avant 1949.

On retrouve ensuite une certaine diversité du parc de logements pour les périodes intercensitaires plus récentes.

La diversité du parc en fonction de son âge est importante, ce qui entraîne également à long terme une gestion du parc vieillissant. Il semble donc nécessaire d'équilibrer le parc les prochaines années en construisant de façon régulière. La diversité permettra également de satisfaire différents types de demande.

#### **Résidences principales selon l'époque d'achèvement**

	Nombre	%
<b>Résidences principales construites avant 2006</b>	85	100
<b>Avant 1949</b>	47	55,3
<b>De 1949 à 1974</b>	16	18,8
<b>De 1975 à 1989</b>	15	17,6
<b>De 1990 à 2005</b>	7	8,2

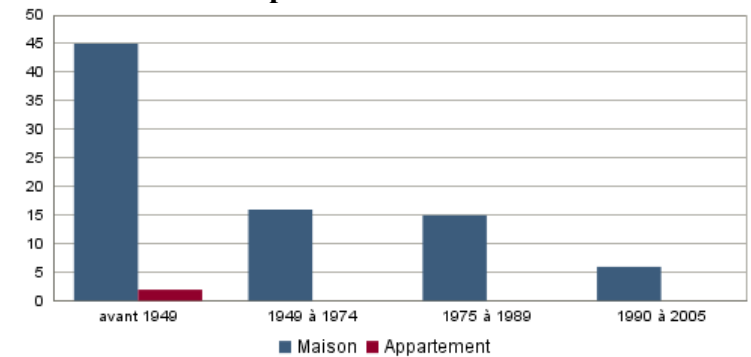
Source INSEE 2008

### **I.4.3 La typologie des résidences principales**

Les résidences principales se composent en large majorité de logements individuels. En 2008, 96,8 % des résidences principales correspondent à des maisons individuelles. Depuis 1949, la construction d'appartements en tant que résidence principale est nulle. Ainsi, en 2008, 2 appartements sont comptabilisés à LANNOY CUILLERE. Il s'agit de 2 logements communaux.

D'après la structure par âge de la population, la résidence principale correspond à une réelle demande de la population. Cependant, il est important de pouvoir satisfaire les demandes existantes sur la commune et une prévision de logements locatifs pour de jeunes couples et de quelques logements pour personnes âgées peut être la bienvenue.

### **Résidences principales selon le type de logement et la période d'achèvement**



Source INSEE 2008

### **I.4.4 Le statut d'occupation des résidences principales en 2008**

La commune se caractérise par l'importance de l'accession à la propriété. En effet, en 2008, les propriétaires représentent 81,8 % des occupants des résidences principales, chiffre en augmentation par rapport à 1999. Les locataires représentent 13,6 % des statuts d'occupation, taux en baisse par rapport à 1999. En 2008, aucun logement HLM n'est comptabilisé.

Les personnes vivant à LANNOY CUILLERE restent, en moyenne, 16 ans dans le même logement. On note donc un attachement à la commune, notamment lié au cadre de vie.

	2008				1999	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	88	100	217	16	89	100
<b>Propriétaire</b>	72	81,8	177	18	70	78,7
<b>Locataire</b>	12	13,6	27	9	15	16,9
<b>dont d'un logement HLM loué vide</b>	0	0	0	///	0	0
<b>Logé gratuitement</b>	4	4,5	13	8	4	4,5

#### **I.4.5 Les éléments de confort des résidences principales**

Le parc de logement de LANNOY CUILLERE est confortable. En effet, 93,2 % des résidences principales disposent d'une baignoire ou d'une douche. Des opérations de réhabilitations, rénovations permettent d'améliorer le parc de logements de LANNOY CUILLERE.

En 2008, 89,8 % des ménages disposaient au moins d'un véhicule, chiffre relativement stable par rapport à 1999.

En revanche, le nombre et la part des ménages possédant 2 voitures ont augmenté.

Le besoin de mobilité s'est accentué en 9 ans.

	2008	%	1999	%
<b>Ensemble</b>	88	100	89	100
<b>Salle de bain avec baignoire ou douche</b>	82	93,2	84	94,4
<b>Chauffage central collectif</b>	2	2,3	2	2,2
<b>Chauffage central individuel</b>	38	43,2	33	37,1
<b>Chauffage individuel "tout électrique"</b>	13	14,8	9	10,1

Source INSEE 2008

	2008	%	1999	%
<b>Ensemble</b>	88	100	89	100
<b>Au moins un emplacement réservé au stationnement</b>	63	71,6	64	71,9
<b>Au moins une voiture</b>	79	89,8	79	88,8
<b>- 1 voiture</b>	41	46,6	58	65,2
<b>- 2 voitures ou plus</b>	38	43,2	21	23,6

#### **I.4.6 Le nombre de pièces par résidences principales**

L'analyse des résidences principales en fonction du nombre de pièces est révélatrice des modifications récentes du parc : ainsi, en 2008, le nombre moyen de pièces par résidence principale était de 4,5. Une majorité (84,1 %) du parc de logement était composée de 5 pièces ou plus.

On constate une relative stabilité des petits logements : en 2008, la commune comptait 1 logement d'une seule pièce et 3 logements de 2 pièces. On constate une baisse du nombre de logements de taille moyenne (3 pièces) entre 1999 et 2008.

	2008	%	1999	%
<b>Ensemble</b>	88	100	89	100
<b>1 pièce</b>	1	1,1	1	1,1
<b>2 pièces</b>	3	3,4	2	2,2
<b>3 pièces</b>	10	11,4	13	14,6
<b>4 pièces</b>	32	36,4	30	33,7
<b>5 pièces ou plus</b>	42	47,7	43	48,3

	2008	1999
<b>Nombre moyen de pièces par résidence principale</b>	4,5	4,5
<b>- maison</b>	4,6	4,5
<b>- appartement</b>	4	5

Source INSEE 2008

#### **I.4.7 Les mécanismes de consommation du parc de logement / Fonctionnement du marché local**

D'après la base de données Sit@del2, 15 logements individuels ont été commencés entre 1999 et 2009, soit une moyenne de 1 voire 2 logements par an. La construction connaît un rythme plus soutenu depuis 2006.

Années	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Nb de logements individuels commencés	0	2	/	/	1	1	0	2	3	2	4

Source PAC

Aucun lotissement n'a été réalisé sur la commune.

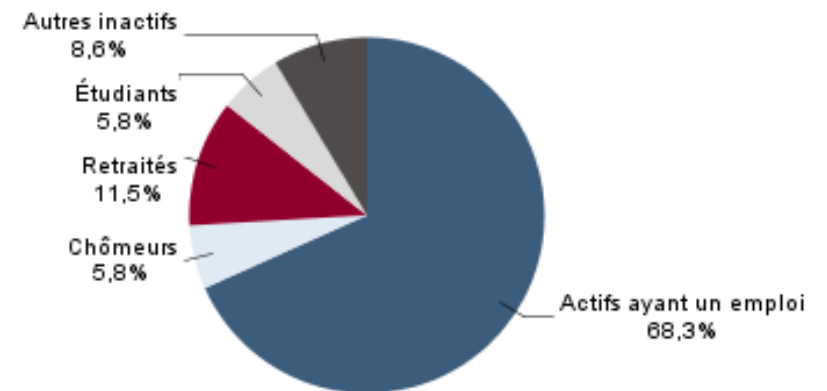
### **I.5 Données socio-économiques**

#### **I.5.1 Analyse de la population active**

En 2008, LANNOY CUILLERE comptait 103 actifs. Le taux d'activité a augmenté entre 1999 (68,3%) et 2008 (74,1%).

Bien entendu, les actifs ayant un emploi représentent la part la plus importante : 68,3 % ; chiffre en augmentation par rapport à 1999 (+ 3,5 points). Les retraités représentent une part de 11,5 %, les autres inactifs 8,6 % et les étudiants 5,8 %.

Concernant la répartition entre les différentes classes d'âges, on constate que les 25-54 ans connaissent le taux d'activité le plus important (90%), suivis par les 15-24 ans (52,6%), puis les 55-64 ans (40%). Cette répartition se retrouve chez les hommes, comme chez les femmes.



Source INSEE 2008

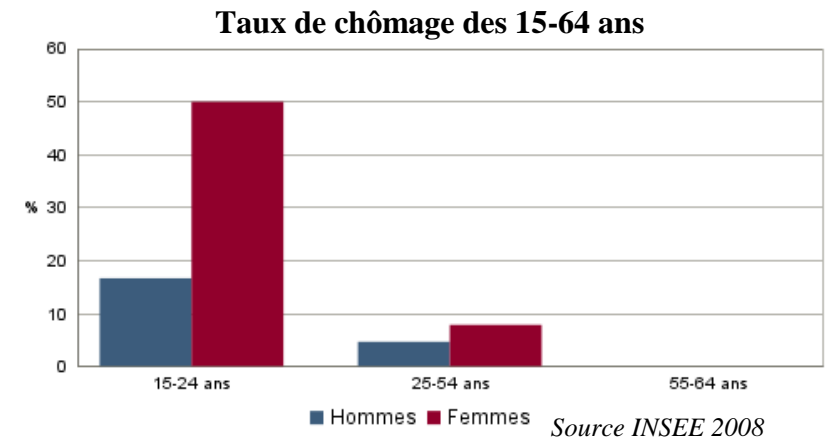
En revanche, on constate que le taux d'activité des hommes (73,3%) est inférieur à celui des femmes (75%). Le phénomène est inversé pour le taux d'emploi. Quant au taux de chômage, ce dernier a augmenté entre les 2 derniers recensements (+2 points), passant de 5,8% en 1999, à 7,8% en 2008. Cette augmentation s'observe chez les hommes et chez les femmes. Il est à noter que le chômage touche plus particulièrement les 15 à 24 ans et les femmes.

	2008	1999
<b>Nombre de chômeurs</b>	8	5
<b>Taux de chômage en %</b>	7,8	5,8
<b>Taux de chômage des hommes en %</b>	5,5	3,8
<b>Taux de chômage des femmes en %</b>	10,4	8,8
<b>Part des femmes parmi les chômeurs en %</b>	62,5	60

Source INSEE 2008

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
<b>Ensemble</b>	139	103	74,1	95	68,3
<b>15 à 24 ans</b>	19	10	52,6	7	36,8
<b>25 à 54 ans</b>	90	81	90	76	84,4
<b>55 à 64 ans</b>	30	12	40	12	40
<b>Hommes</b>	75	55	73,3	52	69,3
<b>Femmes</b>	64	48	75	43	67,2

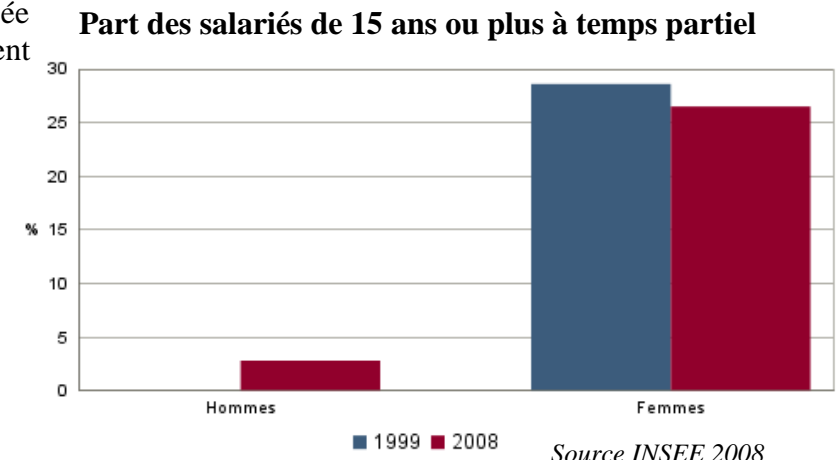
Source INSEE 2008



Concernant le statut des actifs ayant un emploi, on constate que la majorité est salariée (73,7%). Le temps partiel représente 10,5% des actifs en emploi et plus particulièrement les femmes, même si cette tendance semble diminuer entre 1999 et 2008.

	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
<b>Ensemble</b>	95	100	10,5	45,3
<b>Salariés</b>	70	73,7	14,3	48,6
<b>Non salariés</b>	25	26,3	0	36

Source INSEE 2008



### **I.5.2 Emploi et lieu de résidence**

En 2008, 28 personnes habitaient et travaillaient à LANNOY CUILLERE, soit 29,5 % des actifs de la commune.

41,1% des actifs ayant un emploi travaillent et habitent dans le département de la résidence. En raison de la localisation de la commune en limite du département et de la région, on constate qu'une part conséquente des habitants de LANNOY CUILLERE se dirige hors de l'Oise et de la Picardie pour aller travailler. Ainsi, 8,4% des habitants de LANNOY CUILLERE se rendent dans un autre département de la région de résidence pour travailler et 21,1 % se dirige dans une autre région.

	<b>2008</b>	<b>%</b>	<b>1999</b>	<b>%</b>
<b>Ensemble</b>	95	100	82	100
<b>Travaillent :</b>				
<b>dans la commune de résidence</b>	28	29,5	37	45,1
<b>dans une commune autre que la commune de résidence</b>	67	70,5	45	54,9
<b>située dans le département de résidence</b>	39	41,1	19	23,2
<b>située dans un autre département de la région de résidence</b>	8	8,4	3	3,7
<b>située dans une autre région en France métropolitaine</b>	20	21,1	23	28
<b>située dans une autre région hors de France métropolitaine (Dom, Com, étranger)</b>	0	0	0	0

Les bassins d'emplois des habitants de LANNOY CUILLERE se situent principalement à Feuquières, Formerie et Aumale.

### **I.5.3 Emploi et modes de transport**

En reprenant le diagnostic et la composition des logements, il a été constaté que les ménages possédaient au moins 1 voire 2 véhicules. Ce constat atteste du besoin de mobilité lié au lieu de travail mais aussi aux bassins de vie.

Pour 2008, le recensement INSEE n'a pas détaillé les données relatives à l'emploi et aux modes de transports.



## **I.6 Activité agricole**

L'aménagement de l'espace rural doit être harmonieux en favorisant le développement des activités agricoles, artisanales, industrielles, commerciales et touristiques et du logement dans les communes rurales dans le cadre défini par l'article 121.1 du code de l'urbanisme. Ce développement équilibré passe par une occupation rationnelle de l'espace où chaque activité peut s'exercer sans gêner les autres. Dans ce cadre, la protection de l'activité agricole dont les fonctions économiques, environnementales et sociales sont reconnues est un impératif.

### **I.6.1 Une politique raisonnée d'aménagement de l'espace rural doit permettre :**

- d'éviter la destruction de l'espace agricole, compte tenu des contraintes pesant sur la réalisation ou l'adaptation des bâtiments d'élevage, sur la possibilité d'épandage des effluents d'exploitation ou des boues et en considérant que la cohérence de cet espace est indispensable au maintien et au développement d'une activité agricole viable,
- d'éviter, durablement, les conflits entre la pratique de l'activité agricole et les résidents (nuisances, bruits, etc. ...),
- d'éviter la dispersion de l'habitat (mitage) qui engage les collectivités locales dans des dépenses d'équipement et de fonctionnement qui grèvent exagérément leur budget,
- la construction d'habitations, la réhabilitation du patrimoine bâti existant et l'implantation d'activités non agricoles, sous condition de ne pas gêner les activités existantes.

### **I.6.2 Des objectifs de développement**

Dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme, les objectifs d'évolution de la commune doivent être clairement définis, en tenant compte des activités qui s'y exercent (dont l'activité agricole), de ses ambitions (y compris pour l'agriculture et l'occupation de l'espace) et des moyens financiers de la collectivité. Par ailleurs un diagnostic sur l'activité agricole de la commune (repérage des sièges d'exploitation, âge des exploitants, successeur, production principale, ...) doit être réalisé. Cette analyse des activités agricoles doit être intégrée dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable. En fonction de ces objectifs, les zones à urbaniser ou à vocation artisanale et industrielle seront déterminées selon des dimensions appropriées en évitant deux écueils :

- le gaspillage de l'espace par un surdimensionnement des zones qui empêche les investissements agricoles sur des superficies qui ne seront jamais utilisées,
- le blocage du développement de la commune par des zones trop restreintes.

Les projets de zones d'activités devront être portés par des structures intercommunales. Une réelle concertation entre ces structures permettra d'éviter l'émergence de plusieurs projets « concurrents » dans certains secteurs.

### **I.6.3 Une réelle protection de l'agriculture**

Dans les documents d'urbanisme, les zones agricoles doivent être vastes et homogènes et conçues comme des zones prioritaires pour l'activité agricole. Elles doivent être suffisamment importantes et communiquer entre elles. Elles ne doivent pas être le territoire résiduel entre les points d'urbanisation et les voies de communication. On évitera la dispersion générale de l'habitation en dirigeant le développement de l'urbanisation autour de l'agglomération existante et en limitant les zones constructibles aux hameaux existants. Il conviendra de prêter la plus grande attention à la situation des sièges d'exploitation et des installations d'élevage par rapport aux zones urbanisées ou à urbaniser, compte tenu des distances imposées lors de tout projet de construction ou d'extension des élevages.

Les exploitations d'élevage disposent d'installations pouvant présenter des nuisances pour le voisinage dont l'aménagement ou le développement est soumis à l'application de réglementations sanitaires très strictes (Règlement Sanitaire Départemental - R.S.D. - ou législation sur les installations classées). Selon la taille et la nature des troupeaux, ces réglementations impliquent, pour toute construction liée à l'élevage, le respect d'un recul de 50 à 100 m selon les cas, de toutes habitations de tiers ou des limites d'urbanisation. Il est donc nécessaire de prendre en compte ces contraintes d'éloignement et d'éviter l'implantation de nouvelles zones d'habitat à proximité des pôles d'élevage susceptibles de se développer.

L'enclavement des sièges d'exploitation, dans le tissu urbain, est à éviter absolument. Concernant les distances d'éloignement des bâtiments et les installations d'élevage, il convient de veiller au strict respect du principe de réciprocité.

Exceptionnellement, des avis favorables à des demandes de dérogations à ces règles de distance pourront être envisagés après s'être assuré que le projet ne compromette le développement futur de l'exploitation agricole concernée et à condition qu'il existe déjà des habitations proches, que le projet se situe dans une zone urbanisable n'ayant plus une vocation agricole et ne contribue pas à l'étalement urbain.

Dans le cadre des P.L.U., les principes suivants doivent être pris en compte pour la définition des zones agricoles et naturelles :

- la zone agricole (A) se doit d'inclure toutes les parcelles sur lesquelles s'exerce une activité agricole quelle qu'elle soit. Il s'agit des secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Cette activité peut également avoir un rôle environnemental.
- la zone naturelle (N) se doit d'inclure uniquement les parcelles comportant un intérêt environnemental reconnu, les parcelles sur lesquelles pèse une réglementation existante interdisant la construction.

#### **I.6.4 L'activité agricole à LANNOY CUILLERE**

Une enquête agricole a été réalisée par la chargée d'études d'**Espac'urba** le 11 Janvier 2011. Ainsi, à cette date, 13 exploitations agricoles encore en activité sur le territoire de LANNOY CUILLERE ont été recensées. L'ensemble de ces activités agricoles pratique l'élevage, on distingue :

- 8 ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) = périmètre de protection de 100 mètres, dont :
  - 7 élevages bovins,
  - 1 élevage de gibier,
- 5 dépendant du Règlement Sanitaire Départemental = périmètre de protection de 50 mètres, dont :
  - 4 élevages bovins,
  - 1 élevage ovin.

Certaines exploitations possèdent 2 sites sur le territoire de LANNOY CUILLERE. Ces différents sites d'exploitation sont répartis sur l'ensemble du territoire communal.

La pérennité de 8 exploitations de LANNOY CUILLERE est assurée soit dans un cadre sociétaire, soit du fait de l'âge du chef d'exploitation. Une potentielle cessation d'activité a été identifiée pour 5 exploitations :

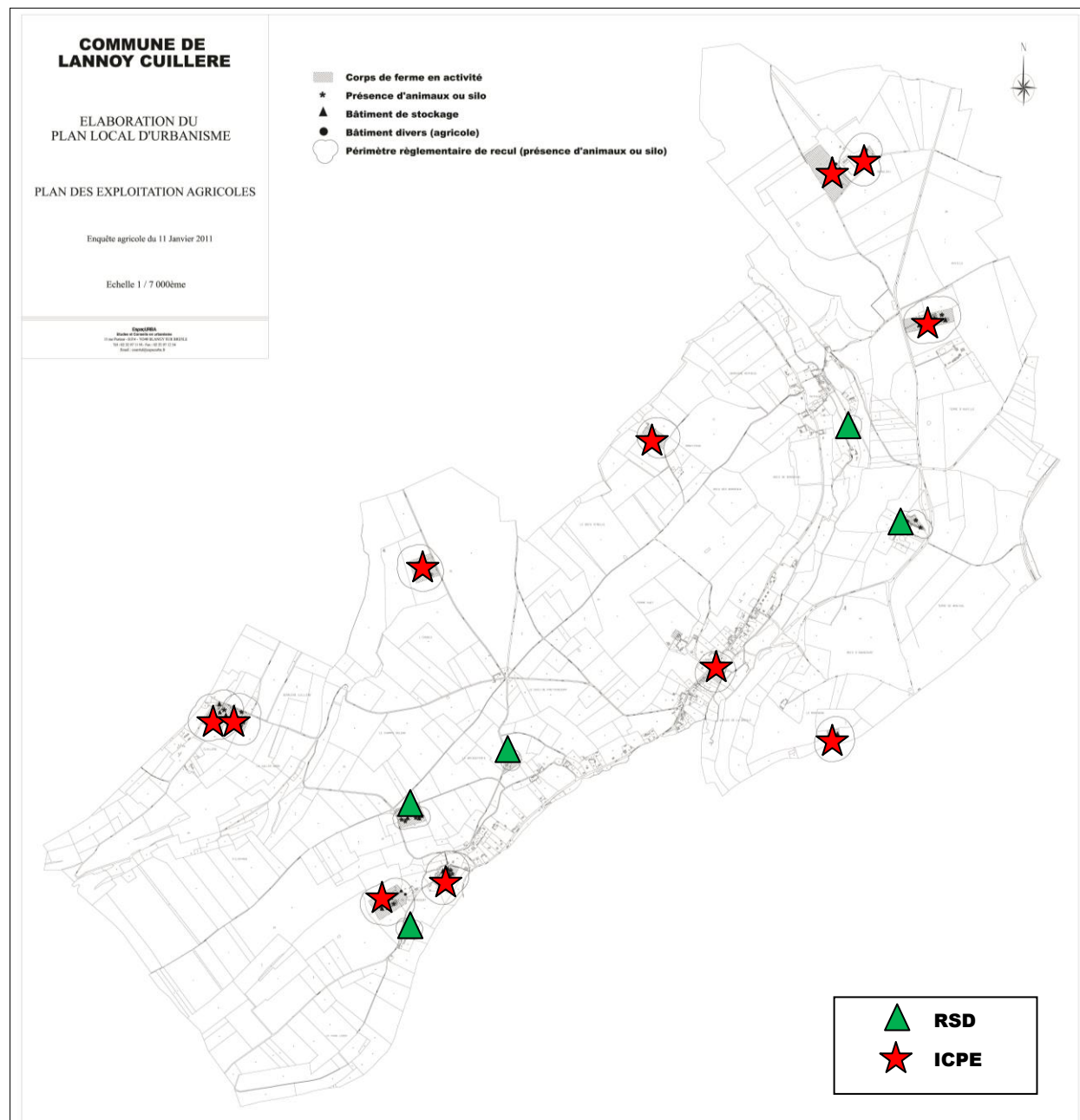
- 1 exploitation dont le chef d'exploitation est décédé lors de l'élaboration du PLU et dont l'avenir n'est pas connu au moment de l'établissement du dossier de PLU,
- 1 exploitation dépendant du RSD,
- 2 exploitations soumises au régime des ICPE,
- 1 exploitation pour laquelle **Espac'urba** n'a pu obtenir d'information.

Parmi les 8 exploitations souhaitant poursuivre leur activité pour les années à venir, 5 d'entre elles ont exprimé des projets d'évolution de leur activité ou du site d'exploitation :

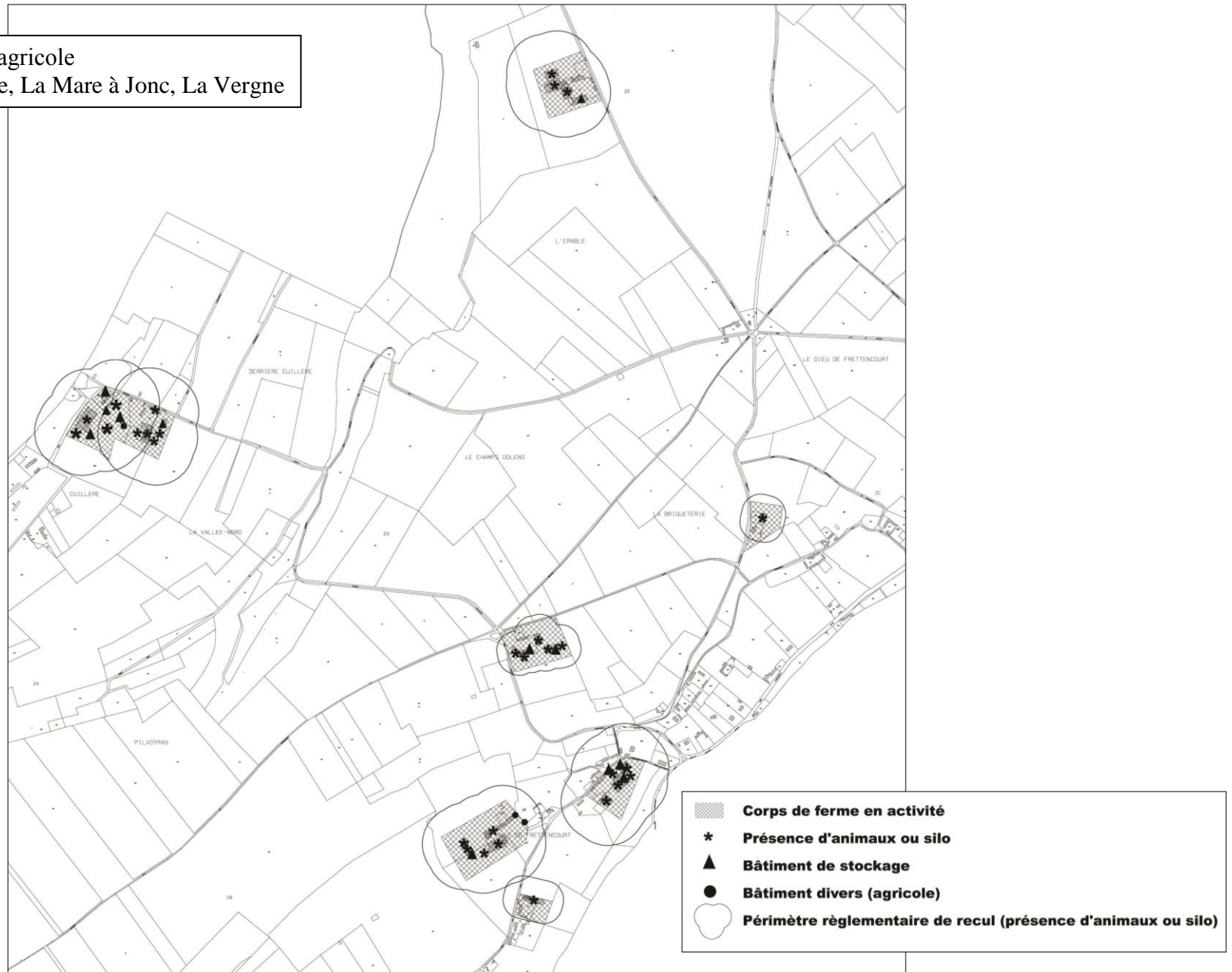
- 1 projet d'extension ou réalisation de nouveaux bâtiments de stockage à moyen ou long terme,
- 2 passages en « agriculture biologique »,
- 2 projets de réalisation d'un nouveau bâtiment, à court ou moyen terme,

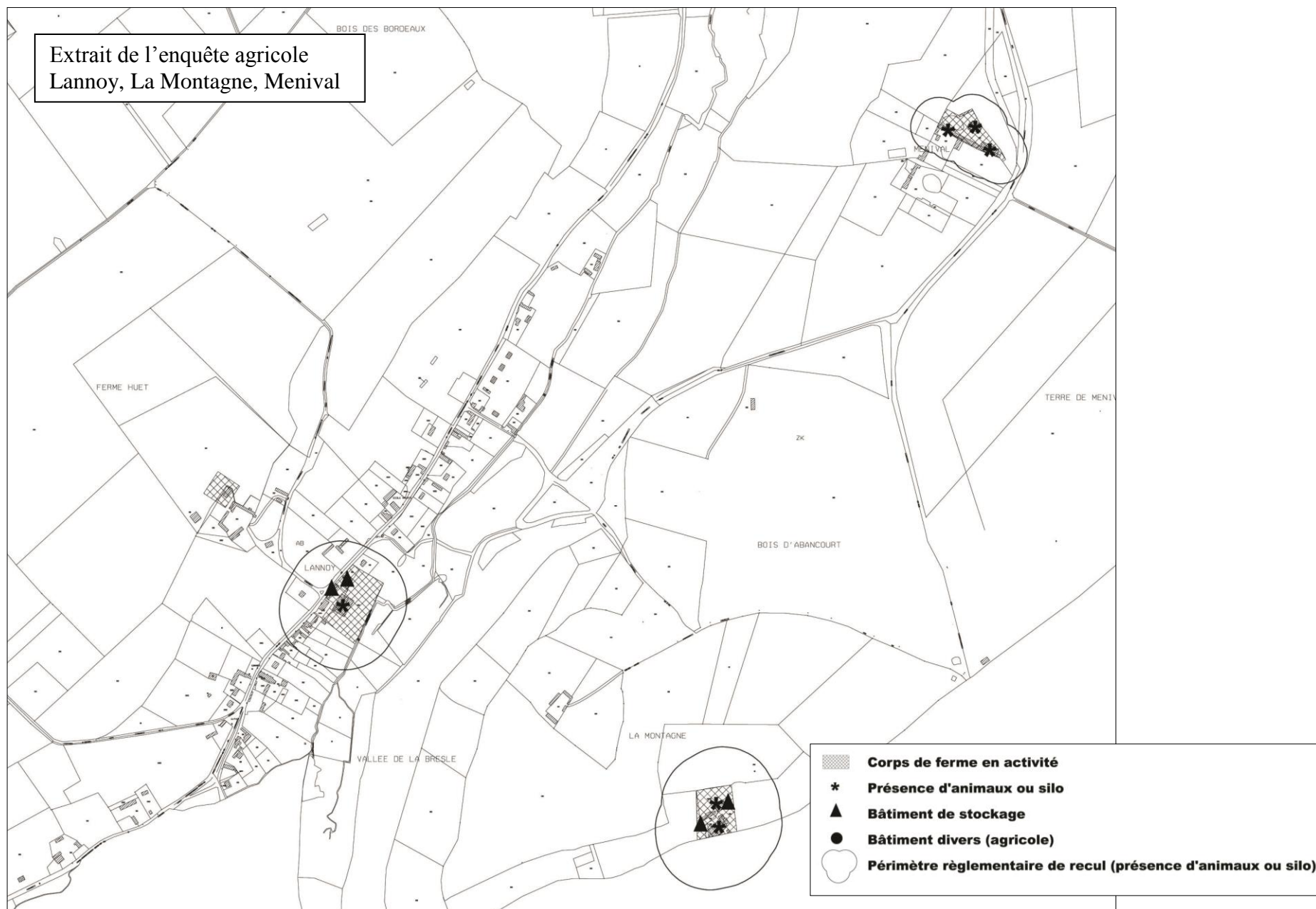
***Dans le respect de la confidentialité des entretiens individuels réalisés en présence des exploitants agricoles, les projets (travaux, nouveaux bâtiments, cessation d'activité) ne sont pas localisés sur le plan joint page suivante.***

Une cartographie reprenant l'ensemble des exploitations agricoles est jointe page suivante.



Extrait de l'enquête agricole  
Frettencourt, Cuillère, La Mare à Jonc, La Vergne



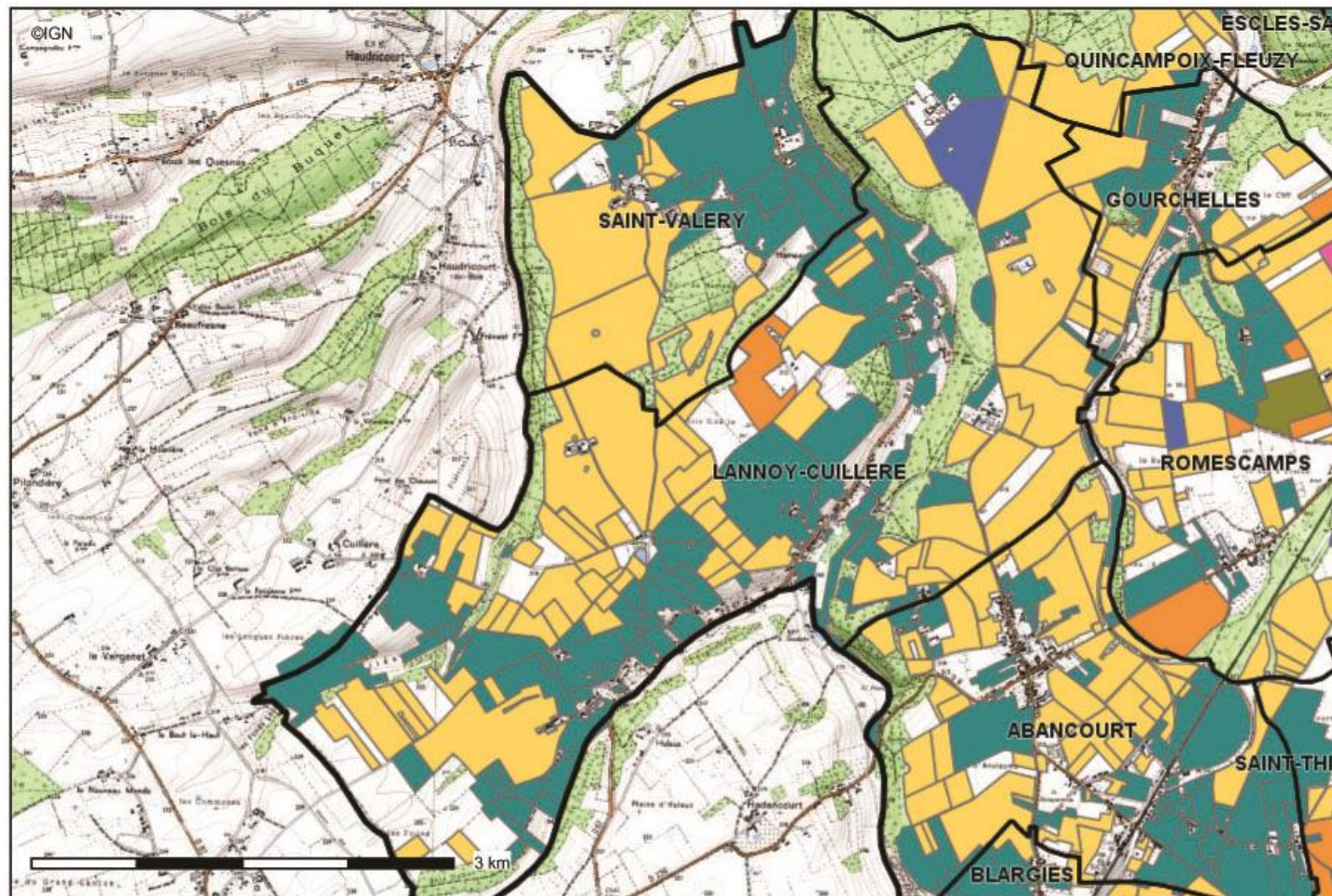




Extrait de l'enquête agricole  
Rothois, Hauville, Beaulieu, Montifaux



### Evolution des couverts agricoles



Conception : DDT 60  
Date d'impression : 15-03-2012

- Limites départementales
- Régions agricoles
- Limites communales
- Culture primaire par îlot
  - 1\_Céréales
  - 2\_Oléagineux
  - 3\_Protéagineux
  - 4\_Cultures Industrielles
  - 5\_Fourrages et Surfaces en herbe
  - 6\_Gel
  - 7\_Autres
- Surfaces par type de culture et par commune

#### Description :

Le cartélie représente les deux types de culture les plus dominants en terme de surface (primaire et secondaire). Ils sont cartographiés à l'échelle des îlots agricoles pour l'année la plus récente (culture primaire) et à l'échelle des communes pour toutes les années pour suivre l'évolution des productions (culture primaire et secondaire). Les données sont issues du registre parcellaire graphique.

Grâce à cette cartographie, on constate que les 2 types de cultures prédominants à LANNOY CUILLERE sont les céréales, les fourrages et surfaces en herbes, correspondant aux orientations économiques des exploitations locales (élevage).

Carte publiée par l'application CARTELIE  
© Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement  
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)



## **I.7 Activités artisanales, industrielles et commerciales**

Les habitants ne bénéficient d'aucun service de proximité. En revanche, plusieurs commerçants ambulants parcourent le territoire communal (bourg et Frettencourt) :

- 1 boulanger,
- 1 poissonnier,
- 2 épiciers,
- 1 boucher.

Lorsque ces services sont insuffisants, les habitants de LANNOY CUILLERE se dirigent vers Aumale et Formerie.

En outre, plusieurs activités artisanales et commerciales sont implantées sur la commune :

- 1 horticulteur / entreprise d'entretien d'espaces verts,
- 2 entreprises d'entretien d'espaces verts,
- 1 éleveur de gibier,
- 2 entreprises de produits surgelés,
- 1 entreprise d'aliments bio,
- 1 artiste,
- 1 chambre d'hôtes,
- 1 pension canine (environ 20 chiens).

Aucun site industriel n'est recensé sur la commune.

## **I.8 Les équipements de la commune**

### **I.8.1 Les réseaux**

#### **Eau potable**

L'eau potable est gérée par le Syndicat des Eaux de Blargies et celui de Conteville (Cuillère).

Le territoire communal n'est pas concerné par des périmètres de protection d'un captage d'eau potable. Le captage de Blargies alimente une large partie du territoire de LANNOY CUILLERE. Celui de Haudricourt alimente Cuillère.

#### **Assainissement**

La Communauté de Communes gère l'assainissement. Ce dernier est individuel sur la totalité du territoire communal. Le minimum parcellaire préconisé par le SPANC est de 600 m².

Un Schéma directeur d'assainissement a été réalisé et le zonage d'assainissement a été approuvé le 16/02/2001. La mise aux normes des systèmes d'assainissement est en cours de réalisation sur l'ensemble du territoire communal.

## Voirie

Plusieurs voies marquent le territoire communal. Celui-ci est traversé par plusieurs routes départementales :

- la RD 67 parcourant la vallée et les 3 pôles d'urbanisation principaux (centre bourg, Rothois, Frettencourt). Cette voie est classée en 4<sup>ème</sup> catégorie, aucun comptage de trafic n'a été effectué.
- la RD 316 traversant le plateau Est et permettant de relier Aumale et Abancourt. Cette voie de 2<sup>ème</sup> catégorie, a supporté en 2009, un trafic de plus de 2 360 véhicules par jour dont 9% de poids lourds,
- la RD 69, à l'Est du territoire et reliant la commune voisine de Gourchelles, classée en 4<sup>ème</sup> catégorie. En 2000, cette voie supportait un trafic de plus de 150 véhicules par jour, dont 4% de poids lourds.

Ces voies ne sont pas classées routes à grande circulation.

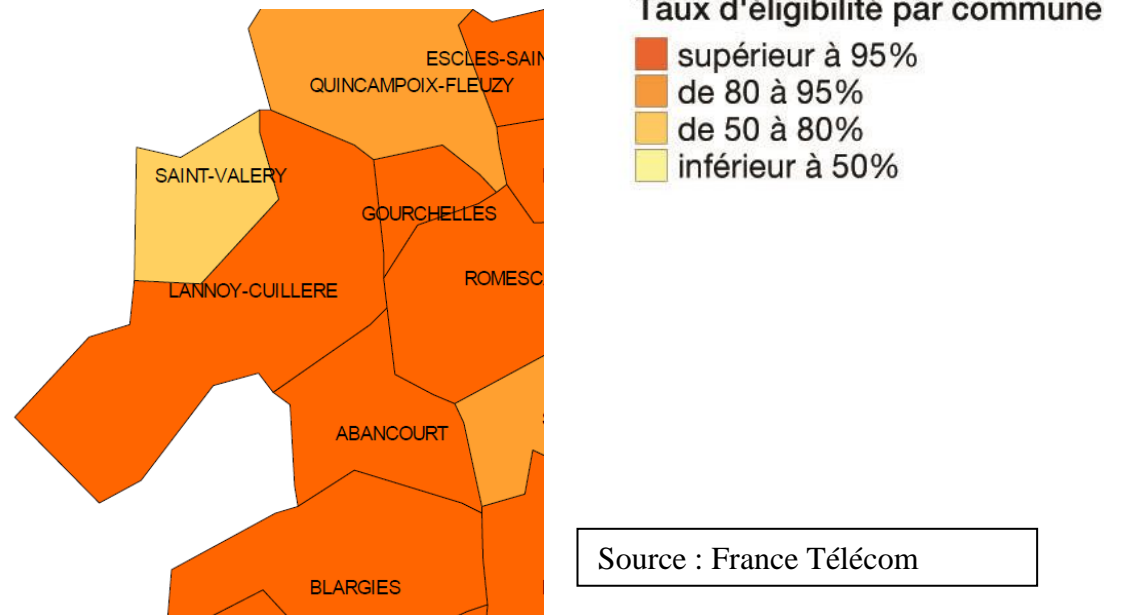
D'autre part, la commune est traversée par un itinéraire de transports exceptionnels qui concerne la RD 67 : itinéraire d'arrivées locales à St Valéry.

Sur la période courant du 1er janvier 2004 au 31 décembre 2008, aucun accident n'a été recensé sur les RD 67, 69 et 316.

## Desserte numérique du territoire

L'ADSL est aujourd'hui la technologie dominante des accès à internet haut débit (95% des abonnements haut débit sont des abonnements ADSL). France Télécom publie des cartes à l'échelle communale sur le taux de lignes téléphonique "éligible au moins à une offre ADSL de France Télécom "

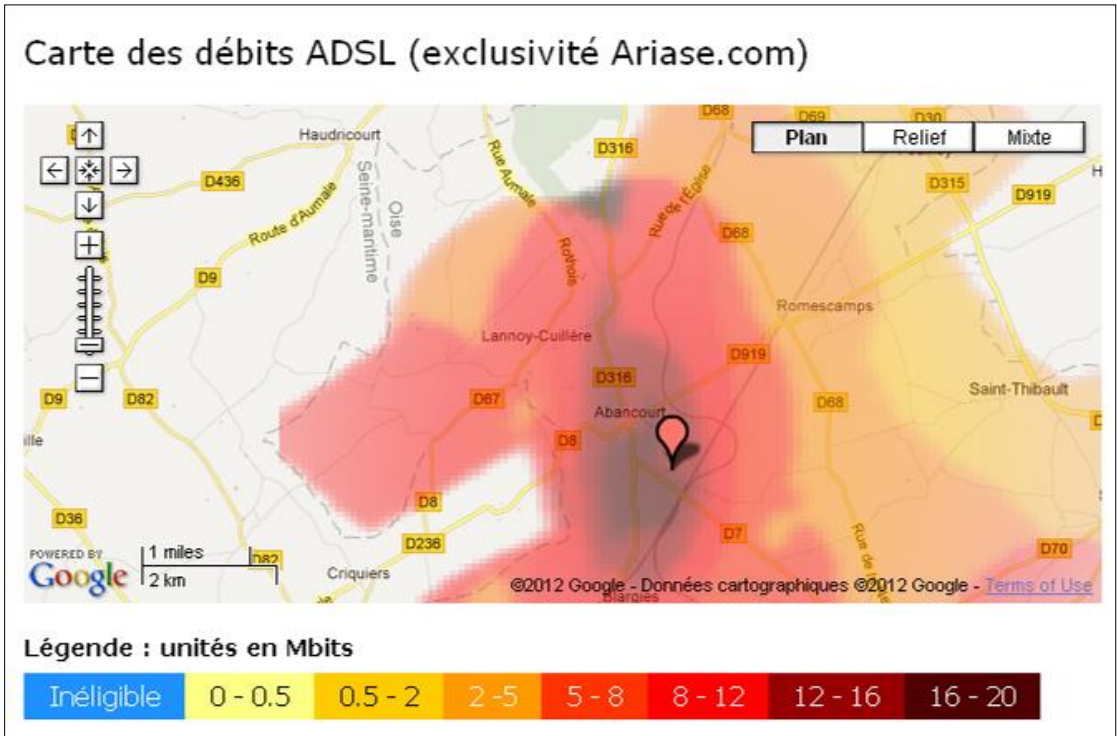
D'après ce document, le taux d'éligibilité à l'ADSL est supérieur à 95 % à LANNOY CUILLERE.



D'après la cartographie des débits ADSL, réalisée par le site internet ARIASE, on peut constater que globalement le territoire de LANNOY CUILLERE (vallée et plateau Est) bénéficie d'un niveau de connexion acceptable : 2 mb/s – 10 Mb/s. En revanche le secteur Ouest connaît des débits plus faibles.

Le site internet ARIASE précise que la connexion Internet par ADSL et l'accès aux différents services (dégrouper télévision par ADSL) dépendent à la fois du niveau d'équipement du NRA (central téléphonique) depuis lequel le logement est raccordé, et des caractéristiques de la ligne téléphonique.

La commune de FRESQUIENNES est desservie par 1 central téléphonique, localisé à Sierville. Cette distance du NRA explique les débits peu importants que l'on retrouve sur la partie Ouest de FRESQUIENNES (inférieurs à 2Mb/s).



NRA situés hors de Lannoy Cuillère				
Code	Nom	Localisation	Lignes	Dégrouper
ABA60	ABANCOURT	ABANCOURT	1000	Non dégroupé
ESC60	ESCLES SAINT PIERRE	ESCLES ST PIERRE	300	Non dégroupé

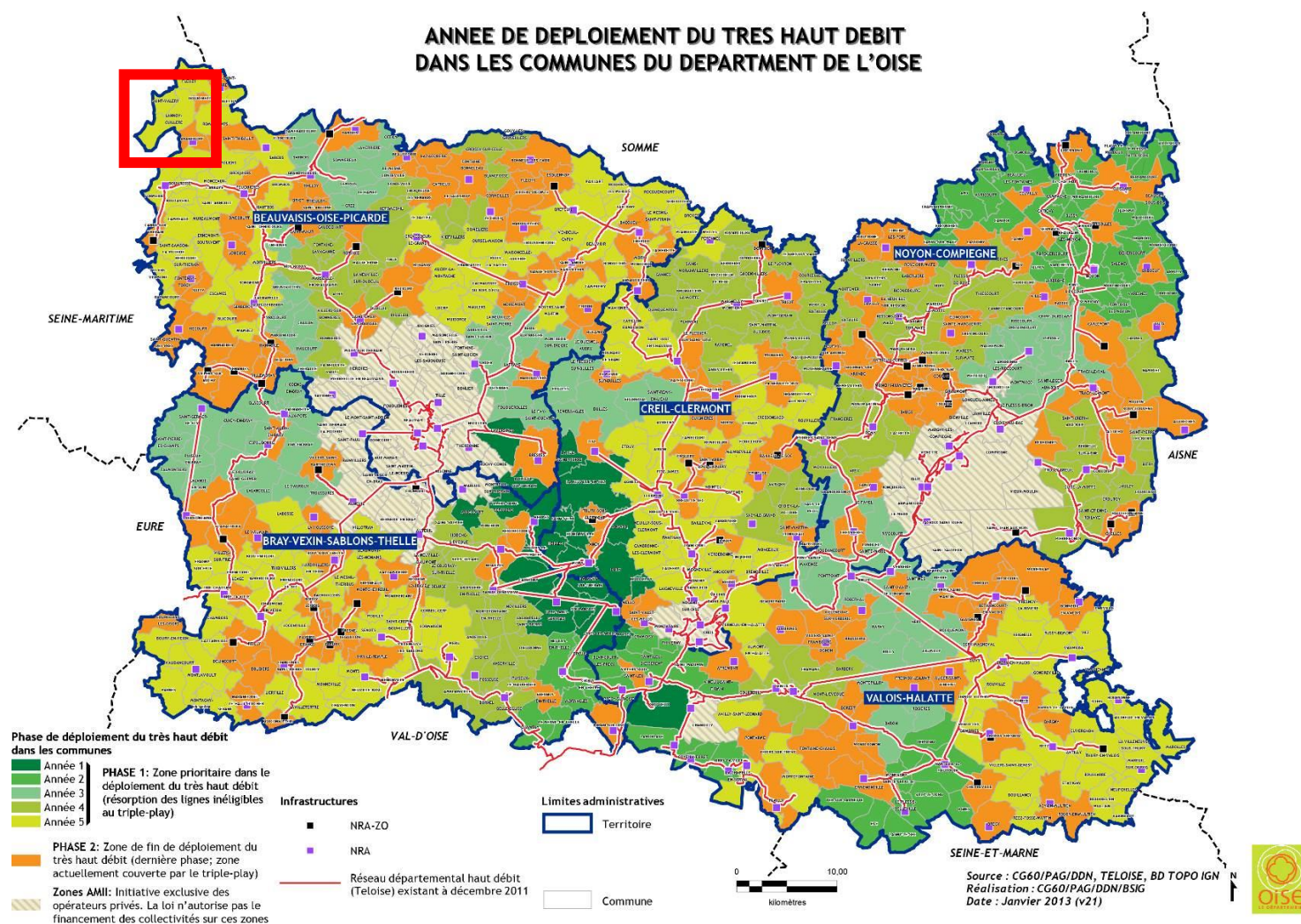
Source : ARIASE

L'opérateur Orange fournit également des données relatives à la couverture du réseau 2G, 3G et 4G : la commune de LANNOY CUILLERE bénéficie d'une couverture en 2G et 3G de qualité moyenne : «  *votre équipement mobile devrait fonctionner dans la plupart des cas à l'extérieur, mais probablement pas à l'intérieur des bâtiments* ».



Un Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) a été élaboré. Ce dernier va organiser le passage de l'ensemble du département au Très haut Débit pour les 10 ans à venir et il a retenu la technologie FTTH (Fiber to the Home). Cette technologie, qui consiste à amener directement la fibre optique jusqu'aux foyers et non plus seulement jusqu'aux centraux téléphoniques, permettra d'offrir des débits à 100 Mbps et au-delà. S'appuyant sur un réseau existant de 1 100 km de fibre existants dans le Département, la FttH ajoutera 1 400 km supplémentaires de réseau structurant pour apporter la fibre jusqu'à l'abonné.

Les communes ont été appelés à participer à ce grand virage du numérique en rejoignant le Syndicat mixte Oise Très Haut Débit, créé le jeudi 6 juin 2013. Il a vocation à créer les meilleures conditions possibles pour le déploiement de la fibre optique dans l'Oise. De nombreuses communes isariennes y adhèrent ; le Conseil général ayant associé dès le début du projet THD pour l'Oise toutes les communes et EPCI pour réussir



ensemble ce grand virage du numérique.

Les premiers raccordements bénéficieront en priorité aux zones grises où le débit est inférieur à 2Mbps n'autorisant pas le triple play. Cette première étape vers le très haut-débit nécessitera cinq à sept ans et la couverture totale du territoire en fibre sera réalisée en moins de dix ans. (source CG Oise)

D'après la cartographie ci-dessus, la commune de LANNOY CUILLERE se situe dans la 1<sup>ère</sup> phase de déploiement du très haut débit (programmation pour la 5<sup>ème</sup> année).

### **I.8.2 Les équipements publics**

Sur la commune de LANNOY CUILLERE, on note la présence de plusieurs d'équipements publics : la mairie, l'église, l'école, une salle des fêtes, un bâtiment communal et une chapelle.

#### **Enseignement**

La commune fait partie d'un regroupement scolaire avec la commune de CRIQUIERS.

LANNOY CUILLERE accueille les 2 classes de maternelle (45 enfants pour l'année 2009/2010), ainsi qu'une cantine, et CRIQUIERS regroupe les niveaux de primaire (3 classes).

Pour le collège, les élèves se dirigent essentiellement vers Formerie et Aumale ; pour le lycée, ils se rendent à Beauvais, Grandvilliers ou Neufchâtel en Bray.

#### **Les équipements sportifs**

La commune ne dispose pas d'équipement sportif.

La commune de LANNOY CUILLERE compte 3 **associations** : Anciens combattants, Amicale des Cheveux Blancs et Comité des Fêtes.

### **I.8.3 Le cimetière**

Le cimetière (civil et militaire) est situé au niveau du centre bourg, à l'extérieur du pôle construit, sur le coteau Est de la Bresle.  
Aucun projet d'extension n'est prévu. En revanche, la mairie réfléchit à un projet de réalisation d'un columbarium dans l'emprise actuelle du cimetière.

## **I.9 Les services et moyens de transports**

### **I.9.1 Les services de proximité**

Comme indiqué précédemment, aucun service de proximité n'est présent à LANNOY CUILLERE. Les habitants se dirigent vers Aumale et Formerie.

### **I.9.2 Déchets ménagers**

La Communauté de Communes de la Picardie Verte gère les déchets ménagers et assimilés. La collecte des ordures ménagères est réalisée une fois par semaine. Le tri sélectif est présent sur la commune à travers un ramassage au porte à porte. Des containers permettent la collecte du verre. En complément de ce service, il existe deux déchetteries communautaires sur le territoire de la Communauté de Communes de la Picardie Verte, l'une située à Grémévillers et l'autre à Feuquières.

### **I.9.3 Les moyens de transport**

Outre le transport scolaire, il n'y a pas de transport en commun qui desserve LANNOY CUILLERE. La mairie a donc mis en place, depuis environ 7 ans, un système de navettes par taxi, pour se déplacer en direction de Formerie et Aumale.

Les habitants de LANNOY CUILLERE peuvent également profiter de la gare située sur la commune voisine d'Abancourt pour se rendre à Beauvais.

D'autre part, les habitants peuvent également utiliser la ligne de car n°43 et n°43C, mise en place par le Conseil Général, desservant quotidiennement les communes de Formerie et Abancourt et permettant de se rendre à Beauvais.



### **I.10 L'animation et les possibilités de loisirs**

La commune de LANNOY CUILLERE offre plusieurs possibilités de loisirs et de détente :

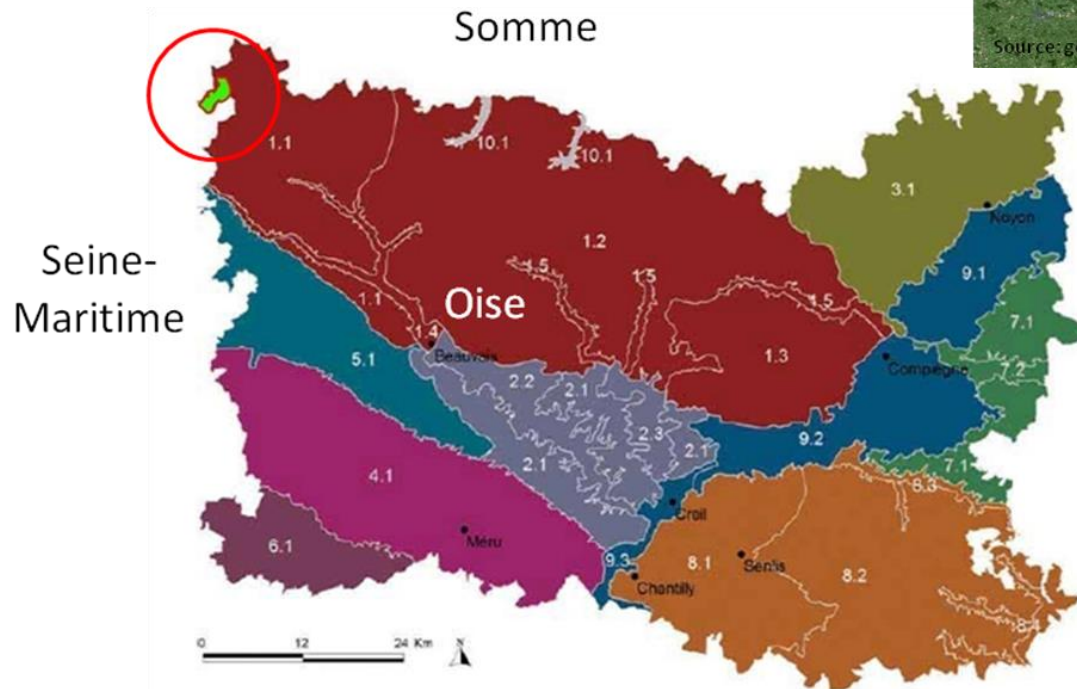
- présence d'associations,
- la chasse,
- la pêche
- la découverte du patrimoine,
- la présence d'espaces boisés,
- la randonnée.

## **DEUXIEME PARTIE - ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, L'ORGANISATION, LES PERCEPTIONS DU TERRITOIRE COMMUNAL, LE PATRIMOINE BATI ET LES RISQUES**

## II.1 Analyse paysagère

### II.1.1 La commune de LANNOY CUILLERE dans son territoire

Lannoy-Cuillère se situe à la frontière de deux régions : la Haute-Normandie et la Picardie. Elle se trouve également à la confluence de 3 départements : La Seine-Maritime, La Somme et L'Oise. Finalement, après un échange de territoire, la commune est Picarde et annexée au département de l'Oise.

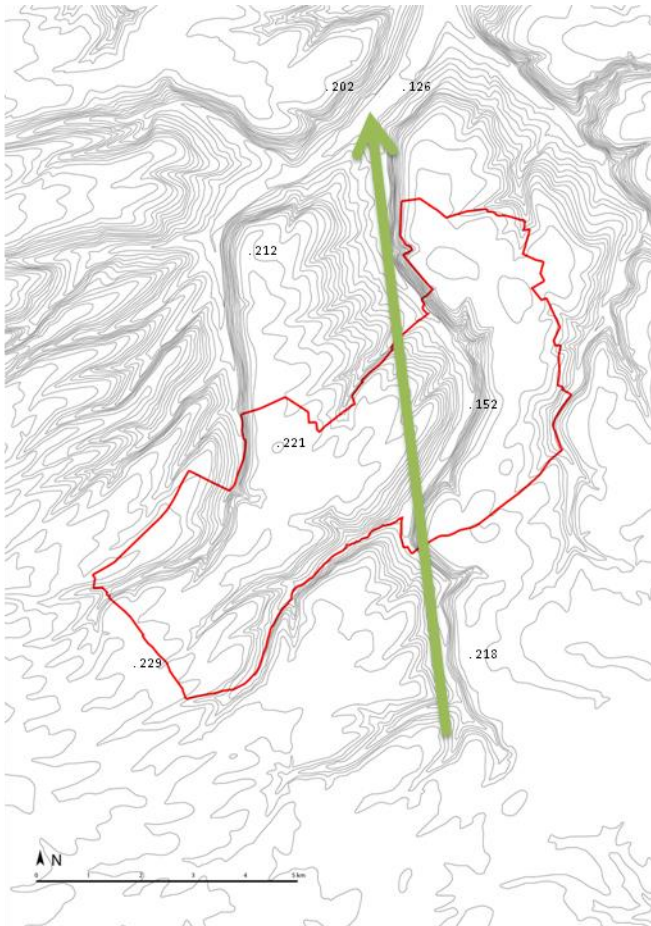
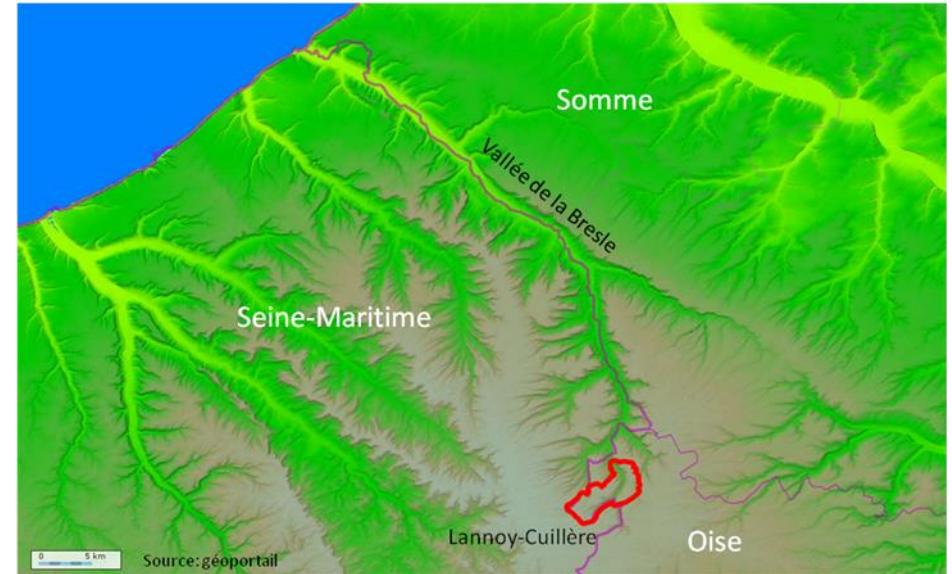


Au regard de l'atlas des paysages de l'Oise, la commune de Lannoy-Cuillère appartient à l'entité paysagère du plateau Picard et à la sous entité du plateau de la Picardie verte.

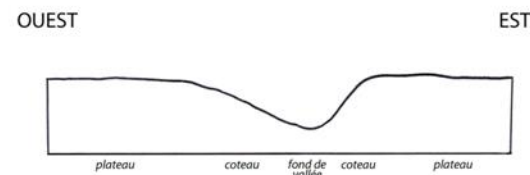
« Située à l'Ouest du plateau Picard, la Picardie verte présente un paysage de grandes cultures avec des îlots d'herbages autour des villages et dans les vallons secs. L'habitat y a développé un urbanisme caractéristique, adapté à la double spécialisation d'élevage et de culture ». (Atlas des paysages de l'Oise)

### II.1.2 Le relief

A l'échelle de la vallée de la Bresle, Lannoy-Cuillère se trouve près de sa source. Ce cours d'eau a creusé une vallée qui porte son nom et se jette dans la manche 72 kilomètres plus loin. La vallée de la Bresle est un lieu emblématique et une frontière forte entre la Normandie et la Picardie.



A l'échelle de la commune, on remarque que le territoire communal est un plateau entrecoupé par deux ramifications de la vallée de la Bresle. Celle de l'Ouest est un vallon sec, tandis qu'à l'Est la vallée est plus importante, celle de la rivière « La Bresle ».

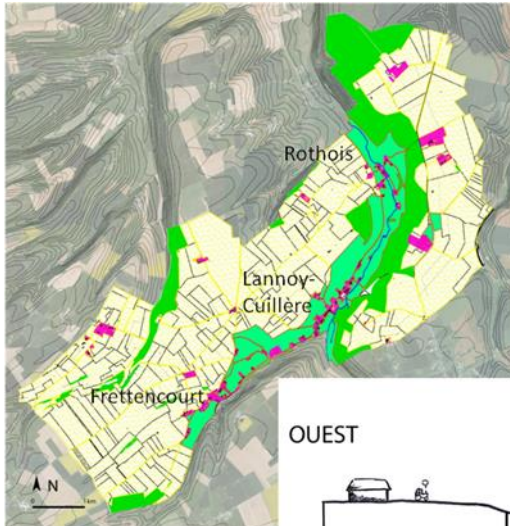


On remarque que les vallées ont un profil dissymétrique, caractéristique de l'érosion d'un plateau crayeux. En effet les versants à l'Est possèdent une pente plus importante, tandis qu'à l'Ouest le relief est beaucoup plus doux. Le fond de vallée est plat mais les coteaux sont proches l'un de l'autre, cela donne un effet de « couloir » dirigé du Sud vers le Nord.



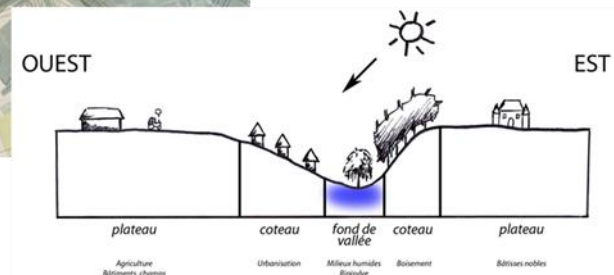
### **II.1.3 Composition du paysage**

#### **a) Occupation des sols**



La carte reprend les principales structures composant le paysage communal : cultures et prairies, bois et forêt, urbanisme, surface bâtie.

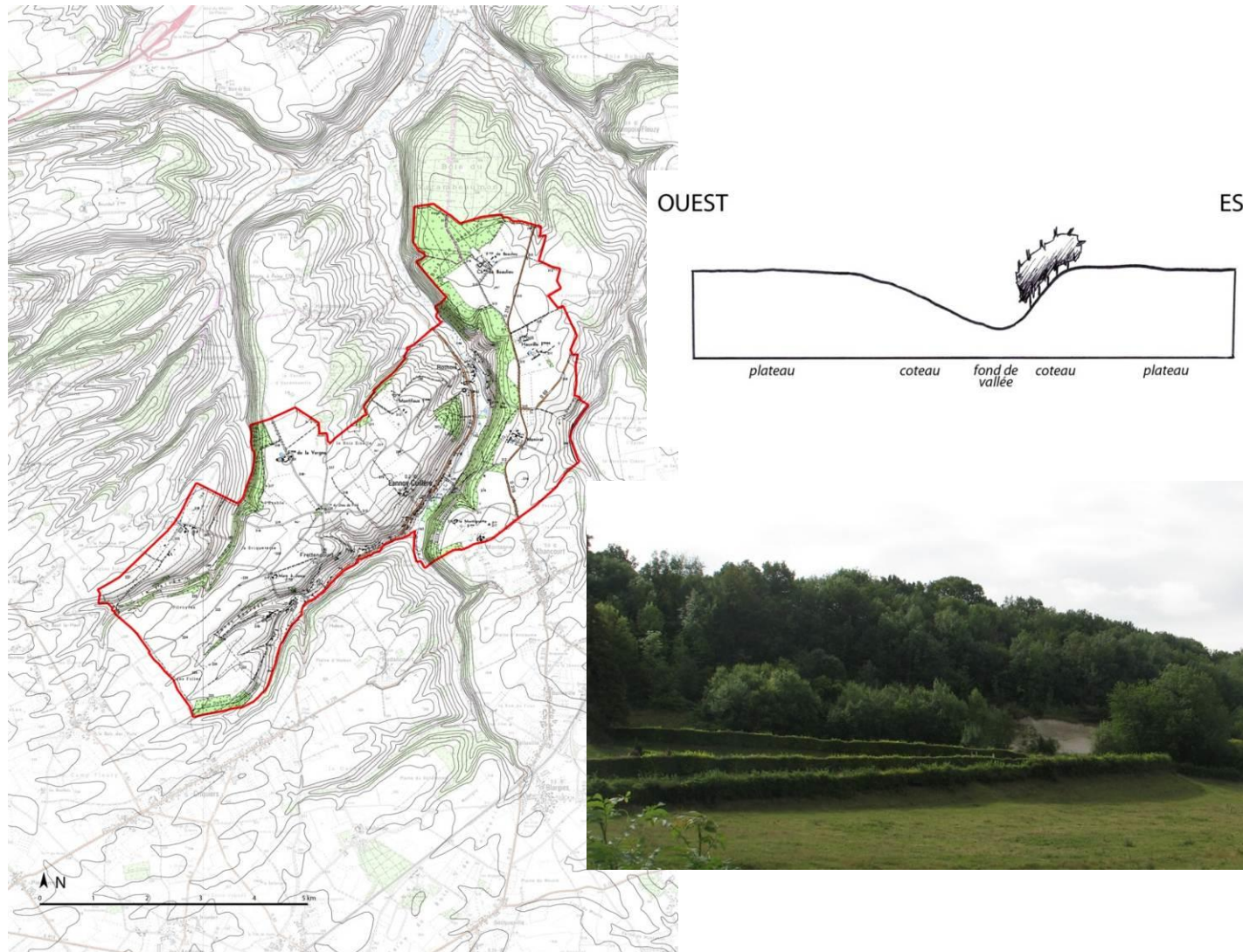
La commune est en grande partie composée de grandes parcelles de culture, quelques prairies sont présentes à proximité immédiate du bourg. Les grandes parcelles cultivées et ouvertes occupent le plateau et dégagent des vues lointaines.



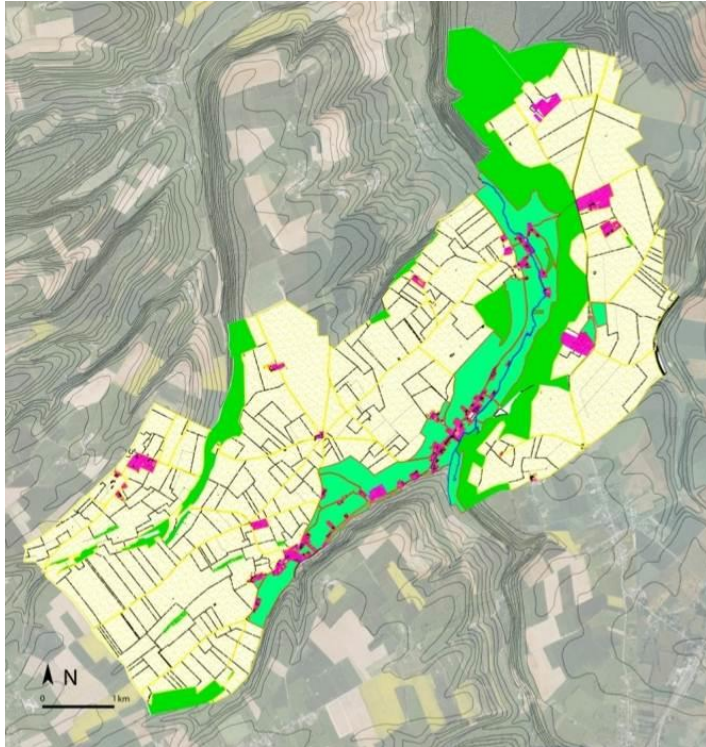
#### **b) Entités paysagères**

La commune de Lannoy-Cuillère possède un bourg centre et 2 hameaux : Rothois au Nord et Frettencourt au Sud. Le bâti est implanté sur le flanc de coteau le moins pentu, le mieux exposé au soleil et évitant l'humidité directe du fond de vallée. Le bâti est relativement dense pour Lannoy-Cuillère et Rothois, il forme un continuum longeant le coteau Ouest de la Bresle. L'effet coteaux proches/ boisement sur coteau/ continuum urbain donne une sensation de couloir. Par contre le hameau de Frettencourt dispose d'une implantation bâtie plus disparate, on ne ressent pas de noyau villageois.

Les coteaux Est, plus pentus, sont le siège des boisements. En effet les terrains sont pauvres dû au ravinement et difficiles à cultiver. Le fait que les coteaux les plus pentus soient boisés accentue l'effet de « couloir » Sud/ Nord.







La commune est en majorité composée de grandes parcelles en culture. Les plateaux sont le siège de l'agriculture et de grandes fermes sont implantées au milieu des champs. Les plateaux agricoles sont des paysages d'openfields, ce sont donc des entités où les vues sont dégagées sur l'horizon et offrent des respirations. On trouve aussi sur les plateaux des bâtisses nobles et, depuis peu, des éoliennes.



Quand la topographie est plus vallonnée, l'Homme y a implanté des pâtures, des vergers et du bocage. Ces éléments coupent quelque peu les vues et forment une transition de la platitude des plateaux jusqu'aux vallées plus intimes. Les haies bocagères sont importantes d'un point de vue paysager mais aussi environnemental, car ce sont de véritables couloirs écologiques, elles servent également à stabiliser les terres et limitent le ruissellement des eaux pluviales.





Le fond de vallée est un milieu très humide. En effet la Bresle coule sur un socle en craie, or la porosité de cette dernière lui permet d'emmagasiner une quantité considérable d'eau. Le fond de vallée est constitué de saulaies, de peupleraies et de prairies humides. Les vues sont proches, apportant une sensation d'intimité, de confinement.



### c) Élément paysager remarquable

On remarque un élément paysager important sur le plateau : La chapelle du dieu de pitié de Frettencourt. Elle se situe à la croisée de 7 chemins au milieu de la commune sur l'étendue du plateau. Elle est entourée d'arbres centenaires remarquables, et de fait forme un point d'appel important (une sorte d'îlot) sur le plateau agricole traité en openfield. Cet endroit est un lieu de pèlerinage. Cet espace est à conserver pour la qualité architecturale du bâtiment, pour les végétaux remarquables présents, ainsi que pour sa centralité sur le plateau.



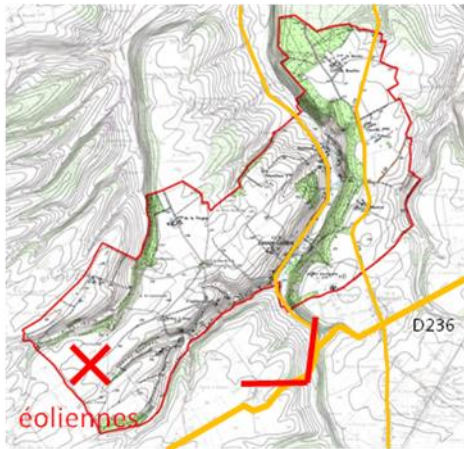


### **II.1.4 Lecture du paysage**

Un village longiligne, spécificité de cette commune accroché au coteau.

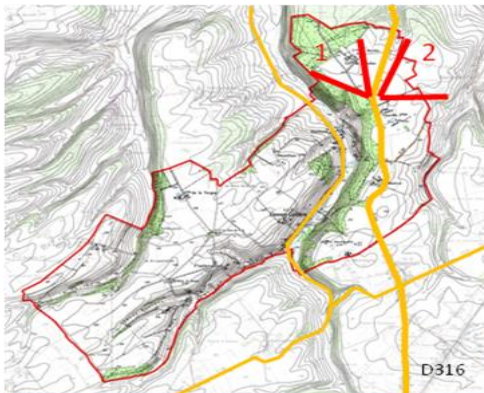
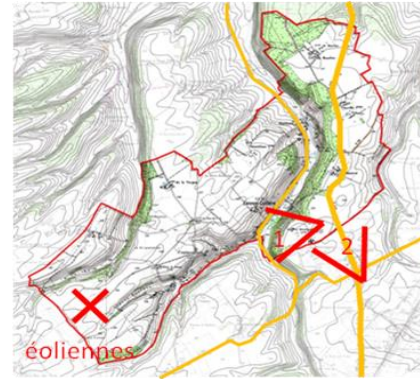
#### **a) Perceptions de la ville depuis sa périphérie**

L'entrée Sud depuis la RD 67 suit le talweg de la vallée de la Bresle. L'entrée sur la commune, bordée de bois est un véritable sas entre le plateau agricole et le début de « l'urbanisation » du hameau de Frettencourt. Le hameau n'est visible qu'à la sortie du virage après le boisement.



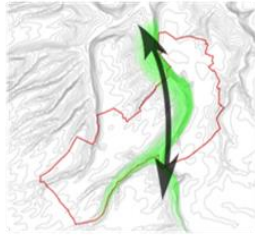
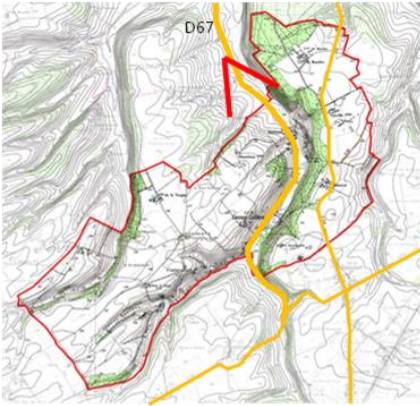
Sur la limite communale Sud-Est, les vues sont occultées par le boisement. Le village de Lannoy-Cuillère ainsi que ses hameaux sont invisibles, puisque situés en contrebas dans la vallée. On ne perçoit au loin que les éoliennes implantées au Sud du territoire communal.

L'entrée Est depuis la RD 316 présente une vue sur un plateau limité par des boisements. Les vues sont dégagées sur les étendues agricoles et Lannoy-Cuillère est totalement invisible. On a l'impression que cette partie de plateau est la continuité de la commune d'Abancourt, et que la limite communale de Lannoy-Cuillère se situe au delà des bois. Seule une fenêtre donne une vue sur le territoire de Lannoy-Cuillère, on l'on aperçoit notamment les éoliennes.



Sur le plateau au Nord, le bois de Beaulieu marque une limite visuelle franche sur toute la partie Ouest. Cette partie de territoire communal est clairement tournée vers le plateau agricole et sa vallée voisine à l'Est.





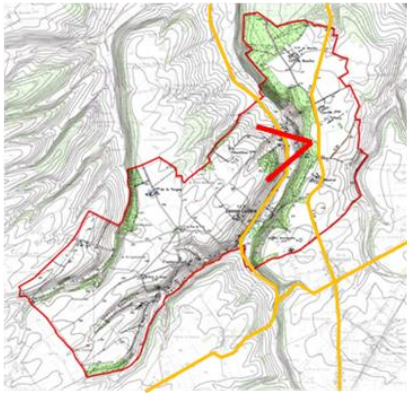
L'entrée Nord sur la RD 67 se situe en fond de vallée, longeant la rivière Bresle. En arrivant dans la commune, on a déjà une sensation de couloir et d'intimité inhérente à la morphologie de la vallée. La sensation de couloir est encore plus importante quand la vallée se rétrécit.



### **b) Perceptions depuis l'intérieur**

Depuis le plateau central, l'urbanisation de Lannoy-Cuillère est invisible, seules les étendues agricoles s'étendent à perte de vue.





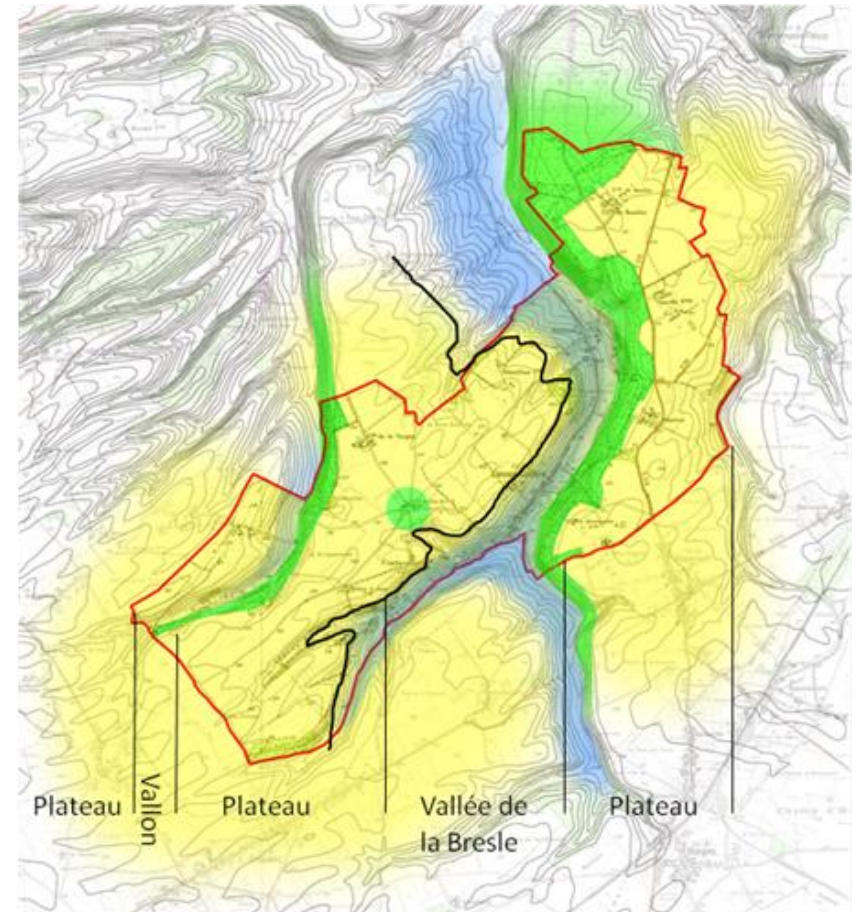
Depuis l'entrée Est en descendant le coteau on devine le hameau de Rothois derrière une frange végétale. Une rare vue nous est donnée sur la vallée de la Bresle et l'urbanisation accrochée sur le coteau opposé.



### **c) Ouvertures et fermetures visuelles**

Le territoire de la commune de Lannoy-Cuillère est fragmenté en 3.

Les frontières « plateaux/ coteaux » sont très marquées car abruptes et renforcées par les hauts boisements. Les vastes plateaux agricoles ne marquent pas de limites franches et se prolongent vers les communes alentours. La vallée est le siège de l'urbanisation. Elle forme un couloir, blottie entre les coteaux boisés et le continuum urbain.



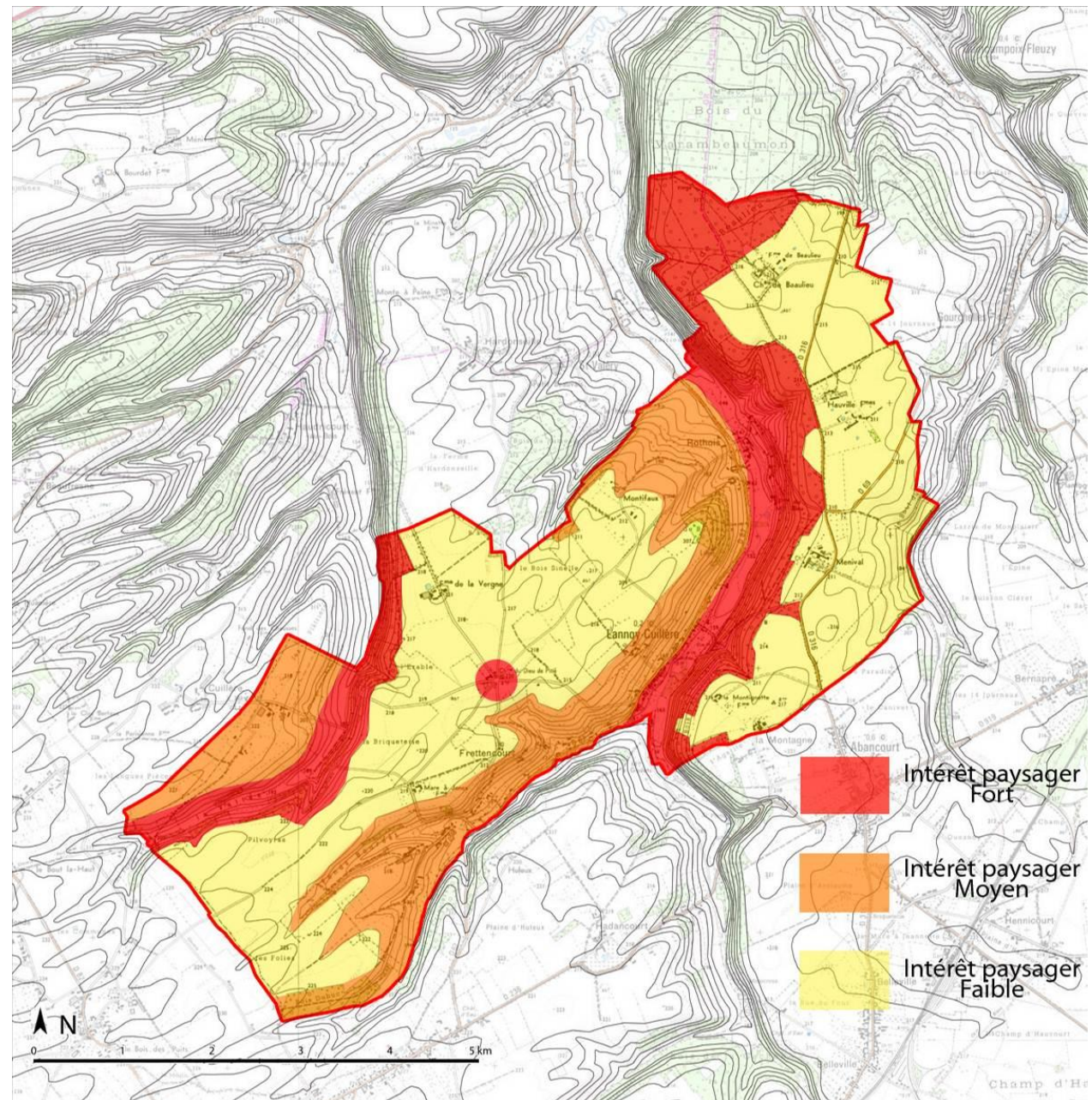


### II.1.5 Carte sensible

Enfin la carte sensible, mettant en avant les enjeux, conclut le diagnostic.

On remarque 3 zones à enjeux :

- la première, celle des enjeux forts (en rouge) concerne les éléments naturels à valeur faunistique et floristique ainsi que les éléments paysagers identitaires et remarquables : Les coteaux fortement pentus et boisés, les fonds de vallées avec leurs zones humides, ainsi que le dieu de pitié de Frettencourt.
- En orange les enjeux moyens, concernant les coteaux Ouest, les moins pentus, où l'urbanisation est déjà présente.
- Enfin les enjeux faibles au niveau des plateaux agricoles ouverts, espaces peu mutables.



## **II.2 Les mesures de protection des paysages et des milieux naturels**

La commune de LANNOY CUILLERE est concernée par des mesures de protection et de mise en valeur des paysages et des milieux naturels.

### **II.2.1 Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)**

La commune de LANNOY CUILLERE doit se conformer au SDAGE Seine-Normandie.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification qui fixe, pour une période de six ans, “les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux ” (article L.212-1 du code de l'environnement) à atteindre dans le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands. “ Cette gestion prend en compte les adaptations aux changements climatiques ” (Article L.211-1 du code de l'environnement) et “ la préservation des milieux aquatiques et la protection du patrimoine piscicole ” (article L.430-1 du code de l'environnement).

Dans le cadre du SDAGE Seine-Normandie 2010-2015, 8 « défis » ont été identifiés :

- Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques,
- Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques,
- Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses,
- Réduire les pollutions microbiologiques des milieux,
- Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future,
- Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides,
- Gestion de la rareté de la ressource en eau,
- Limiter et prévenir le risque d'inondation.

### **II.2.2 Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristiques**

Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Z.N.I.E.F.F.) sont des outils de connaissance des milieux naturels. L'inventaire des Z.N.I.E.F.F. identifie, localise et décrit les sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats qui y sont liés.

Il existe deux types de Z.N.I.E.F.F :

- Les Z.N.I.E.F.F. de type I correspondent à des sites ponctuels, répertoriés en raison de la présence d'espèces animales ou végétales remarquables, rares ou protégées au niveau régional ou national. Ces zones sont particulièrement sensibles.
- Les Z.N.I.E.F.F. de type II correspondant à des vastes ensembles composés d'une mosaïque de milieux naturels diversifiés, dont le rôle écologique fonctionnel est primordial. Elles participent ainsi à l'équilibre naturel régional. Ces zones représentent des ensembles peu perturbés par l'homme.

Le territoire de LANNOY CUILLERE est concerné par :

- 4 ZNIEFF de type I, intitulées :
  - Cours de la Bresle et Prairies associées,
  - Larris de la Briqueterie à Lannoy-Cuillère,
  - Larris de Lannoy Cuillère, d'Abancourt et de St Valéry, Bois de Varambeaumont,
  - Larris de Gourchelles-Romescamps et de Quincampoix-Fleuzy
- 1 ZNIEFF de type II, nommée « Vallées de la Bresle, du Liger et de la Vimeuse ».

Les éléments de détails et les cartographies sont joints dans les pages suivantes.



### **ZNIEFF de type I : Cours de la Bresle et Prairies associées**

Les informations présentées ci-dessous sont issues de la fiche détaillée accessible sur le site internet de la DREAL Picardie.

Cette ZNIEFF se situe au niveau du cours d'eau, la Bresle. Il s'agit de l'amont de cette ZNIEFF.

Critères de délimitation de la zone : La zone comprend d'une part le lit mineur de la Bresle, dont l'intérêt diffère suivant deux tronçons :

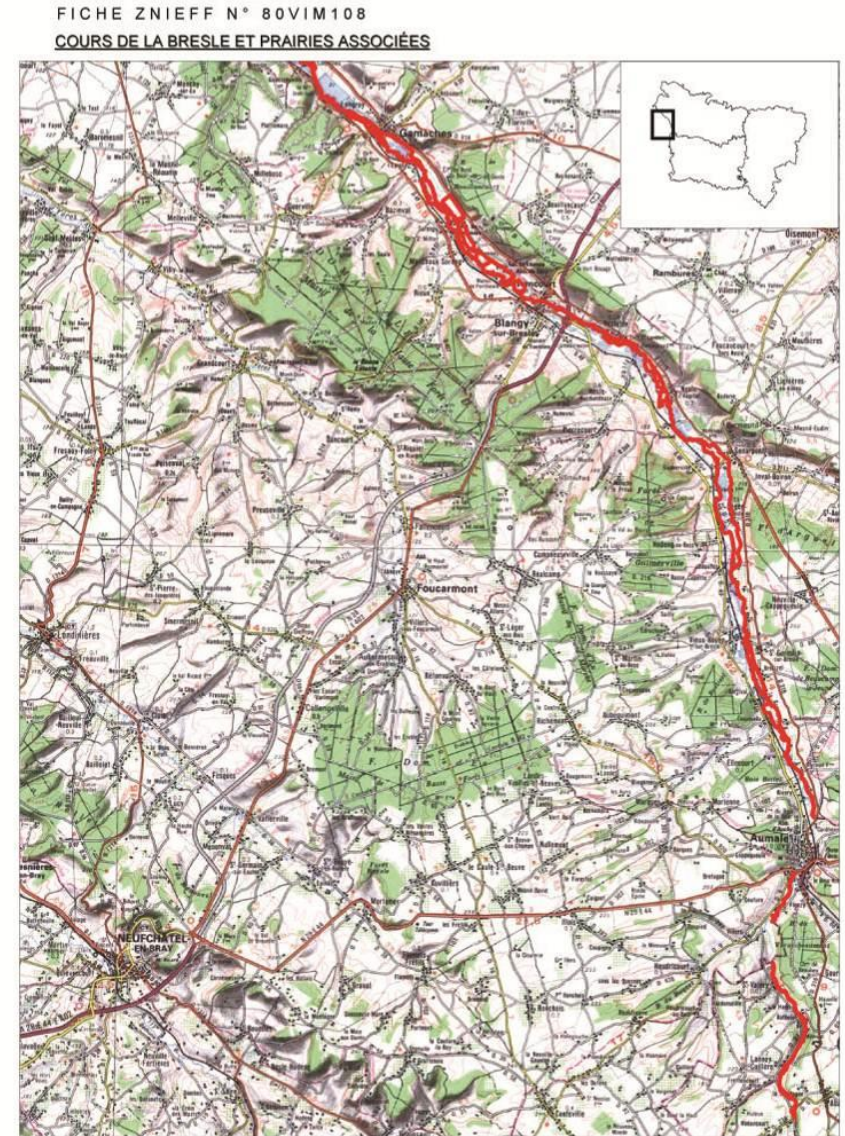
- des sources de la Bresle à Abancourt (Oise) jusqu'au barrage de Sénarpont (ce tronçon offre de nombreuses zones de frayères et de production),
- du barrage de Sénarpont jusqu'à l'embouchure (ce tronçon présente un intérêt pour le passage des migrateurs).

D'autre part, le site comprend plusieurs secteurs de prairies relictuelles remarquables :

- à Saint-Germain-sur-Bresle, entre Guémicourt et "le Moulin bleu",
- entre Neuville-Coppegueule au niveau du lieu-dit "les Epigneux" et Sénarpont au niveau du lieu-dit "Ferme Rotteux",
- entre Nesle-l'Hôpital et Neslette,
- à Bouttencourt,
- entre Bouvaincourt-sur-Bresle et Oust-Marest,
- à Mers-les-Bains.

Typologie des milieux : 5 types de milieux déterminants ont été identifiés :

- Cours des rivières,
- Pelouses permanentes denses et steppes medio-européennes,
- Prairies humides,
- roselières,
- bas-marias alcalins.



Echelle : 1 cm pour 1.5 km  
Imprimé le 18/01/2005

Planche 1 sur 2

SCAN25® ©IGN - Paris - 1999  
Autorisation n° 90-9068  
Convention MATE/IGN 41/99  
<http://www.ign.fr>



### **ZNIEFF de type I : Larris de la Briqueterie à Lannoy-Cuillère**

Les informations présentées ci-dessous sont issues de la fiche détaillée accessible sur le site internet de la DREAL Picardie.

Cette ZNIEFF se situe sur la partie Ouest du territoire. Certaines constructions sont implantées à proximité de ce cours d'eau.

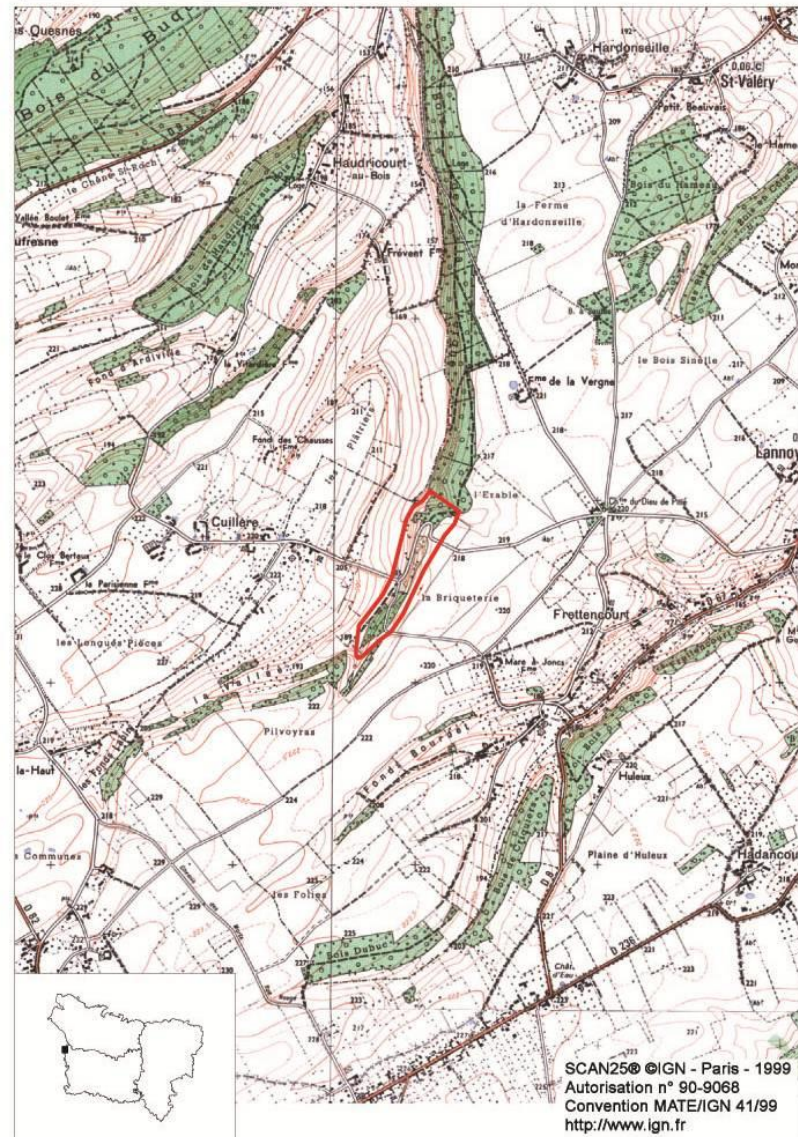
Critères de délimitation de la zone : Les contours du site intègrent les pelouses, fourrés et éboulis crayeux les plus intéressants pour la flore et la faune. Les cultures, sans grand intérêt, sont évitées.

Typologie des milieux : 2 types de milieux déterminants ont été identifiés :

- Fourrés et stades de recolonisation de la forêt mésophile,
- Pelouses permanentes denses et steppes medio-européennes,

FICHE ZNIEFF N° 60PPI101

**LARRIS DE LA BRIQUETERIE A LANNOY-CUILLERE**



Echelle : 1 cm pour 0.25 km

Imprimé le 18/01/2005

Planche 1 sur 1

DIREN Picardie



**ZNIEFF de type I : Larris de Lannoy Cuillère, d'Abancourt et de St Valéry, Bois de Varambeaumont**

Les informations présentées ci-dessous sont issues de la fiche détaillée accessible sur le site internet de la DREAL Picardie.

Cette ZNIEFF se situe au niveau du coteau Est de la Bresle. Aucune zone bâtie du territoire communal n'est comprise dans le périmètre de cette ZNIEFF.

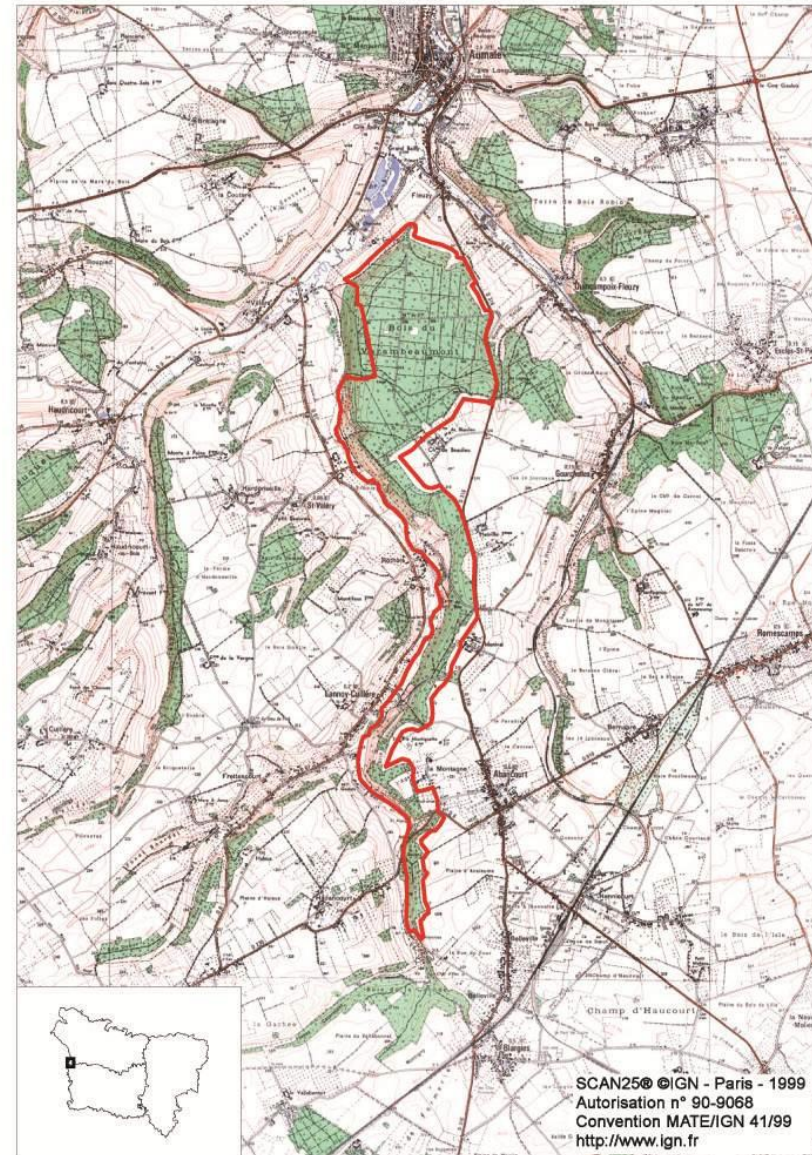
Critères de délimitation de la zone : Ce site résulte du rapprochement de deux anciennes ZNIEFF voisines (Larris de Saint-Valéry - Bois de Varambeaumont et Larris de Lanoy-Cuillère et d'Abancourt). Les contours actuels englobent les larris et les bois les plus intéressants pour les habitats, la flore et la faune, ainsi qu'une étroite zone-tampon en lisière.

Typologie des milieux : 5 types de milieux déterminants ont été identifiés :

- Pelouses permanentes denses et steppes medio-européennes,
- Ourelets forestiers thermophiles,
- Hêtraies acidiphiles atlantiques à houx,
- Hêtraies thermo-calcicoles,
- Bocage.

FICHE ZNIEFF N° 60PPI102

LARRIS DE LANNOY-CUILLERE, D'ABANCOURT ET DE SAINT-VALÉRY, BOIS DE VARAMBEAUMONT



Echelle : 1 cm pour 0.5 km

Imprimé le 18/01/2005

Planche 1 sur 1

DIREN Picardie



### **ZNIEFF de type I : Larris de Gourchelless-Romescamps et de Quincampoix-Fleuzy**

Les informations présentées ci-dessous sont issues de la fiche détaillée accessible sur le site internet de la DREAL Picardie.

Cette ZNIEFF se situe en limite Est du territoire de LANNOY CUILLERE. Aucune zone bâtie du territoire communal n'est comprise dans le périmètre de cette ZNIEFF.

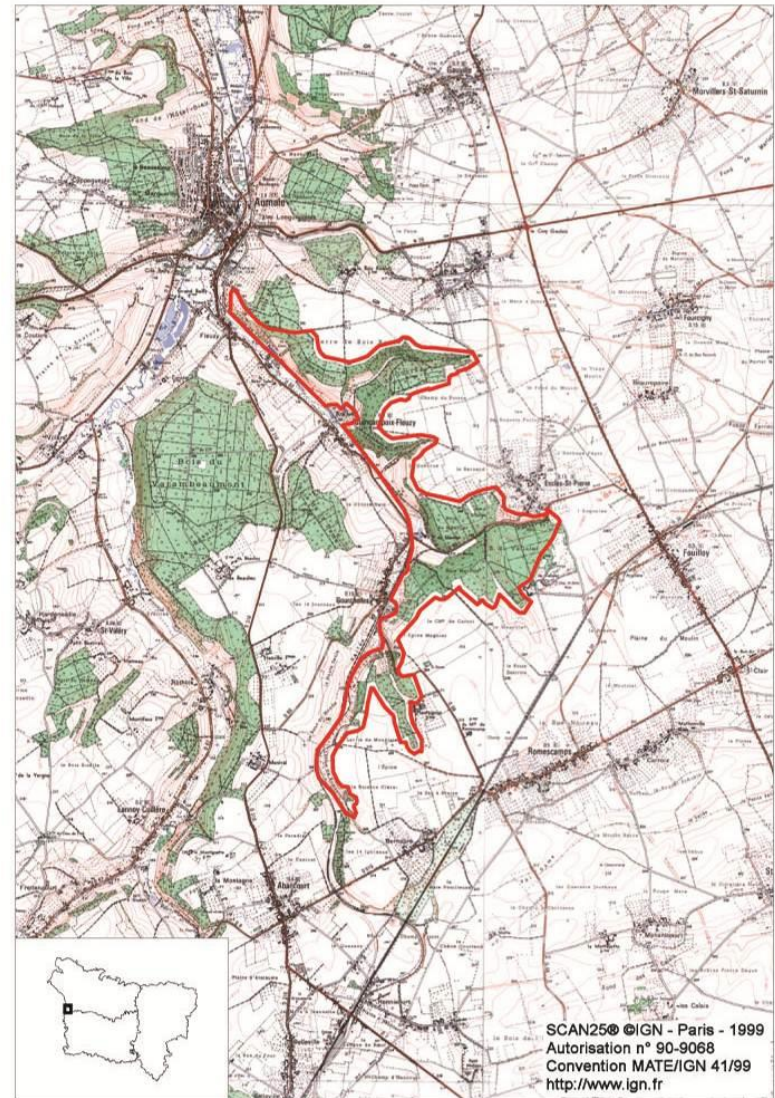
Critères de délimitation de la zone : Les contours du site résultent du rapprochement de deux ZNIEFF précédentes : "Les Larris de Gourchelless et Romescamps" et "Les Larris de Quincampoix et de Fleuzy" qui sont très proches géographiquement et biologiquement. Le périmètre actuel englobe les milieux de plus grand intérêt biologique. Les cultures, sans intérêt particulier, sont évitées.

Typologie des milieux : 4 types de milieux déterminants ont été identifiés :

- Fourrés et stades de recolonisation de la forêt mésophile,
- Pelouses permanentes denses et steppes medio-européennes,
- Hêtraies acidiphiles atlantiques à houx,
- Hêtraies thermo-calcoïques.

FICHE ZNIEFF N° 60PPI103

**LES LARRIS DE GOURCHELLES-ROMESCAMPES ET DE QUINCAMPOIX-FLEUZY**



Echelle : 1 cm pour 0.5 km

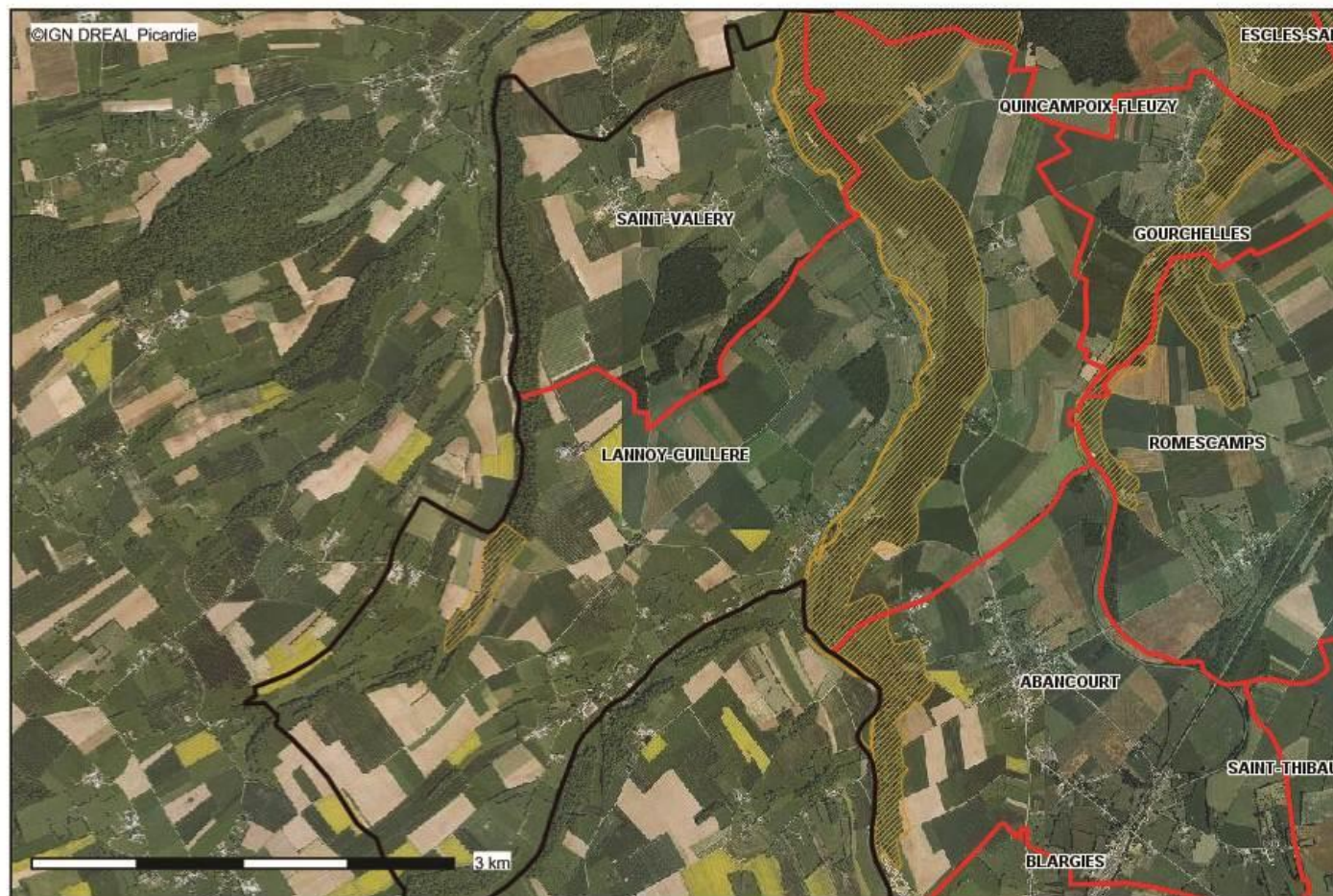
Imprimé le 18/01/2005

Planche 1 sur 1

DIREN Picardie



### Contraintes Environnementales



Conception : DDEA 60  
Date d'impression : 20-07-2010

 Limites départementales  
 Commune  
 ZNIEFF type 1

Cette cartographie reprend l'ensemble des ZNIEFF de type I présentes sur le territoire de LANNOY CUILLERE.

#### Description :

Etat d'avancement des documents d'urbanisme et contraintes environnementales

La DDT ne saurait garantir l'exhaustivité et l'exactitude des informations fournies, celles-ci étant, dans la plupart des cas, collectées auprès de personnes tierces.

Carte publiée par l'application CARTELIE  
© Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer  
CP2I (DOMETER)



### **ZNIEFF de type II : Vallées de la Bresle, du Liger et de la Vimeuse**

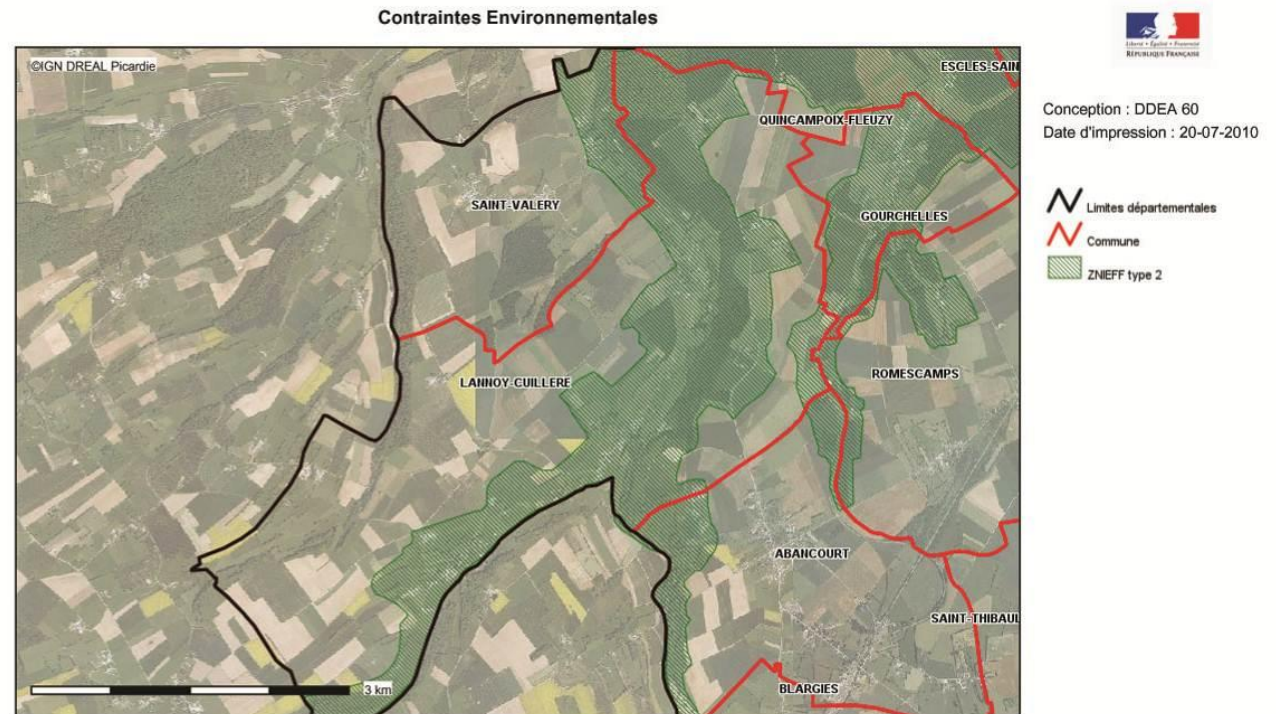
Les informations présentées ci-dessous sont issues de la fiche détaillée accessible sur le site internet de la DREAL Picardie.

Cette ZNIEFF se situe au niveau de la vallée de la Bresle et des coteaux situés de part et d'autre. Il s'agit de l'amont de cette ZNIEFF. Plusieurs zones bâties du territoire communal sont comprises dans le périmètre de cette ZNIEFF.

**Critères de délimitation de la zone :** Cette zone s'étend depuis Abancourt (sources de la Bresle) dans l'Oise jusqu'à Oust-Marest dans la Somme. La plus basse partie de la vallée de la Bresle entre Eu et Mers-les-Bains est rattachée à la ZNIEFF de type II "Plaine maritime picarde". Les contours de la zone intègrent les milieux les plus remarquables des vallées de la Bresle et de ses deux affluents (Vimeuse et Liger) pour les paysages, les habitats, la flore et la faune. Ainsi, les boisements, les pelouses calcicoles, les milieux bocagers, les cours d'eau et leurs milieux humides associés des vallées de la Bresle, de la Vimeuse et du Liger font partie de cette vaste zone de type II. Chaque cours d'eau est intégré à partir de ses sources. Les coteaux sont pris en compte jusqu'au niveau des convexités sommitales voire jusque sur le plateau lorsque les milieux y sont remarquables (boisements, bocage, ...). Les cultures sont évitées dans certains secteurs (notamment entre Beauchamps et Gamaches).

**Typologie des milieux :** 5 types de milieux déterminants ont été identifiés :

- Cours des rivières,
- Fourrés de genévriers communs,
- Pelouses calcicoles sub-atlantiques méso-xéroclines,
- Hêtraies acidiphiles atlantiques à houx,
- Hêtraies neutrophiles à aspérule.



**Description :**  
Etat d'avancement des documents d'urbanisme et contraintes environnementales

La DDT ne saurait garantir l'exhaustivité et l'exactitude des informations fournies, celles-ci étant, dans la plupart des cas, collectées auprès de personnes tierces.

Carte publiée par l'application CARTELIE  
© Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer  
CP2i (DOM/ETER)

### **II.2.3 Les Espaces Naturels Sensibles**

*Afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés à l'article L. 110, le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non. (Article L142-1 du code de l'Urbanisme).*

Le Département de l'Oise s'est ainsi doté dès 2007 d'un Schéma départemental des Espaces naturels sensibles. Dans le cadre de ce dernier, un espace naturel sensible est défini comme : un site reconnu pour son intérêt écologique et paysager, ayant la capacité d'accueillir du public tout en respectant la fragilité des milieux présents.

244 sites, dont 66 d'intérêt départemental, ont ainsi été labellisés Espaces Naturels Sensibles (ENS), pour leur intérêt écologique et paysager et leur capacité à accueillir le public sans nuire aux milieux. Le Conseil général se donne, à l'horizon 2018, un objectif de restauration, de préservation et de valorisation de ces espaces en concertation avec collectivités publiques, associations et particuliers impliqués.

La commune de LANNOY CUILLERE est concernée par 3 ENS sur son territoire :

- Larris de la Briqueterie,
- Cours de la Bresle du Petit Bailly à Hadancourt,
- Bois de Varambeaumont.

Le périmètre de ces 3 ENS correspond à celui des ZNIEFF.

A noter, que le périmètre ENS ne présente aucune contrainte réglementaire, ni juridique, il a vocation à faire reconnaître la valeur écologique et paysagère d'un site naturel et sensibiliser les porteurs de projet.



## **II.2.4 NATURA 2000**

Le réseau Natura 2000 est un réseau écologique européen destiné à préserver la biodiversité tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales. Il vise à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels (définis par des groupements végétaux) et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire.

Ce réseau sera constitué à terme :

- des Zones de Protection Spéciale (Z.P.S.) issues de la directive Oiseaux,
- des Zones Spéciales de Conservation (Z.S.C.) issues de la directive Habitats.

La commune de LANNOY CUILLERE est concernée par une zone NATURA 2000 : Site d'Importance Communautaire, « Vallée de la Bresle ».

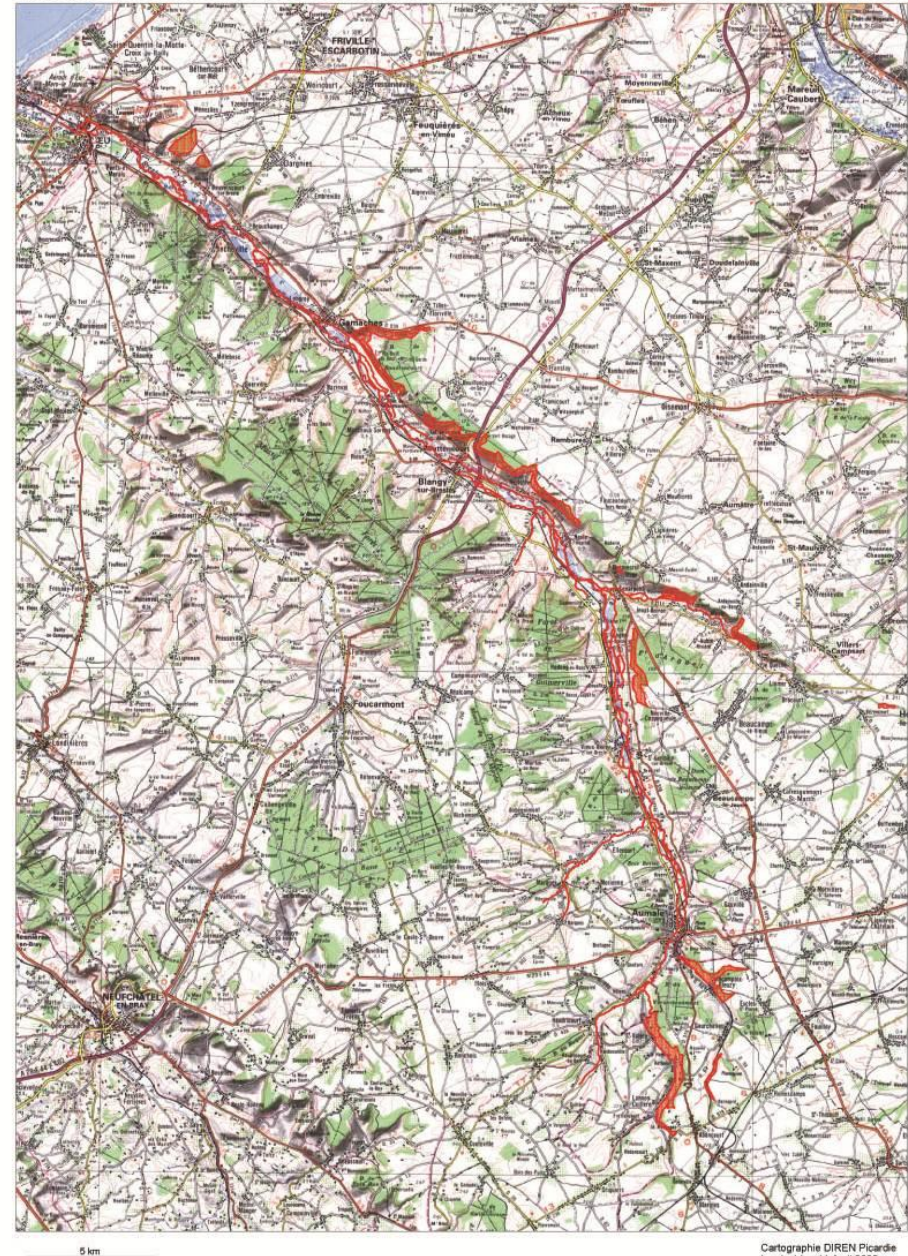
Les informations présentées ci-dessous sont issues du Docob.

### **a) Description du site :**

Le site « vallée de la Bresle » est entièrement inclus dans le bassin versant du fleuve côtier « la Bresle ». Ce dernier couvre une surface d'environ 748 km<sup>2</sup> dont 75 km<sup>2</sup> dans l'Oise pour la partie amont, 355 km<sup>2</sup> sur la Somme (au nord) et 318 km<sup>2</sup> en Seine-Maritime (au sud).

La Bresle est une rivière de première catégorie. Avec ses populations de saumon atlantique, elle est un élément majeur du réseau fluvial et piscicole du nord-ouest de la France. Elle est avec l'Authie l'une des seules rivières de la Seine au Danemark à être encore fréquentée par

**Natura 2000 : site d'intérêt communautaire de la vallée de la Bresle Fr 2200363**



Cartographie DIREN Picardie  
imprimé le : 11 Avril 2005

cette espèce. Sa conservation a déjà fait l'objet d'un programme pilote de restauration. Certaines zones du lit majeur constituent des habitats relictuels de bocages prairiaux ou de systèmes hydromorphes paratourbeux. Les vallées crayeuses de la basse Bresle présentent des habitats de pelouses, ourlets et bois calcicoles qui possèdent une aire très limitée en Picardie où ils trouvent leur limite nord. Les coteaux de la Bresle moyenne et du Liger présentent des versants chauds assurant une longue continuité de pelouses, ourlets, fourrés et boisements calcicoles à caractère thermo-continental teinté d'influences submontagnardes.

La haute Bresle présente des pelouses crayeuses riches en orchidées et junipéraies, avec leur cortège associé de formations dynamiques sériales, à caractère submontagnard sensible dans les situations fraîches et froides.

Sur le plan des répartitions, le milieu retenu se compose principalement et majoritairement (à plus de 90%) des entités suivantes :

- Forêts caducifoliées
- Pelouses sèches
- Zones humides (eaux douces intérieures, marais, tourbières.)

Les zones humides ne concentrant qu'à peine 10% à 15% de tout le site, celles-ci s'effacent devant les massifs forestiers et les pelouses calcicoles à orchidées (80% du site).

**b) Habitats identifiés :**

Les habitats recensés sur le site comme relevant de l'annexe I de la directive « habitats, faune, flore » sont les suivants (source Docob) :



Milieu	Intitulé de l'habitat sur le site	Code CORINE Biotopes	Code Natura 2000 (eur 15 v.2)	Surface en ha	% relatif
Milieux aquatiques	Eaux courantes eutrophes dominées par des Renoncules et autres hydrophytes	24.44 x (24.14 & 24.15)	3260-5	0,64	0,06
	Eaux peu courantes eutrophes dominées par des Callitriches et autres hydrophytes	24.44 x (24.11 & 24.13)	3260-6	133,24	11,8
	Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces	37.71	6430-1 et -4	0,56	0,05
Milieux forestiers	Hêtraie chênaie à Jacinthe des bois	41.132	9130-3	353,2	31,3
	Frênaie érableiaie calcicole de pente	41.13	9130-2	96,5	8,1
	Hêtraies chênaies collinéennes à Houx	41.12	9120-2	26,3	2,3
	Saulaies arborescentes à Saule blanc*	44.13	91EO-1*	1,9 et 2,2 en mosaïque avec 91EO*-9	0,17 et 0,2 en mosaïque avec 91EO*-9
	Aulnaie frênaie des rivières à cours lent*	44.33	91EO-9*	2,2 en mosaïque avec 91EO*-1	0,2 en mosaïque avec 91EO*-1
Habitats herbacés et fourrés	Formations à <i>Juniperus communis</i> sur pelouses calcaires	31.88	5130-2	6,37 et 19 en mosaïque avec 6210-22	0,56 et 1,74 en mosaïque avec 6210-22
	Pelouse sèche à Avoine des prés et Fétuque de Léman	34.322	6210-22	33 et 19 en mosaïque avec 5130-2	3 et 1,74 en mosaïque avec 5130-2
	Pelouse ourlifiée à Brachypode penné	34.322	6210-22		
	Pelouse marneuse à Parnassie des marais et Thym précoce	34.322	6210-20	>1 ?	0,01

Tableau 15 : liste des habitats d'intérêt communautaire sur le site « vallée de la Bresle »

\*l'astérisque indique les habitats prioritaires

Douze habitats d'intérêt communautaire ont été identifiés sur le site. Deux sont considérés comme prioritaires.

### **Espèces identifiées**

Les informations présentées ci-dessous sont issues du Docob.

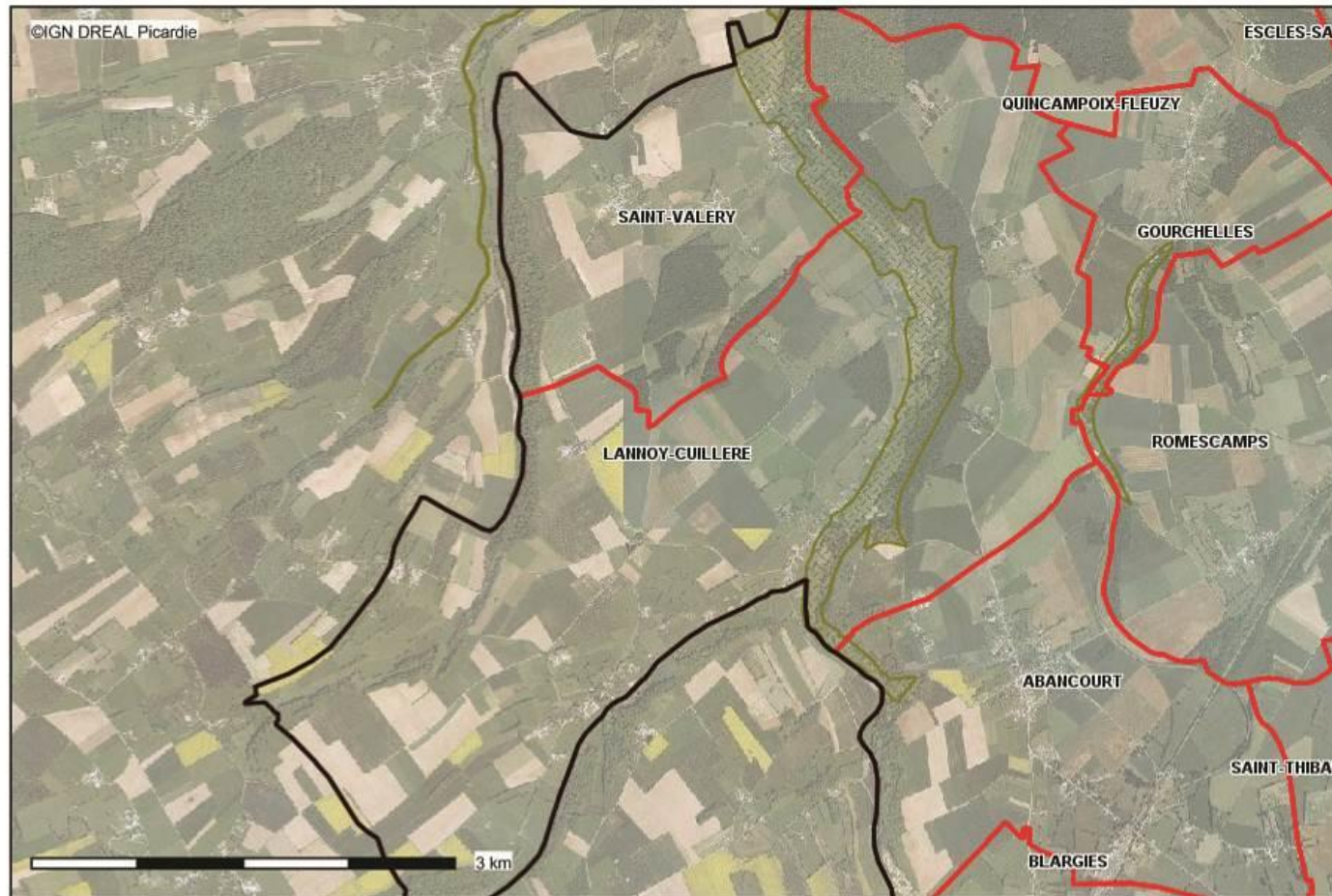
- ❖ Les poissons
  - ✓ Le saumon atlantique (*Salmo salar*), code Natura 2000 :1106
  - ✓ La lamproie fluviatile (LAMPETRA FLUVIATILIS), code Natura 2000: 1099
  - ✓ La lamproie marine (*Petromyzon marinus*), code Natura 2000: 1095
  - ✓ La lamproie de Planer (*Lampetra planeri*), code Natura 2000 :1096
  - ✓ Le chabot (*Cottus gobio*), code Natura 2000 : 1163
- ❖ Les insectes
  - ✓ L'agrion de Mercure (Coenagrion mercuriale), code Natura 2000 : 1044
  - ✓ Le damier de la Succise [*Eurodryas aurina*], code Natura 2000 : 1065
- ❖ Les chiroptères
  - ✓ grand murin (*Myotis myotis*), code Natura 2000 : 1324
  - ✓ Le grand rhinolophe (*Rhinolophus ferrum-equinum*), code Natura 2000: 1304
  - ✓ Le murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*), code Natura 2000: 1321
  - ✓ Le murin de Bechstein [*Myotis bechsteini*], code Natura 2000 : 1323

### **b) Localisation du site NATURA 2000 par rapport au territoire de LANNOY CUILLERE**

Le site NATURA 2000 se situe au niveau de la vallée, de part et d'autre du cours d'eau. Deux pôles d'urbanisation sont implantés en limite de ce site : le centre bourg et le hameau de Rothois.

Une cartographie localisant le site NATURA 2000 sur le territoire de LANNOY CUILLERE est reprise page suivante.

### Contraintes Environnementales



Conception : DDEA 60  
Date d'impression : 20-07-2010



#### Description :

Etat d'avancement des documents d'urbanisme et contraintes environnementales

La DDT ne saurait garantir l'exhaustivité et l'exactitude des informations fournies, celles-ci étant, dans la plupart des cas, collectées auprès de personnes tierces.

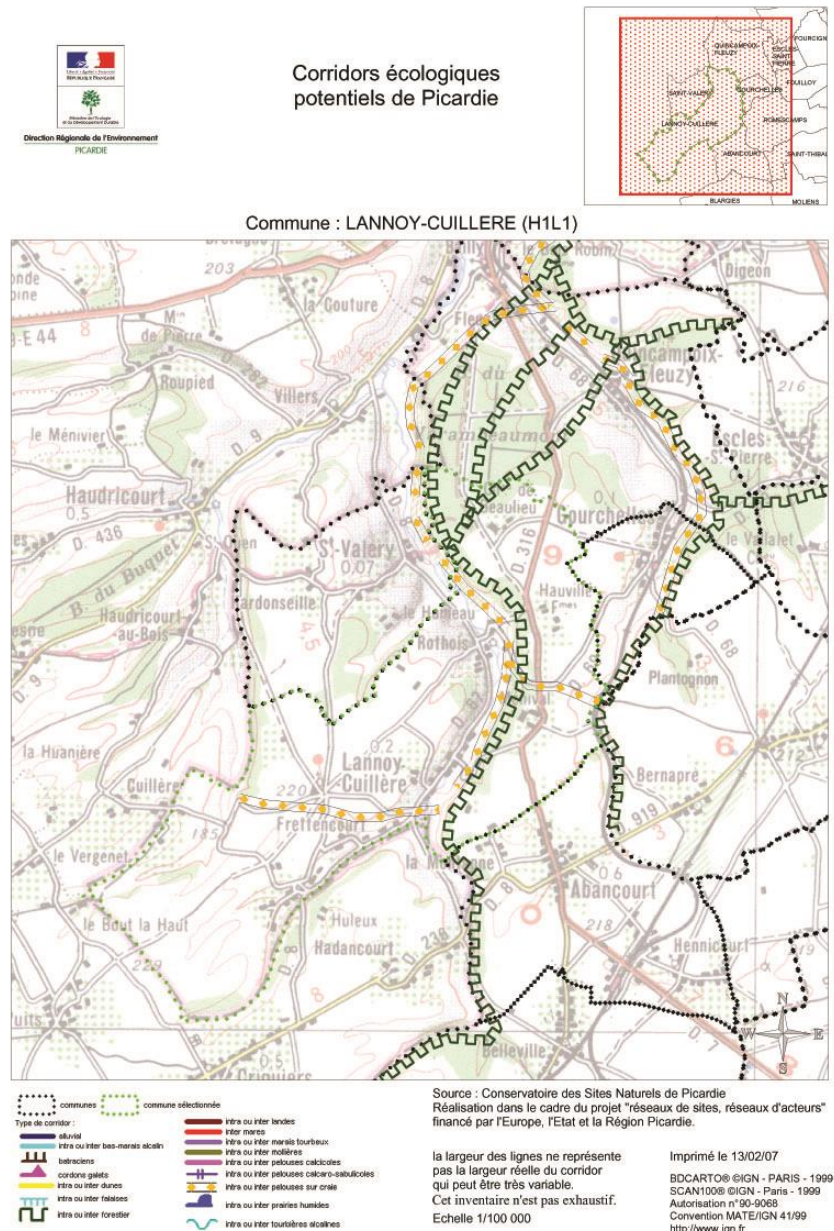
Carte publiée par l'application CARTELIE  
© Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer  
CP2I (DOM/ETER)

### II.2.5 Les corridors écologiques potentiels

La commune de LANNOY CUILLERE est également concernée par des corridors écologiques potentiels. L'identification des corridors écologiques potentiels de Picardie n'a pas de portée juridique. Il s'agit d'un élément de connaissance du patrimoine naturel de Picardie destiné à éviter autant que possible que certains enjeux environnementaux ne soient révélés trop tardivement. Il permet ainsi une meilleure prévision des incidences lorsque des aménagements sont à réaliser mais également de mettre en œuvre localement des stratégies de maintien ou de restauration des connexions écologiques.

Les corridors écologiques potentiels identifiés à LANNOY CUILLERE se situent essentiellement au niveau de la vallée.

Un corridor est également identifié comme provenant du plateau Ouest et descendant vers la vallée. Toutefois les élus contestent le tracé de ce dernier. Pour eux, ce corridor n'aboutit pas au Sud-Ouest du centre bourg, comme indiqué sur le croquis, mais au Nord-Est du bourg (entre le centre bourg et le hameau de Rothois).





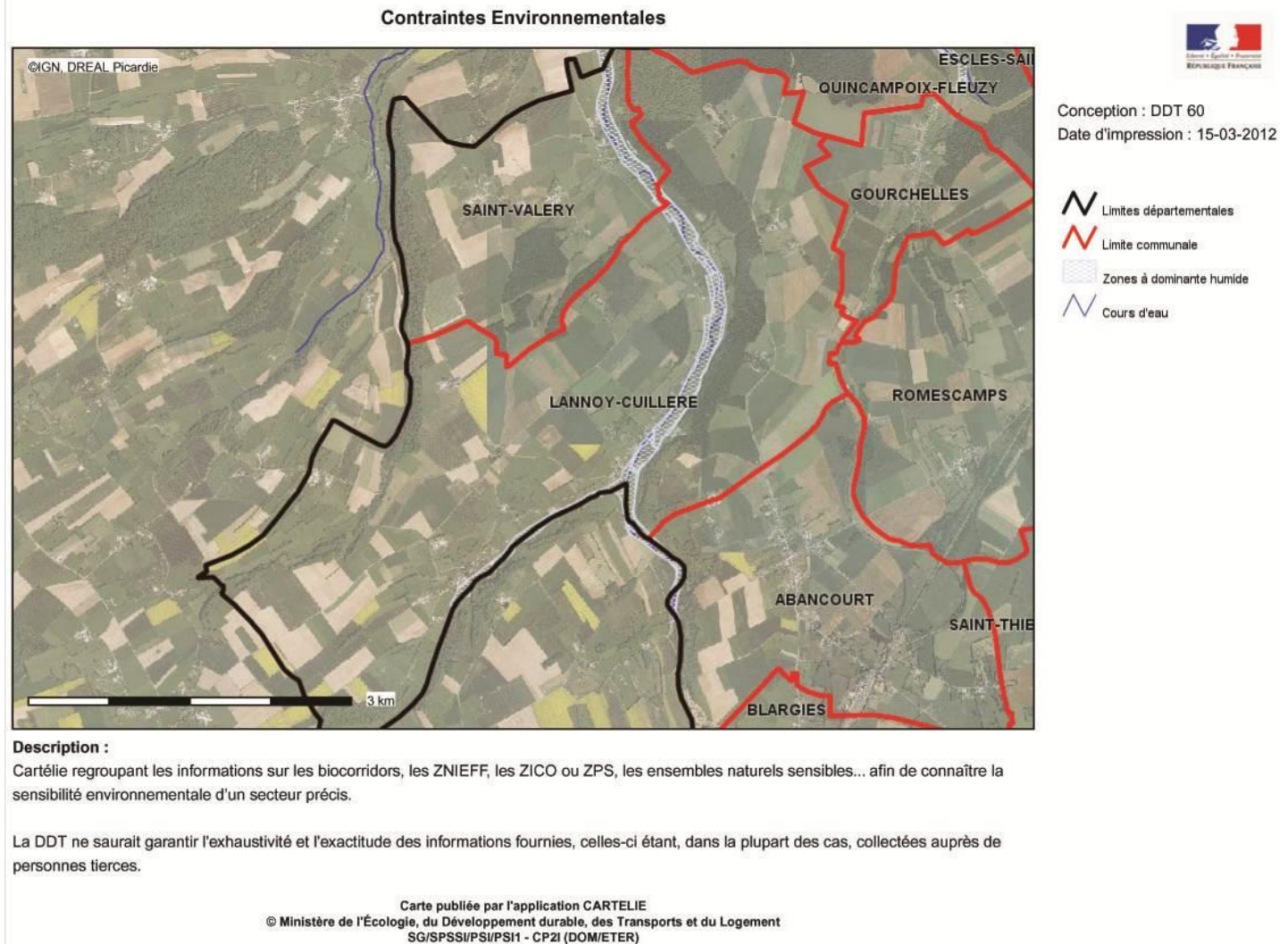
## II.2.6 Les Zones Humides

Dans leur grande majorité, les textes nationaux intéressant les zones humides figurent dans le code de l'environnement. Ils sont complétés par le code forestier, le code de l'urbanisme, le code rural et le code général des collectivités territoriales.

Le code de l'environnement instaure et définit l'objectif d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. A cette fin, il vise en particulier la préservation des zones humides. Il affirme le principe selon lequel la préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général. Il souligne que les politiques nationales, régionales et locales d'aménagement des territoires ruraux doivent prendre en compte l'importance de la conservation, l'exploitation et la gestion durable des zones humides qui sont au cœur des politiques de préservation de la diversité biologique, du paysage, de gestion des ressources en eau et de prévention des inondations.

(Source [www.zones-humides.eaufrance.fr](http://www.zones-humides.eaufrance.fr))

**En raison du relief et de la pédologie, des zones à dominante humide sont identifiées au niveau de la vallée de la Bresle, de part et autre du cours d'eau.**





## II.3 L'organisation du territoire

La commune de LANNOY CUILLERE est composée d'un centre bourg, de 2 hameaux (Rothois et Frettencourt) et de nombreux écarts (Cuillère, la Vergne, la Chapelle, La Mare à Joncs, Montifaux, Montignette, la Montagne, Ménival, Hauville, Beaulieu).

Les 3 pôles construits principaux (centre bourg, Rothois Frettencourt) se sont implantés dans la vallée. L'urbanisation s'est diffusée progressivement dans la vallée, en bordure de la route départementale.

Les nombreux écarts sont répartis sur l'ensemble du territoire et plus particulièrement sur les plateaux agricoles. Ces lieux correspondent à l'origine à des corps de ferme, parfois encore en activité.

Ces écarts ont conservé une identité rurale marquée, caractérisée par un bâti encore relativement diffus.

Les masses boisées sont implantées sur les coteaux des vallées et accentuent la sensation de ruralité.

Un maillage d'axes de communication diversifié parcourt LANNOY CUILLERE : routes départementales, voiries communales, chemins ruraux.

Le territoire communal est parcouru par un fleuve, nommée la Bresle.



## **II.4 Le bâti**

### **II.4.1 Le bâti ancien**

#### **a) Les caractéristiques du bâti ancien**

Sur LANNOY CUILLERE, on distingue 2 typologies différentes dans le bâti ancien.

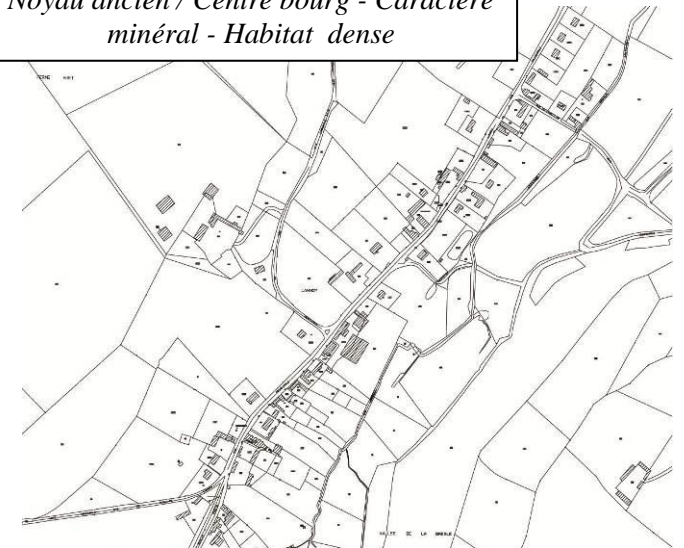
Elles se retrouvent aussi bien au niveau des caractéristiques du parcellaire qu'au niveau des constructions et sont liées à l'histoire communale. Ainsi, on observe :

- le noyau ancien, du centre bourg à proximité de l'église. Les constructions se sont implantées en bordure des voiries, ne laissant pas percevoir le jardin, d'où un caractère minéral de ces espaces. L'ensemble des constructions anciennes donne un caractère homogène au centre bourg. Cette homogénéité est due à la morphologie des constructions ainsi qu'aux matériaux. L'implantation des maisons est à l'alignement, ce qui définit bien « l'espace rue ». Le parcellaire, assez étroit, est par contre très profond. Il a conduit à la construction de nombreuses maisons à étages, et à la réalisation d'annexes derrière ces maisons.
- un bâti très diffus sur le reste du territoire. Ces constructions correspondent, majoritairement, à d'anciens corps de ferme. Le parcellaire est beaucoup plus vaste ; les constructions sont réparties sur la parcelle selon de leur fonction.

L'architecture est traditionnelle à la région :

- implantation en front de rue ou retraits avec un espace jardin sur l'espace public,
- les volumes sont simples avec un rez-de-chaussée plus des combles voire un étage,
- une toiture à deux versants, à 45° de moyenne,
- les ouvertures en façade sont plus hautes que larges,
- en toiture, les lucarnes animent les façades,

*Noyau ancien / Centre bourg - Caractère minéral - Habitat dense*



*Hameaux et écarts- Habitat diffus*





*Certaines constructions sont composées d'un rez-de-chaussée et de combles aménagés  
D'autres constructions ont des volumes plus importants : rez-de-chaussée + étage + combles*





### **b) Les matériaux**

Les matériaux rencontrés sur la commune de LANNOY CUILLERE sont en majorité la brique, le torchis et l'ardoise. Ces tons s'harmonisent entre eux et permettent une homogénéité du bâti ancien. Les constructions neuves pourront s'inspirer de ces caractéristiques afin de permettre une meilleure intégration dans le site.



### **c) Les éléments de détail**

Même si dans la volumétrie, les habitations de LANNOY CUILLERE se ressemblent, chaque habitation se distingue grâce à sa façade personnalisée notamment grâce à l'utilisation d'appareillages de briques, de jeu de matériaux, d'éléments d'ornement, ...





### **II.4.2 Le bâti récent**

Le principe de construction de type pavillonnaire est dominant au pourtour des noyaux anciens. Le parcellaire est caractéristique : il s'agit d'une trame très géométrique et regroupée sur elle-même. La maison est implantée au centre de la parcelle avec un jardin d'agrément. La proportion des volumes construits est modifiée : l'habitation est plus massive et la richesse des détails architecturaux réduite voire inexistante. Les matériaux utilisés sont le parpaing enduit et la tuile.

L'hétérogénéité de ces groupements est accentuée par des implantations en retrait par rapport à l'alignement souvent en milieu de parcelle, rendant ainsi nécessaire les clôtures.

L'habitat pavillonnaire est le type de logements le plus recherché depuis une quarantaine d'années. Bien que les règles d'implantation de la construction dans la parcelle soient variables, l'immeuble respecte le volume traditionnel : maison à rez-de-chaussée, à plan rectangulaire avec combles aménageables, toitures en tuiles ou ardoises avec lucarnes, pente à 40-45°, fenêtres sur pignons, sous-sols aménagés, construction en retrait de l'alignement, orientation personnelle.

Le bâti récent s'est développé au coup par coup, le long des axes de communication, en fonction des disponibilités foncières.



*Implantation au centre de la parcelle - Rez-de-chaussée + combles*

En conclusion, la commune est caractérisée par une juxtaposition de deux styles, le centre ancien et les hameaux, de style traditionnel, qui conserve le patrimoine architectural et les zones alentours, de forme et aspect plus découpés.

## **II.5 Le patrimoine historique**

### **II.5.1 Le patrimoine bâti**

La commune de LANNOY CUILLERE ne possède pas de monument historique inscrit ou classé. En revanche, elle dispose d'un patrimoine vernaculaire, symbole de l'histoire des lieux : patrimoine religieux (église, chapelle, calvaires ...), bâti (grandes bâtisses, murs, ...), et plus divers (monument aux morts, portails, ...). Cette liste n'est pas exhaustive. Ci-après, sont identifiés plusieurs éléments du patrimoine communal.





### **II.5.2 Le patrimoine archéologique**

Les sites sont protégés par la loi n°80-532 du 15 Juillet 1980 (Article 257-1 du code pénal) : « Sera puni des peines portées à l'article 257 quiconque aura intentionnellement : soit détruit, abattu, mutilé, détérioré des découvertes archéologiques faites au cours des fouilles ou fortuitement, ou sur un terrain contenant des vestiges archéologiques ».

LANNOY CUILLERE se situe dans un secteur encore mal documenté dans le domaine archéologique. Néanmoins, des données ignorées du Service Régional de l'Archéologie sont toujours susceptibles de modifier la carte archéologique communale.

En effet, les informations ci-jointes ne représentent en aucun cas un inventaire exhaustif du patrimoine archéologique de la commune. D'autres sites non localisés dont l documentation est trop partielle peuvent ne pas avoir été mentionnés. Des découvertes fortuites sont donc toujours possibles.

Ces découvertes fortuites sont protégées par la loi validée du 17 Septembre 1941 (titre III). Les textes indiquent en substance que « Toute découverte fortuite mobilière ou immobilière intéressant la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique, doit être signalée immédiatement à la Direction Régionale des Affaires Culturelles de la Haute Normandie (Service régional de l'Archéologie), soit par l'intermédiaire de la Mairie ou de la Préfecture du Département. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être aliénés ou détruits avant l'examen par un spécialiste mandaté par le Conservateur régional. »

A titre d'information, la loi n°2001-44 du 17 Janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et son décret d'application n°2002-89 du 16 Janvier 2002 ont modifié les modalités d'instruction des dossiers d'urbanisme.

A ce titre tous les projets de lotissement, des Zones d'Aménagement Concerté, les aménagements précédés d'une étude d'impact, les travaux sur immeubles protégés au titre de la loi sur les Monuments Historiques seront transmis pour avis à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (Service régional de l'archéologie). Ils pourront le cas échéant faire l'objet de prescriptions archéologiques.

Aucun vestige archéologique n'est indiqué dans le Porter à Connaissance. Toutefois Mr ZIOLO, élu, a retrouvé, dans des documents d'archives, la découverte de plusieurs sarcophages, en 1843, au niveau de la route de Lannoy à Rothois, sur la partie gauche de la route.



## II.6 Les déplacements

Actuellement, les déplacements en direction des bassins d'emplois et de vie, mais également les déplacements internes à la commune, se réalisent majoritairement par l'intermédiaire de la voiture.

3 routes départementales desservent la commune :

- la RD 67 parcourant la vallée et les 3 pôles d'urbanisation principaux (centre bourg, Rothois, Frettencourt).
- la RD 316 traversant le plateau Est et permettant de relier Aumale et Abancourt.
- la RD 69, à l'Est du territoire et reliant la commune voisine de Gourchelles.

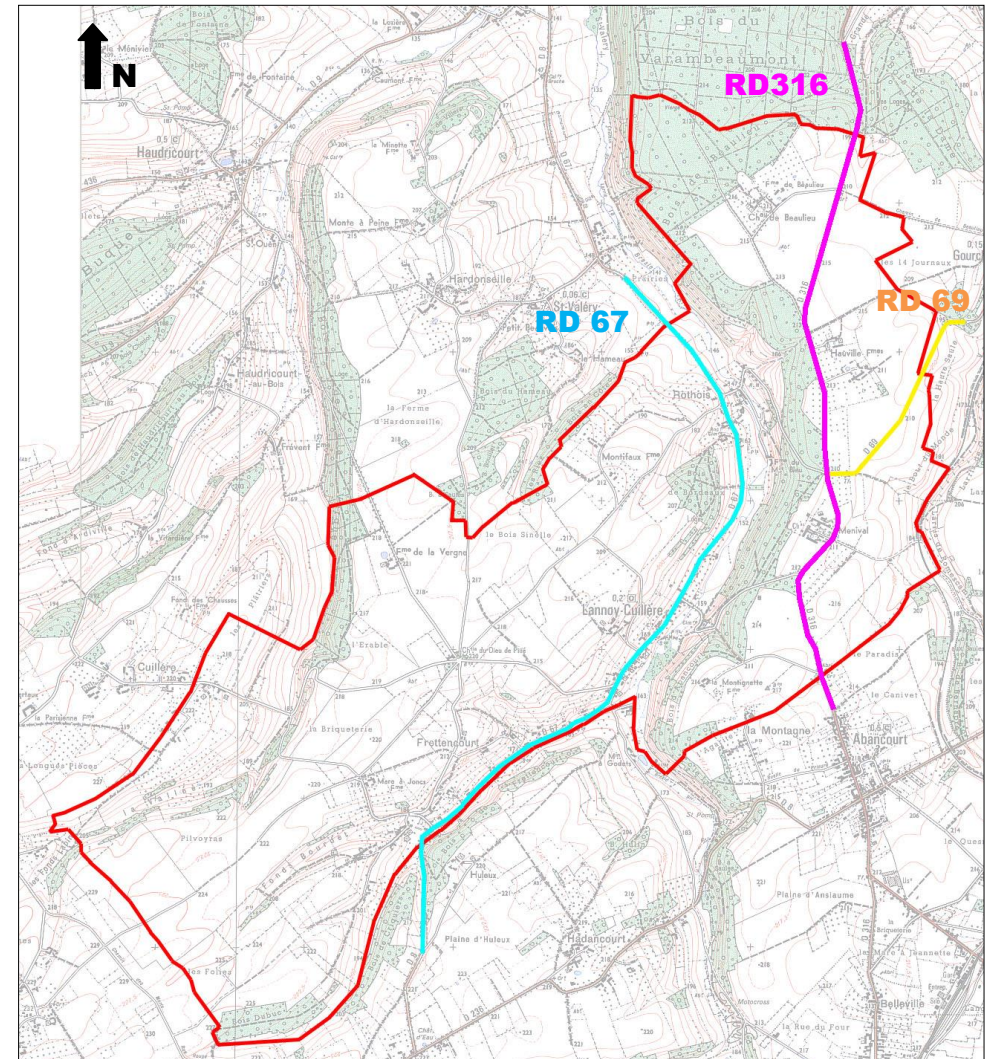
Les autres voiries constituent des axes secondaires, permettant d'accéder aux hameaux et aux communes voisines.

D'autre part, les habitants de LANNOY CUILLERE peuvent profiter d'un système de navettes par taxi, mis en place par la mairie, pour se déplacer en direction de Formerie et Aumale.

Les habitants de LANNOY CUILLERE peuvent également profiter de la gare située sur la commune voisine d'Abancourt pour se rendre à Beauvais.

Les habitants peuvent également utiliser la ligne de car n°43 et n°43C, mise en place par le Conseil Général, desservant quotidiennement les communes de Formerie et Abancourt et permettant de se rendre à Beauvais.

Enfin, les habitants peuvent aussi se déplacer à pieds sur la commune par l'intermédiaire des divers sentiers de randonnée existants sur le territoire de LANNOY CUILLERE.



## **II.7 Les risques**

En application de l'article L.121-1-3 du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme doit prendre en considération l'existence de risques naturels prévisibles et de risques technologiques. Cette prise en considération devra être justifiée dans le rapport de présentation et se traduire par des mesures particulières dans le zonage.

La commune de LANNOY CUILLERE est exposée à des risques naturels et technologiques.

### **II.7.1 Les risques technologiques**

D'après le Porter à Connaissance, la commune ne compte aucun établissement industriel à risques soumis à autorisation. Toutefois, LANNOY CUILLERE est confrontée à la présence d'un site (Etablissements Célestin Petit - Activité terminée) susceptible d'être pollué dont les caractéristiques sont rassemblées dans le tableau joint en annexe du rapport de présentation. Ces données proviennent de la Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service dite BASIAS. La fiche détaillée est jointe en annexe de ce rapport de présentation.

**Pourquoi Basias :** La France a été l'un des premiers pays européens à conduire des inventaires des sites pollués d'une façon systématique (premier inventaire en 1978). Les principaux objectifs de ces inventaires sont :

- recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement,
- conserver la mémoire de ces sites,
- fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

La réalisation d'inventaires historiques régionaux (IHR) des sites industriels et activités de service, en activité ou non, s'est accompagnée de la création de la base de données nationale BASIAS.

Cette banque de données BASIAS a aussi pour objectif d'aider, dans les limites des informations récoltées, les notaires et les détenteurs des sites, actuels ou futurs, pour toutes transactions immobilières.

Il faut souligner que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit. Compte tenu des finalités affichées, BASIAS a reçu un avis favorable de la Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés (CNIL) en septembre 1998. La création de BASIAS et les principes de son utilisation sont définis dans l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 publié le 16 avril 1999, ainsi que dans deux circulaires ministérielles, en date du 26 avril 1999, adressées aux Préfets et aux Directeurs Régionaux de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE).

## Les inventaires Basias

La sensibilisation de l'ensemble des acteurs est l'un des outils d'une politique de prévention des risques liés à la pollution des sols. C'est dans le but de développer une vigilance à tous les niveaux que, sous l'égide du ministère en charge de l'Environnement, le BRGM a développé, depuis 1994, des inventaires des sites ayant été occupés par des activités de type industriel. Cette base de données appelée BASIAS (Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service) est accessible librement sur Internet (<http://basias.brgm.fr>). L'inventaire historique BASIAS est avant tout destiné au grand public, aux notaires, aux aménageurs et doit servir à apprécier les enjeux relatifs à l'état d'un terrain en raison des activités qui s'y sont déroulées.

Ces sites ne sont pas repris sur les documents graphiques de zonage ni dans le règlement, par contre, il est important de noter qu'avant toute nouvelle utilisation de ces sites, et en cas de pollution avérée, il conviendra d'en vérifier le niveau et de la rendre compatible avec l'usage prévu.



Géosciences pour une Terre durable

Liberté • Égalité • Fraternité  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement



# Basias

## Inventaire historique de sites industriels et activités de service

**Présentation**

Définitions

Contexte législatif

Accès aux données

→ Liste des sites

Carte des sites

Résidus marées noires

Croisement Basias / AEP

Etablissements sensibles

Droits d'usage

Retour accueil

Liens

Aide

Contact / FAQ

### Tableau de résultat

[Aide pour l'export](#)   [Exporter la liste](#)   [Exporter un tableau](#)   [Exporter les fiches](#)

**Rappel des paramètres :**  
Commune : LANNOY-CUILLERE

Nombre de sites : 1 (1 page)

Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise (s) connue (s)	Nom (s) usuel (s)	Adresse (ancien format)	Dernière adresse	Commune principale	1 <a href="#">Code activité</a>	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance	X Lambert II étendu (m)	Y Lambert II étendu (m)	X adresse	Y adresse	Précision adresse
<a href="#">PIC6003348</a>	Petit célestin Ets		Cimetière (rue du), 3. Lannoy-Cuillere 60220	3 Rue Cimetière du	LANNOY-CUILLERE (60347)	c13.3	Activité terminée	Inventorié	557570	2523631			

1



## **II.7.2 Les risques naturels**

### **a) Les inondations**

L'intégration d'un volet hydrologique dans un document d'urbanisme a pour but :

- de recenser les secteurs pouvant faire l'objet d'un risque d'inondation. Tout décideur devra ensuite faire procéder aux examens complémentaires du risque inondation, en préalable à l'implantation de toute nouvelle construction dans ces secteurs : l'objectif étant d'éviter toute construction en zone d'aléa ;
- de veiller à ne pas aggraver les risques, en cartographiant les secteurs bâtis vulnérables connus.

La commune de LANNOY CUILLERE reprend une configuration de plateau et de vallée (La Bresle). Elle est donc soumise à différents types d'inondations :

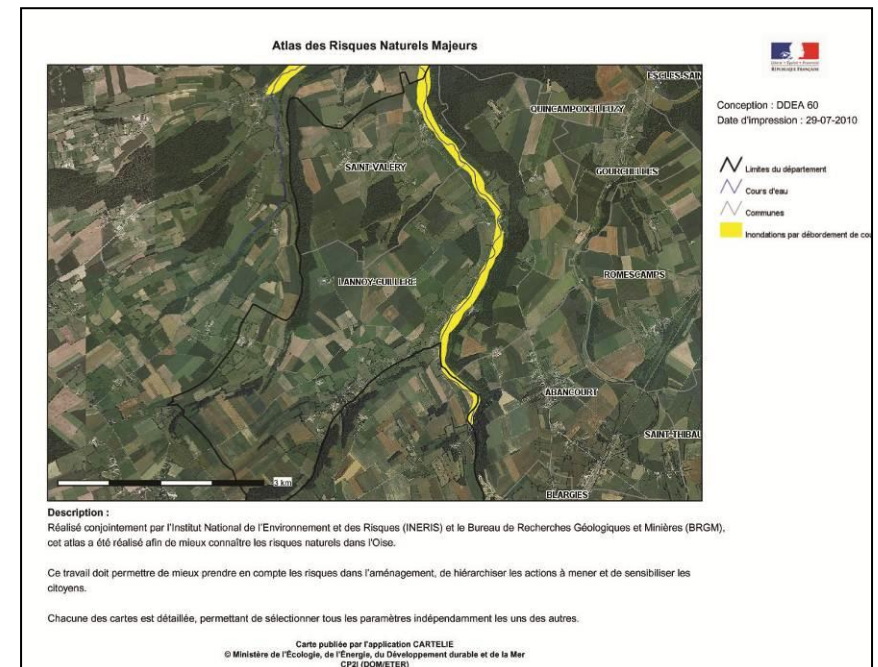
- débordement de cours d'eau. La commune est concernée par l'Atlas des Zones Inondées de la Bresle,
- phénomène de ruissellement.

La commune a déjà fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle, lié à la « Tempête de 1999 » : arrêté du 29 Décembre 1999 pour inondations, coulées de boues et mouvements de terrain.

- **Débordement du cours d'eau**

L'Atlas des Risques Naturels Majeurs fait état d'un risque potentiel de débordement du cours d'eau. Toutefois ce risque semble très restreint puisqu'on se situe à l'amont du cours d'eau, à proximité de sa source, les débits sont donc moins importants qu'en aval.

Le groupe de travail s'est attaché à cartographier les éléments connus par les élus, relatifs à la thématique « inondations ». Une cartographie est présentée dans les pages suivantes.



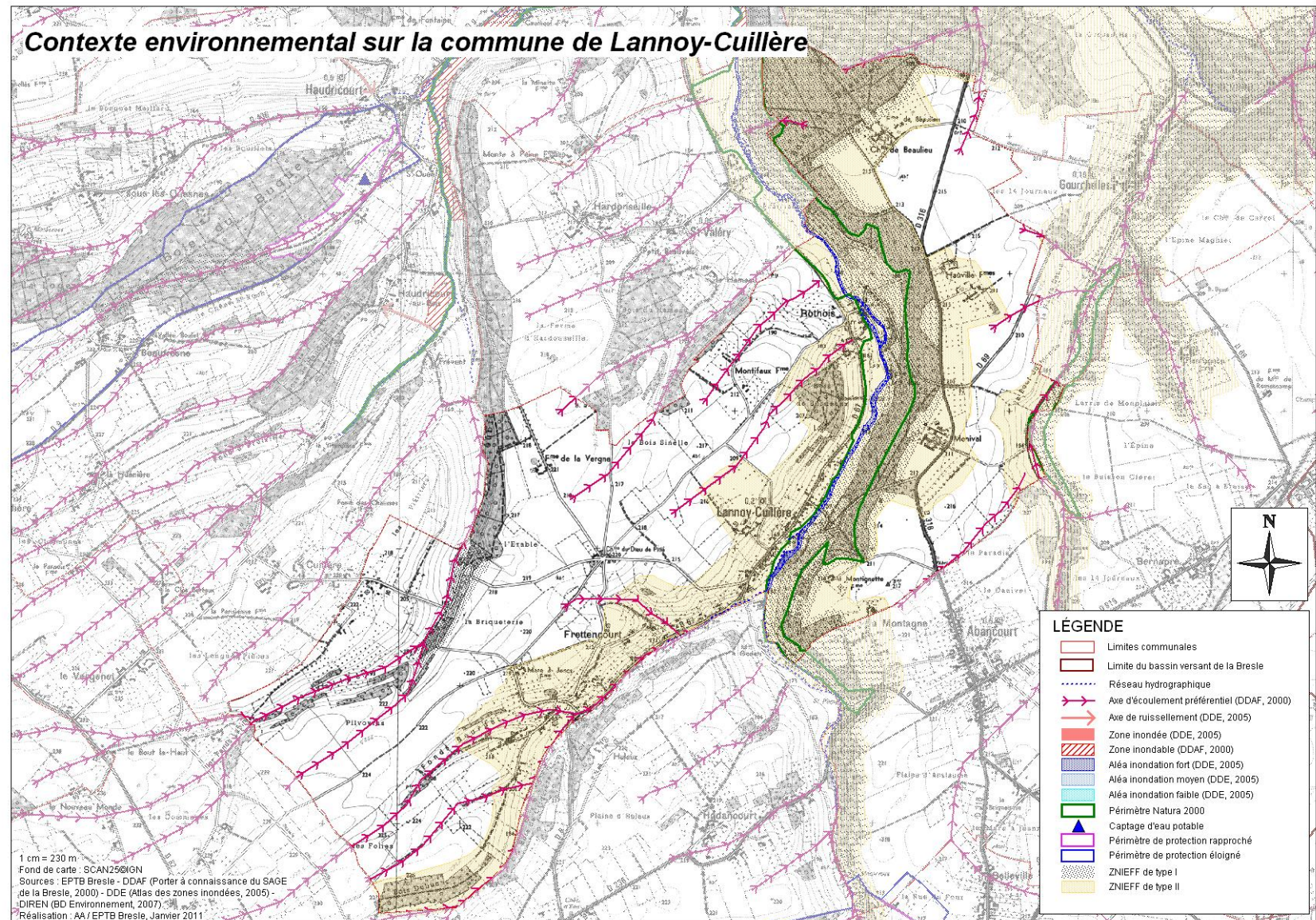


- Ruissellements

D'après la cartographie (ci-contre) transmise par l'Institution

Interdépartementale de la Bresle, plusieurs talwegs sont identifiés sur le territoire communal.

Pour cette thématique également, afin d'affiner la connaissance de ce risque, le groupe de travail a reporté sur un fond de plan cadastral, les éléments connus et observés par les élus.








**COMMUNE DE  
LANNOY CUILLERE**

ELABORATION DU  
PLAN LOCAL D'URBANISME

PLAN DES CONTRAINTES

-  Zone à dominante humide
-  Coulées de boues
-  Sources

**SASU Espac'urba**  
Etudes et Conseils en Urbanisme  
11 rue de la République - 59100 LAMBERSART  
Tél : 03 20 57 51 50 - Fax : 03 20 57 51 54  
Email : contact@espacurba.com

**Cabinet TESSON**  
Paysagiste - Concepteur  
10, rue de la République - 59100 LAMBERSART  
Tél : 03 20 57 51 50 - Fax : 03 20 57 51 54  
Email : contact@teesson.com





### **b) Les cavités souterraines**

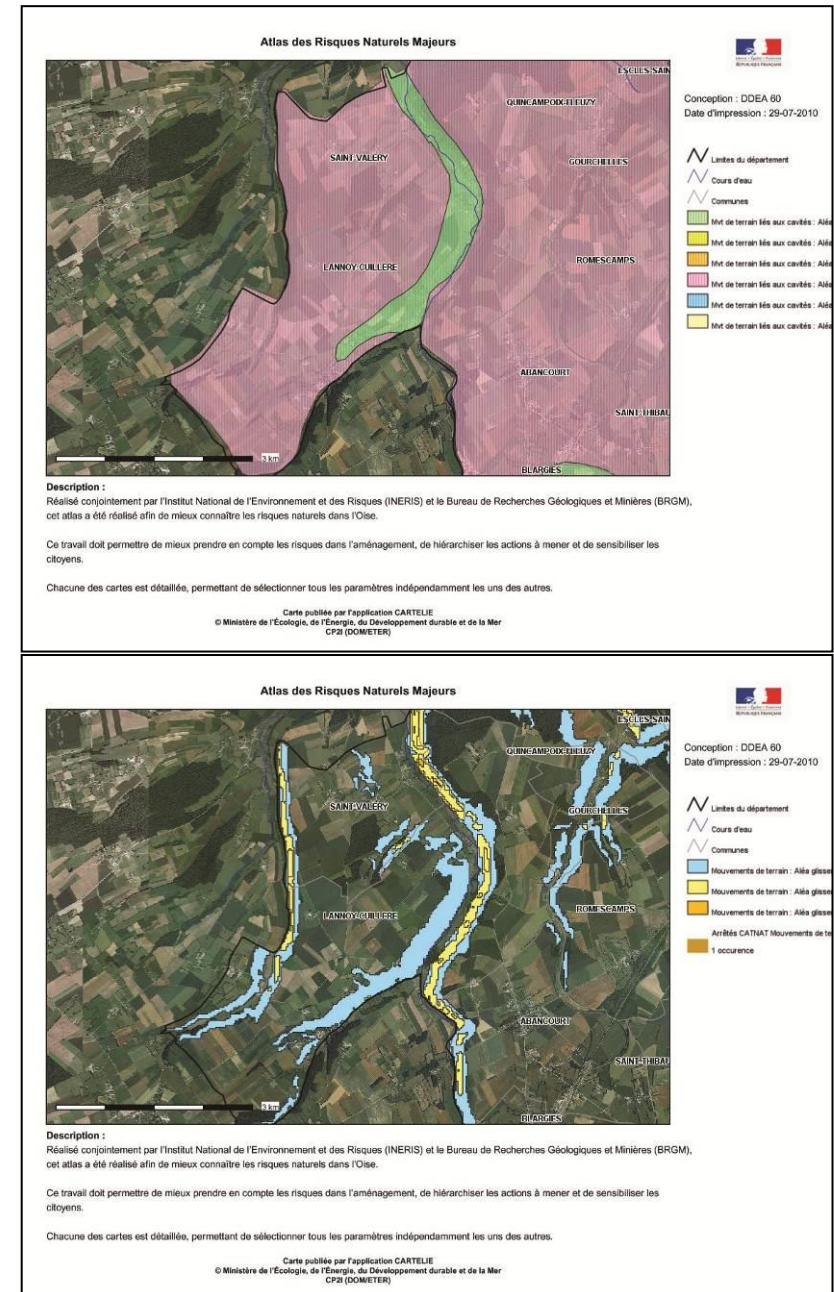
L'Atlas des Risques Naturels Majeurs fait mention de 2 types d'aléas sur la commune :

- Aléa de référence effondrement localisé fort et en masse. Cet aléa concerne les coteaux et les zones de plateau,
- Aléa de référence nul à négligeable, au niveau de la vallée.

Aucun élément n'est identifié dans la base de données réalisée par le BRGM.

### **c) Mouvements de terrain**

Au vu de l'Atlas des Risques Naturels Majeurs, LANNOY CUILLERE n'est pas touché par la problématique des mouvements de terrain. 1 seul aléa est identifié au niveau des zones bâties dans la vallée : « Aléa glissement faible et chute de bloc nul à négligeable », au niveau des coteaux de part et d'autre de la vallée



#### **d) Coulées de boues**

Les pôles construits, aussi bien dans la vallée que sur le plateau, sont concernés par une zone d'aléa faible, voire nul.

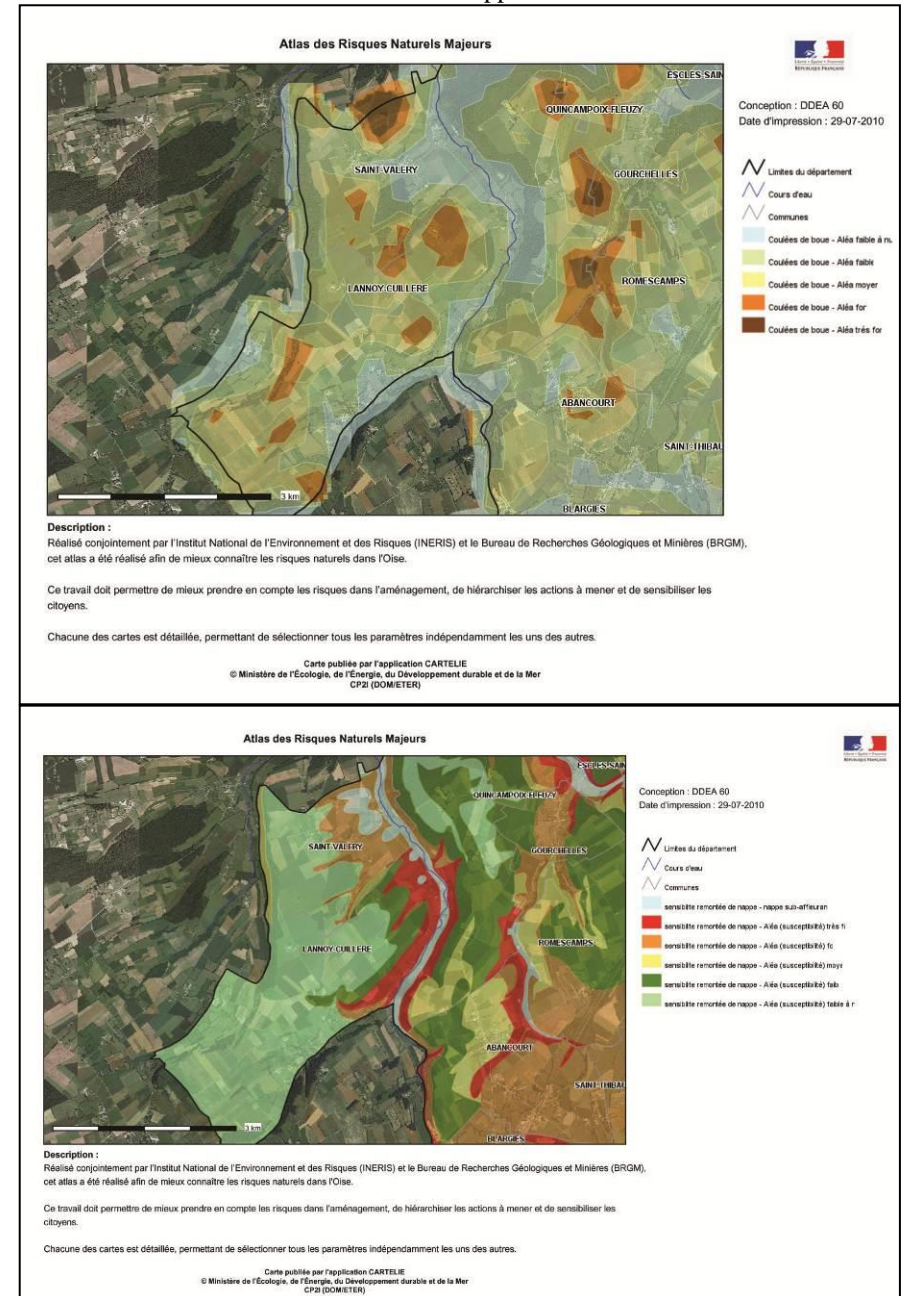
#### **e) Remontées de nappes**

Les 3 pôles construits situés dans la vallée (Centre, Rothois et Frettencourt) sont concernés par une zone de sensibilité « aléa de susceptibilité très fort » de part et autre du cours d'eau.

La cartographie présentée précédemment (carte des contraintes hydrauliques) fait état de la connaissance des élus en matière de zones humides.

A noter que le centre bourg et Frettencourt sont implantés sur la partie basse du coteau, à une hauteur conséquente par rapport au cours d'eau. Les élus n'ont pas connaissance d'un phénomène de remontée de nappe au niveau des ces pôles construits.

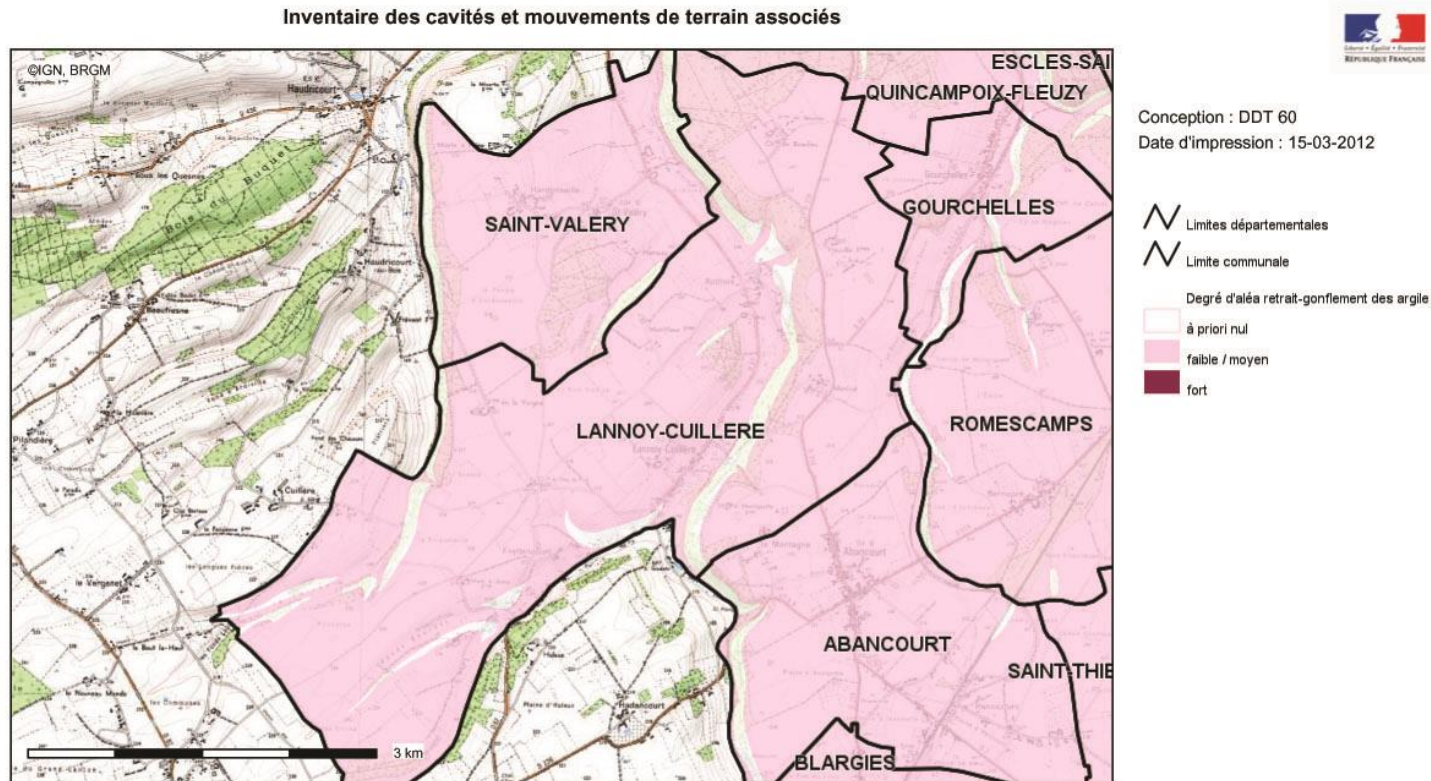
Les zones de plateau (écarts) se situent dans une zone d'aléa de susceptibilité faible voire nul.





**a) Retrait-gonflement argiles**

D'après la cartographie ci-dessous, la commune de LANNOY CUILLERE ne semble pas touchée par ce phénomène.



**Description :**

Suite aux deux études de recensement et d'analyse des mouvements de terrain réalisées par le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM) en 2002 et 2004 sur les arrondissements de Montdidier et Clermont puis de Compiègne et Péronne, la DDT de l'Oise a souhaité poursuivre cette démarche en 2008 dans les arrondissements de Senlis et Beauvais, en l'étendant aux cavités en tant que telles. Le recensement des cavités de l'Oise a été mis à jour par une étude d'octobre 2011.

Ces études, visant à récolter les informations de mouvements de terrain associés à des cavités souterraines, ont pour but de sensibiliser les mairies et les acteurs locaux vis-à-vis de la problématique des cavités souterraines pour une meilleure gestion du territoire.

La DDT ne saurait garantir l'exhaustivité et l'exactitude des informations fournies, celles-ci étant collectées auprès de personnes tierces.

Carte publiée par l'application CARTELIE  
© Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement  
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP21 (DOM/ETER)



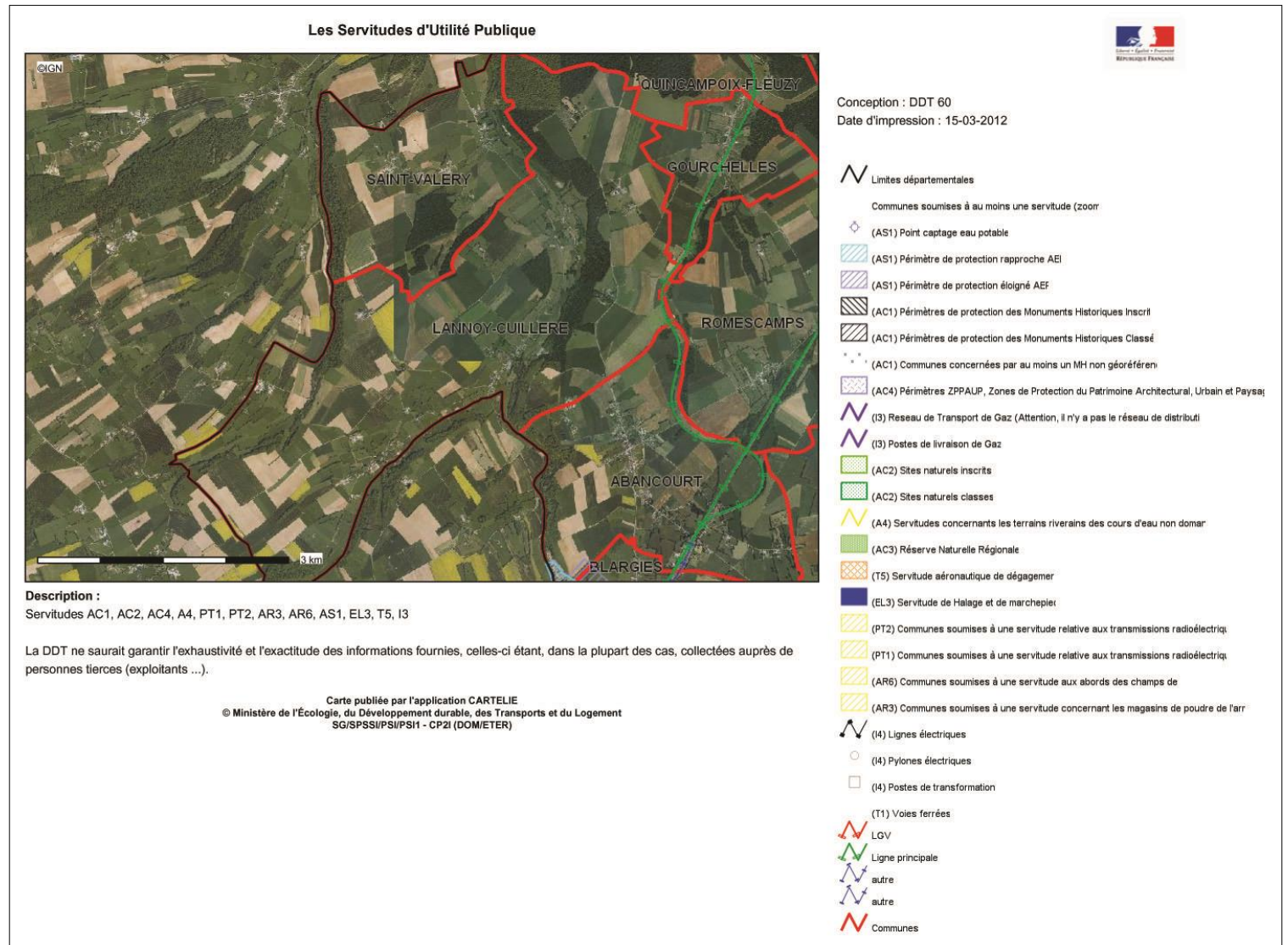
## II.8 Les contraintes du territoire

### II.8.1 Les servitudes d'utilité publique

La commune de LANNOY CUILLERE est concernée par 2 types de servitudes :

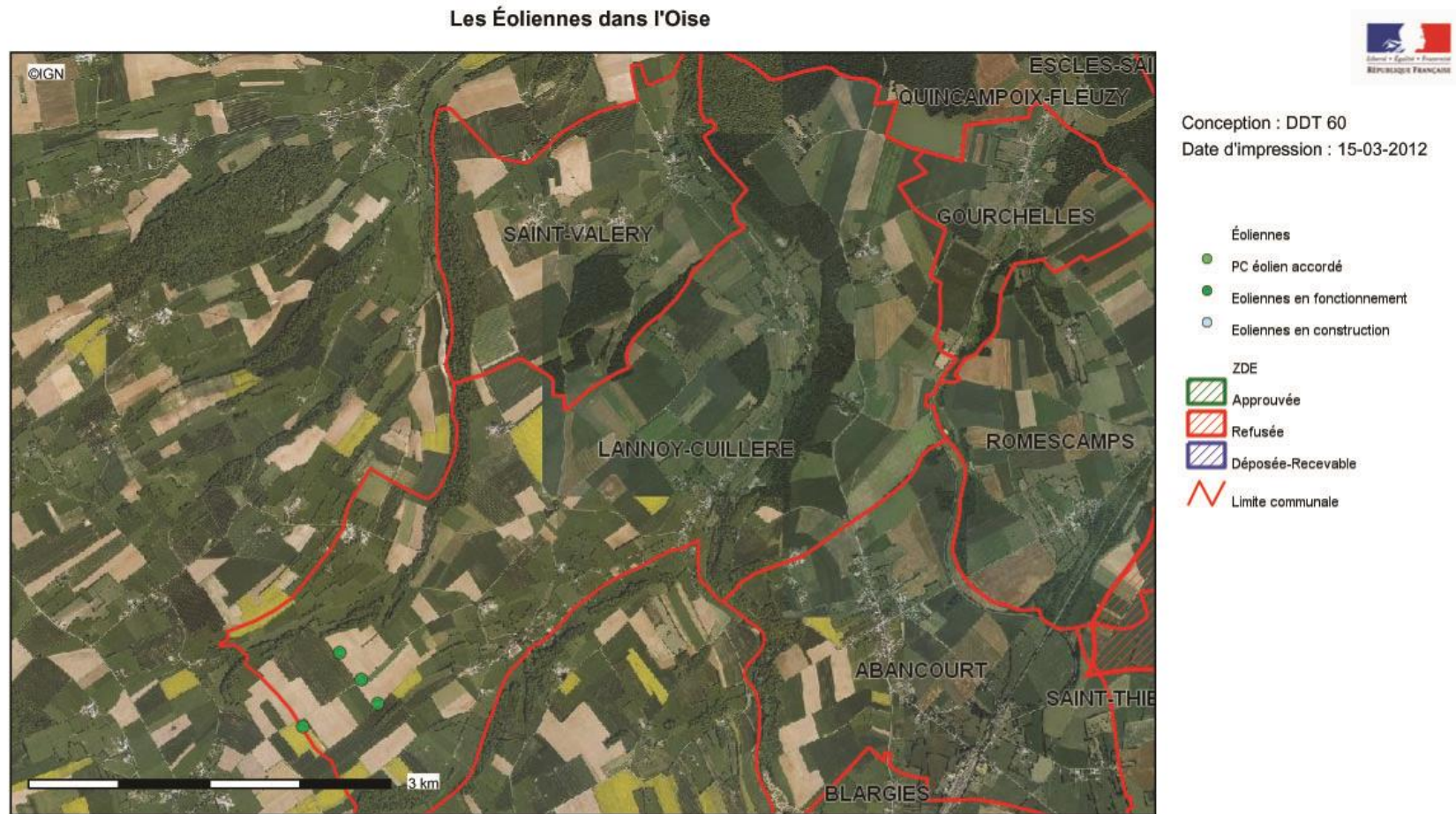
- Une servitude relative aux chemins de fer. Cette dernière se situe à l'extrémité Est du territoire communal.
- Une servitude d'alignement. Cette dernière concerne le RD 67.

Ces dernières seront traitées dans le dossier annexe.



## II.8.2 Les éoliennes

La commune de LANNOY CUILLERE accueille plusieurs éoliennes sur son territoire. Elles sont localisées sur des espaces agricoles, sur le plateau Ouest.



### **Description :**

Les permis éoliens accordés dans l'Oise. Les éoliennes ont été géolocalisées à partir des coordonnées fournies par les opérateurs.

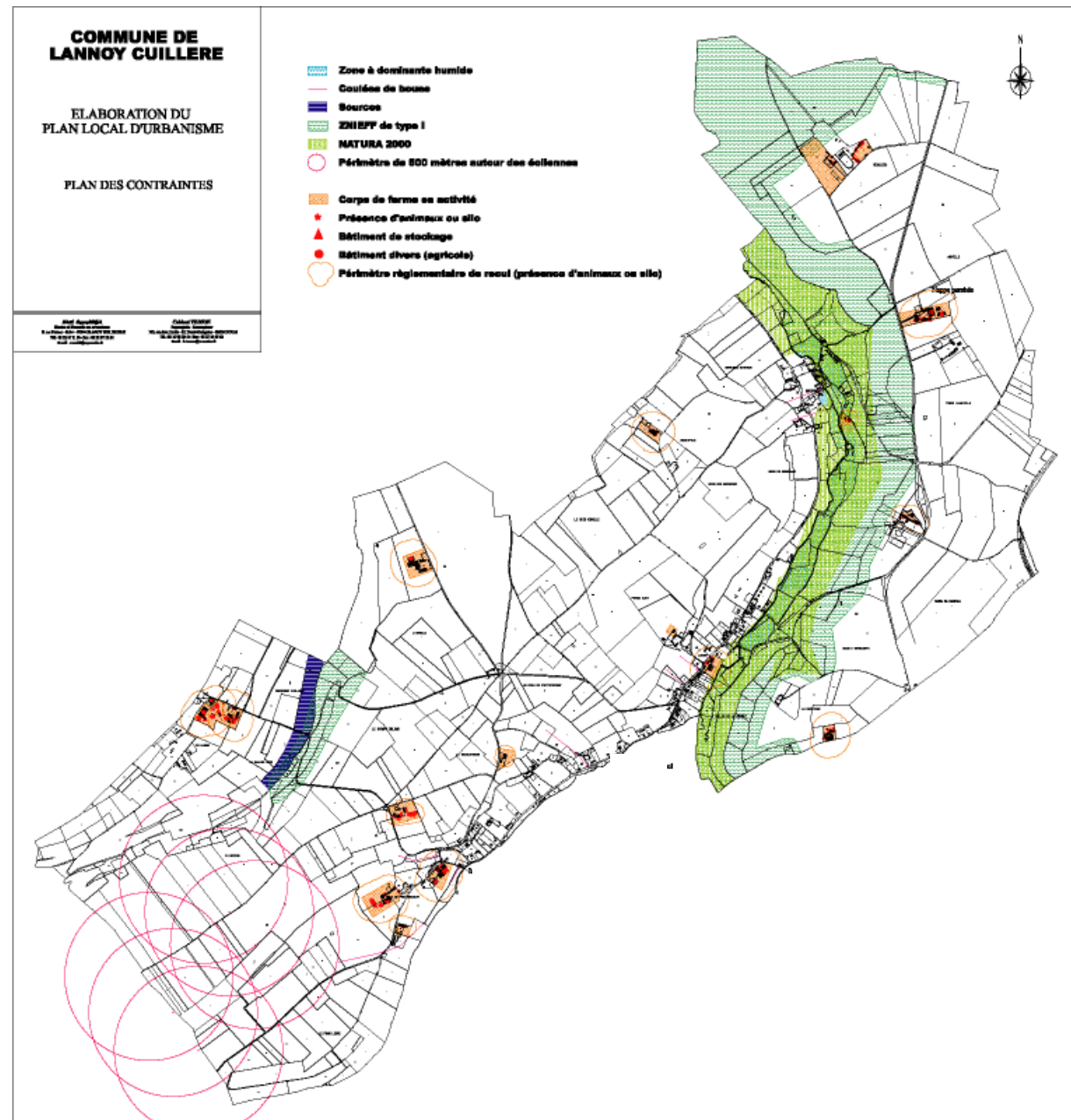
Carte publiée par l'application CARTELIE  
© Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement  
SG/SPSS/PSI/PSI1 - CP21 (DOM/ETER)



### II.8.3 Synthèse des contraintes

Le plan ci-contre reprend les principales contraintes du territoire, à savoir :

- Les zones humides,
- Les coulées de boues,
- Les sources,
- Les ZNIEFF de type I,
- La zone NATURA 2000,
- Les périmètres de protection de 500 mètres autour des éoliennes,
- Les corps de ferme en activité,
- Les distances de recul par rapport aux installations d'élevage.





# **TROISIEME PARTIE - SYNTHESE DU DIAGNOSTIC OBJECTIFS COMMUNAUX ET PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT URBAIN**

### **III.1 - Synthèse du diagnostic : Atouts et contraintes du territoire de LANNOY CUILLERE**

#### **Une occupation du sol marquée par la vallée, véritable épine dorsale du territoire**

A LANNOY CUILLERE, les 3 pôles construits principaux (centre bourg, Rothois Frettencourt) se sont implantés dans la vallée. L'urbanisation s'est diffusée progressivement au cœur de cette dernière, en bordure de la route départementale. On retrouve ensuite de nombreux écarts, implantés essentiellement sur les plateaux agricoles. La commune offre une identité rurale marquée, au sein de paysages et sites naturels remarquables.

Un maillage d'axes de communication diversifié parcourt LANNOY CUILLERE : routes départementales, voiries communales, chemins ruraux.

#### **Des équipements publics et services modestes, à l'échelle de la commune**

Sur la commune de LANNOY CUILLERE, on note la présence d'équipements publics tels que la mairie, l'église, l'école, une salle des fêtes, un bâtiment communal et une chapelle.

Aucun service de proximité ni petits commerces ne sont présents sur la commune. Les besoins de la population sont satisfaits en se rendant sur les communes voisines de Aumale et Formerie.

La commune fait partie d'un regroupement scolaire et accueille les 2 classes de maternelle, ainsi qu'une cantine.

Aucun équipement sportif n'est présent sur la commune.

#### **Une population en hausse et relativement jeune**

Malgré des fluctuations, la commune connaît un accroissement de sa population, depuis plus de 10 ans. La population de LANNOY CUILLERE est relativement jeune : en 2008, 19,8 % des habitants ont moins de 15 ans et 35,5 % de la population a moins de 30 ans. Les personnes de 75 ans et plus représentent 7,8 % des habitants de la commune.

#### **Un dynamisme démographique à maintenir**

L'évolution des classes d'âge entre 1999 et 2008 atteste d'un dynamisme de la population de LANNOY CUILLERE caractérisé par une évolution positive des classes d'âge comprise entre 0 et 59 ans. La commune n'est pas confrontée au phénomène de vieillissement de la population.

#### **Un parc de logement en mutation**

La majorité du parc de logements est représentée par les résidences principales (70,9 %). Le nombre de résidences secondaires est assez conséquent puisqu'elles représentent 21,7 % du parc. Les logements vacants, quant à eux, connaissent une baisse qui est confirmée sur les dernières années.

Le statut d'occupation prépondérant est l'accèsion à la propriété. En 2008, les propriétaires représentent 81,8 % des occupants des résidences principales. De ce fait, le type de logement prédominant sur le territoire de LANNOY CUILLERE est la maison individuelle (96,8 % des résidences principales).

### **Un bâti traditionnel de qualité et un patrimoine à préserver**

La commune de LANNOY CUILLERE est caractérisée par le bâti traditionnel à la région : implantation en front à rue ou retrait, les volumes sont simples avec un rez-de-chaussée, éventuellement un étage et des combles aménagés ou non, une toiture à deux versants, à 45° de moyenne, les ouvertures en façade sont plus hautes que larges, en toiture, les lucarnes animent les façades. Les matériaux rencontrés sont en majorité la brique, le torchis et l'ardoise. La commune possède un patrimoine vernaculaire de qualité : patrimoine religieux (église, chapelle, calvaires ...), bâti (grandes bâtisses, murs, ...), et plus divers (monument aux morts, portails, ...). Le PLU permet également de sensibiliser les habitants à ce patrimoine, symbole de l'histoire communale.

### **Une forte identité naturelle et végétale**

Le cadre naturel est omniprésent sur le territoire communal. Celui-ci est caractérisé par la présence de différentes entités naturelles : les terres agricoles, les pâtures, les espaces boisés, les haies bocagères, les alignements d'arbres ou arbres isolés, le cours d'eau. Le végétal est également présent dans les pôles construits. Les espaces naturels participent au paysage et au cadre de vie de LANNOY CUILLERE. D'autre part, plusieurs mesures de protection des espaces naturels sont dénombrées à LANNOY CUILLERE.

### **Des activités économiques existantes**

La commune de LANNOY CUILLERE accueille sur son territoire plusieurs activités artisanales et commerciales. Il semble important à travers le PLU de permettre le maintien de ces activités mais aussi l'implantation d'autres activités artisanales, compatibles avec la présence d'un tissu habitat.

### **Des exploitations agricoles**

Il existe encore de nombreuses exploitations agricoles à LANNOY CUILLERE. Elles sont réparties sur l'ensemble du territoire de la commune.

### **Des risques à prendre en compte**

Différents risques naturels sont identifiés sur le territoire communal : débordement du cours d'eau, les ruissellements, le risque « remontées de nappes ». Ces derniers se situent essentiellement au niveau de la vallée. De plus, une activité est recensée dans la base de données BASIAS.



### **III.2 - Les objectifs communaux**

Le projet de PLU s'est articulé autour de 3 axes prioritaires de réflexion :

- permettre un accueil modéré de nouveaux habitants afin de maintenir le dynamisme de sa courbe démographique : cet objectif se traduit notamment par une densification et un confortement des 3 principaux pôles situés dans la vallée (Lannoy, Rothois et Frettencourt), à travers l'urbanisation en priorité des dents creuses. Les élus ont souhaité intégrer 2 points à leur réflexion :
  - développement de l'urbanisation en bordure des voiries desservies par les réseaux (eau potable et électricité),
  - limitation de l'urbanisation en double-rideau, ne correspondant pas à l'occupation des sols actuelle sur le territoire de LANNOY CUILLERE.

Les écarts n'ont pas pour vocation à être confortés afin de préserver les espaces agricoles et naturels présents sur LANNOY CUILLERE. Cette orientation permettra de lutter contre le phénomène de mitage du paysage et des terres agricoles. En revanche, la volonté est bien, sur ces espaces, de permettre une évolution du parc de logements existants (rénovation, extensions, ...).

- préserver le cadre de vie rural : cette thématique se décline sous différents points, comme par exemple :
  - la préservation des caractéristiques architecturales communales et la mise en valeur du patrimoine bâti,
  - la préservation des caractéristiques paysagères et environnementales (haies, alignements d'arbres, larris, cours d'eau, ...)
- pérenniser les activités économiques, au sens large, présentes sur le territoire : l'objectif étant double avec d'une part le maintien des activités existantes et d'autre part, permettre l'accueil de nouvelles activités potentielles, bien entendu, dans la mesure où ces dernières sont compatibles avec le tissu bâti environnant.

La volonté communale est donc, tout en préservant son site, de répondre d'une part à la demande des habitants actuels de LANNOY CUILLERE, mais également de satisfaire une nouvelle population souhaitant s'installer sur la commune et participant au renouvellement de la population.

### **III.3 - Le scénario retenu en terme d'accueil de population**

A travers la réalisation du PLU, la volonté communale s'oriente vers un accueil mesuré et rationnel, tout en préservant le cadre de vie, les paysages, les caractéristiques de la commune, mais également en valorisant les équipements, services et acteurs économiques présents.

Des scénarii de développement ont été étudiés afin de déterminer les objectifs de croissance démographique. Les chiffres présentés ci-dessous considèrent uniquement un accueil de nouveaux habitants.

<b>SCENARII D'EVOLUTION</b>																	
<b>Population 0,5% par an</b>																	<b>Nb d'habitants supplémentaires</b>
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027		
223	224	225	226	227	229	230	231	232	233	234	236	237	238	239	240		17
<b>Population 1% par an</b>																	<b>Nb d'habitants supplémentaires</b>
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027		
223	225	227	230	232	234	237	239	241	244	246	249	251	254	256	259		36
<b>Population 1,5% par an</b>																	<b>Nb d'habitants supplémentaires</b>
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027		
223	226	230	233	237	240	244	247	251	255	259	263	267	271	275	279		56
<b>Population 2% par an</b>																	<b>Nb d'habitants supplémentaires</b>
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027		
223	227	232	237	241	246	251	256	261	267	272	277	283	288	294	300		77
<b>Population 2,5% par an</b>																	<b>Nb d'habitants supplémentaires</b>
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027		
223	229	234	240	246	252	259	265	272	278	285	293	300	307	315	323		100
<b>Population 3% par an</b>																	<b>Nb d'habitants supplémentaires</b>
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027		
223	230	237	244	251	259	266	274	282	291	300	309	318	327	337	347		124
<b>Population 3,5% par an</b>																	<b>Nb d'habitants supplémentaires</b>
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027		
223	231	239	247	256	265	274	284	294	304	315	326	337	349	361	374		151
<i>Pour mémoire, le nombre moyen d'occupants par résidence principale était de 2,5 en 2009</i>																	

Au regard de ces différents éléments, les élus ont orienté leur objectif démographique vers une population totale d'environ 330 habitants d'ici 15 ans. Le rythme de construction moyen annuel envisagé s'oriente vers 2 à 3 nouvelles constructions, soit environ 37 constructions neuves sur les 15 prochaines années.

En complément de cette volonté d'accueil de nouveaux habitants, il est indispensable de prendre en compte le phénomène de desserrement de la population dans la définition des objectifs communaux d'accueil de population. Ainsi, en Picardie, il est estimé que pour maintenir sa population, une commune de 1000 habitants doit construire 4 logements par an. D'après ce constat, pour la commune de LANNOY CUILLERE, il serait donc nécessaire de réaliser 13 logements afin de maintenir la population actuelle à l'horizon 2027.

Donc si l'on additionne l'objectif d'accueil de nouvelles familles (37 constructions) et les besoins liés au phénomène de desserrement de la population (13 logements), au total, environ 50 nouveaux logements pourraient être réalisés sur la commune de LANNOY CUILLERE sur les 15 prochaines années.

A travers la réalisation du PLU, la volonté des élus est d'accueillir de nouveaux habitants afin de pérenniser les équipements publics (l'école) et de poursuivre la dynamique démographie observée depuis de nombreuses années afin de prévenir le phénomène de vieillissement de la population.

### **III.4 - Les potentialités foncières**

L'analyse des potentialités foncières permet de confronter les possibilités réelles du territoire aux objectifs communaux, ainsi qu'aux orientations des documents de planification territoriale. Cette confrontation fonde la justification des principes de développement à arrêter dans le cadre d'une gestion économe de l'espace. La méthodologie du recensement repose sur les principes suivants :

- les terrains repérés doivent être au sein ou à la proximité immédiate du tissu urbain existant afin de répondre aux exigences formulées par la loi SRU du 13 Décembre 2000 sur le renouvellement urbain et la gestion économe de l'espace,
- les périmètres de préservation des espaces naturels doivent être respectés,
- les terrains à protéger au titre de l'activité agricole, de la qualité des paysages ou des risques naturels sont pris en compte.

Un premier repérage a été effectué et a consisté à recenser les disponibilités foncières au niveau des 3 principaux pôles construits de Lannoy, Rothois et Frettencourt. Toutefois, en l'absence aujourd'hui d'un document d'urbanisme les potentialités se sont révélées très vastes puisqu'elles avoisinaient 18 ha.

Suite à ce constat, il a semblé indispensable de mener une réflexion sur les choix d'aménagement et de développement pour les années à venir.



### **III.5 - Les besoins en logements et en foncier**

Le besoin en logements a été calculé en fonction du scénario démographique retenu par les élus.

Ainsi suivant les objectifs démographiques et la réponse à apporter au taux de desserrement, le besoin foncier se chiffre ainsi :

- 37 logements en accueil de nouveaux habitants soit une consommation d'espace d'environ 3,8 hectares,
- 13 logements à créer pour maintenir la population sur 15 ans, soit 1,3 hectare.
- soit un total de 5,1 hectares environ.

La base de ce calcul est établie sur une moyenne parcellaire de 800 m<sup>2</sup>. Un coefficient de 20% a été défini pour la gestion des voiries, réseaux, du paysagement et autre.

De plus un autre paramètre est à ajouter à ces estimations : il s'agit du phénomène de rétention foncière. En effet, l'urbanisation des dents creuses est soumise à la volonté des propriétaires de vendre ou de diviser leur propriété. Ainsi, le coefficient de rétention a été estimé à environ 25%.

Ainsi, au total, une surface à ouvrir à l'urbanisation d'environ 7 hectares permettra de répondre :

- d'une part aux objectifs démographiques fixés par les élus,
- et d'autre part au phénomène de desserrement de la population et à celui de la rétention foncière.

### **III.6 - Le projet d'aménagement et de développement durable**

A travers le diagnostic, des enjeux ont été définis et ont permis d'élaborer le projet d'aménagement et de développement durable.

➤ **Gestion du bâti existant sur l'ensemble du territoire :**

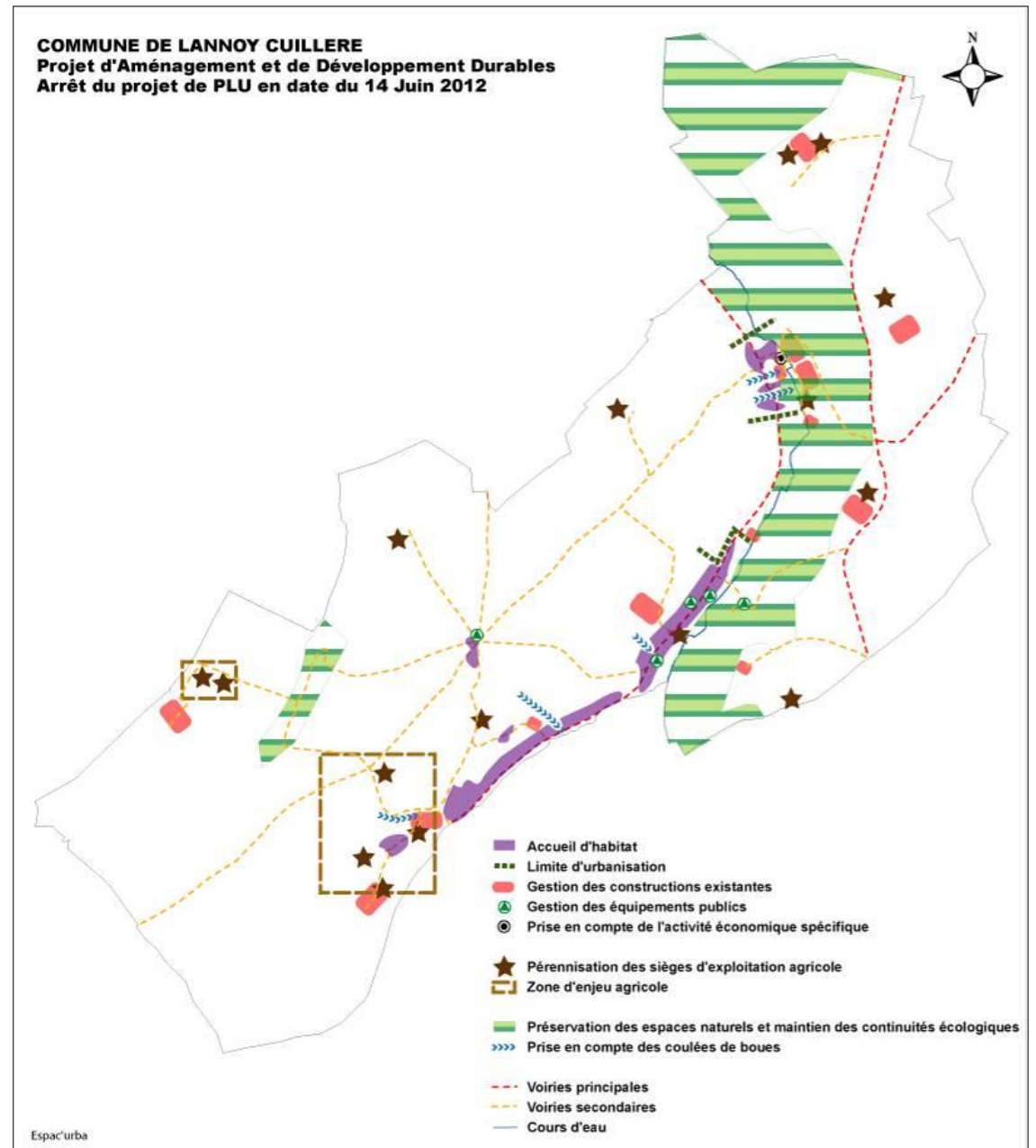
- gestion cohérente du tissu bâti existant grâce notamment aux réhabilitations / évolution du parc de logements existants,
- préservation des caractéristiques architecturales et morphologiques des zones bâties,

➤ **Développement des 3 pôles situés dans la vallée (Rothois, Lannoy, Frettencourt) :**

- poursuite du développement de la population en respect du diagnostic,
- urbanisation des dents creuses,
- définition d'espaces à urbaniser pour l'habitat,

- **Prise en compte de la spécificité du lieu-dit « La Chapelle » :**
  - Accueil modéré de constructions / mise en compatibilité avec les autorisations d'urbanisme accordées,
- **Gestion et développement des équipements publics :**
  - pérennisation et développement des équipements publics existants,
- **Pérennisation des activités économiques existantes**
  - pérenniser les activités artisanales, commerciales et de services existantes,
  - permettre l'accueil de nouvelles activités, dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec un tissu bâti,
- **Gestion des déplacements sur le territoire communal :**
  - Confortement de l'opération mise en place par la mairie en matière de déplacements (navettes par taxi),
  - mise en valeur et confortement des chemins de randonnée,
- **Pérennisation des exploitations agricoles,**
  - protection des sièges et sites d'exploitation suivant l'enquête agricole réalisée,
  - protection des terres attenantes aux corps de ferme en activité,
- **Protection du patrimoine et le cadre de vie :**
  - protection du patrimoine vernaculaire et des caractéristiques architecturales,
  - préservation de la vallée et des zones humides,
  - protection des zones naturelles remarquables inscrites en ZNIEFF et NATURA 2000,
  - protection du patrimoine écologique (masses boisées, haies, ...),
  - maintien des corridors écologiques.
- **Prise en compte des risques naturels :**
  - les axes de ruissellements,
  - les coulées de boue,
  - les zones humides ou inondables.

- **Prise en compte du développement des communications numériques**
- **Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain**
  - Ouverture à l'urbanisation inférieure à 0,5 % du territoire communal,
  - choix de développer l'urbanisation uniquement de la vallée (support des équipements publics), afin de lutter contre l'étalement urbain au niveau des plateaux.





## **4EME PARTIE - EXPLICATION DU PROJET DE P.L.U.**

## IV.1 - Le projet de territoire, le zonage

Le projet de zonage du PLU de LANNOY CUILLERE reprend les caractéristiques du territoire et les objectifs des élus.

Trois pôles construits principaux (Rothois, le centre bourg et Frettencourt) sont situés dans la vallée, mais l'urbanisation s'est également développée au niveau de nombreux écarts.

L'accueil d'habitat à travers le renforcement de l'urbanisation des 3 principaux pôles construits a constitué un objectif majeur à l'élaboration du PLU. La prise en compte des écarts s'est faite en respectant la réglementation en vigueur : pas de développement / gestion du bâti existant.

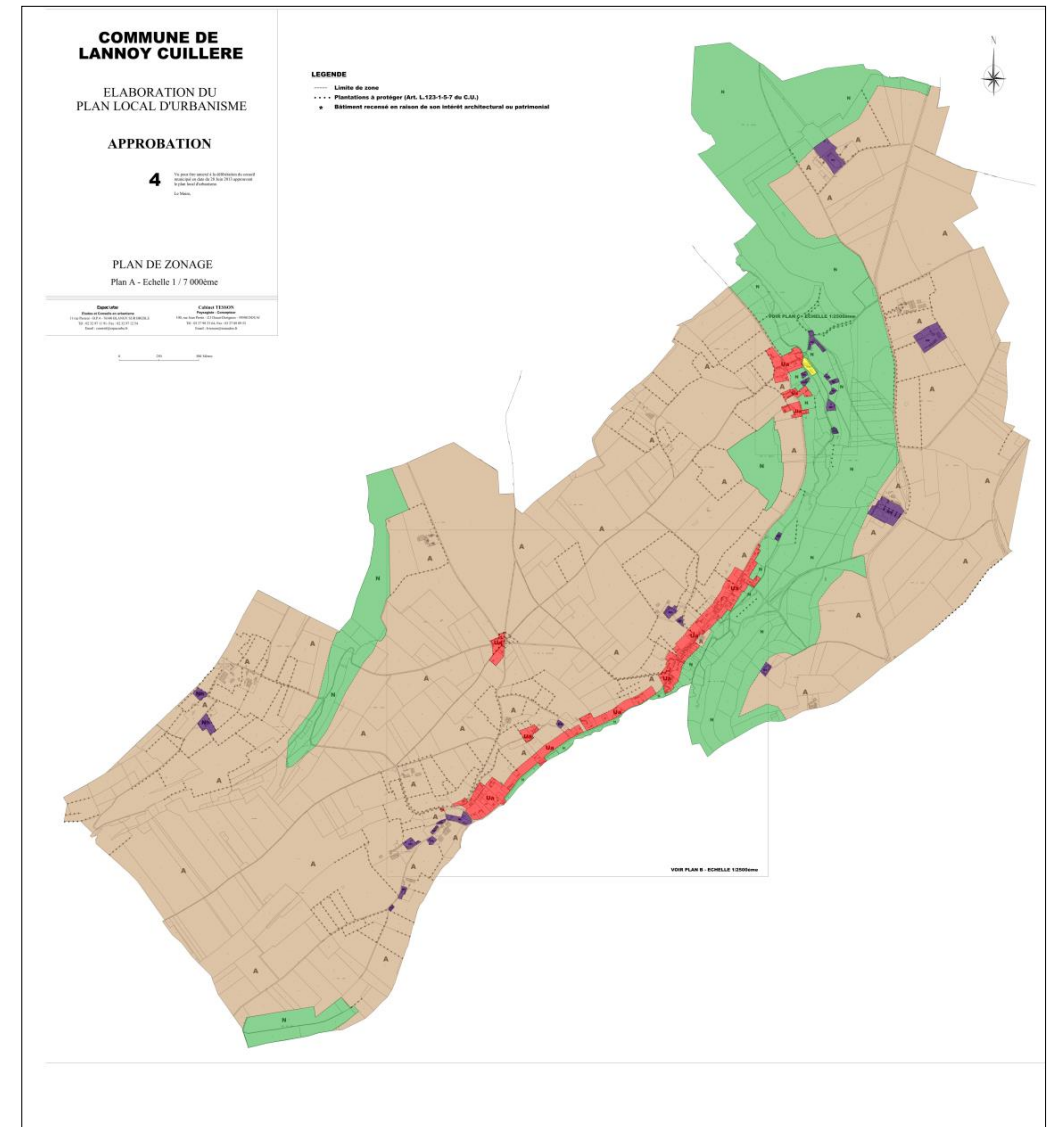
Un deuxième fil conducteur à l'élaboration du projet de PLU correspond à la préservation du cadre de vie et des caractéristiques végétales et paysagères, au sens large, du territoire de LANNOY CUILLERE.

Le tissu économique artisanal est également inscrit dans le projet de territoire : pérenniser l'existant et permettre l'implantation de nouvelles activités, compatibles avec le voisinage d'habitations.

Enfin, l'aspect réglementaire découlant des richesses ou contraintes environnementales du territoire a été intégré et traduit à travers différents outils règlementaires.

Les risques naturels ont également été pris en compte dans la réflexion lors de la définition du plan de zonage.

## Extrait du P.L.U



## **IV.2 - Explication de la délimitation des zones**

### **IV.2.1 - Appellation, Affectation des zones du PLU**

Le plan local d'urbanisme de LANNOY CUILLERE se décompose ainsi :

➤ **la zone urbanisée :**

- ZONE UA : zone urbaine, correspondant aux 3 principaux pôles construits (Lannoy, Rothois et Frettencourt) et à quelques parcelles au niveau de la Chapelle, à vocation principale d'habitat, d'équipements et d'activités d'accompagnement,

➤ **les zones naturelles :**

- ZONE A : Ce secteur reprend les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles conformément au code de l'urbanisme.
- ZONE N : La zone N reprend les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Des secteurs de zones ont été créés :

- Nh : elle reprend les hameaux, les constructions isolées ou excentrées, dans un principe de gestion du bâti existant (modifications, extensions mesurées et réalisation d'annexes), mais sans possibilité de réaliser de nouvelles habitations.
- Na : elle correspond à une activité économique implantée à Rothois, en plein cœur de la zone de protection naturelle. L'objectif étant de permettre une mutation du site en cas de pérennisation ou de modification de cette activité.

A noter que dans le PLU de LANNOY CUILLERE, aucune zone à urbaniser (AU) n'a été définie.



➤ **Caractéristiques des zones :**

**LES ZONES URBAINES : Les zones urbaines figurent au plan de zonage avec l'indice U.**

Elles déterminent les terrains suffisamment desservis en voirie, eau, électricité, assainissement, pour qu'ils aient une vocation immédiatement constructible, sous la forme de lotissements ou d'opérations individuelles. Ainsi, la commune ne peut en aucun cas demander au constructeur ou au **lotisseur** de participer financièrement à la création ou au renforcement éventuel des réseaux. Le classement des terrains en zone U implique qu'ils soient desservis par des réseaux ou que la commune les réalise (article R.123-5 du code de l'urbanisme). Dans ces zones, les capacités des équipements publics existants ou en cours de réalisation doivent permettre d'admettre immédiatement les constructions ; en conséquence, il conviendra de limiter l'extension de l'urbanisation dans les secteurs où ces conditions ne sont pas remplies.

Dans le PLU de LANNOY CUILLERE, la zone urbaine se décompose en UNE seule zone : il s'agit de la zone UA. Cette dernière correspond à des zones urbaines à vocation principale d'habitat, d'équipements et d'activités d'accompagnement, reprenant aussi bien les constructions anciennes mais également les constructions plus récentes.

**LES ZONES AGRICOLES DITES ZONES « A »**

*Article R.123-7 du Code de l'Urbanisme :*

*« Peuvent être classées en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ».*

Sur la commune de LANNOY CUILLERE, la zone A se situe essentiellement sur le coteau Ouest et sur les plateaux, en dehors de la partie urbanisée ; elle est très étendue. Elle entoure ainsi l'urbanisation de la commune. Les corps de ferme en activité ont été repris dans ce classement afin d'assurer la pérennité de l'outil agricole économique.

Afin de protéger le paysage de cette zone, les constructions autorisées devront respecter les prescriptions indiquées dans le règlement : article 10 pour les hauteurs et l'article 11 pour l'aspect des constructions. A propos des installations classées qui pourraient être construites dans cette zone, la distance minimale à respecter entre les zones construites et les bâtiments entre eux, qu'elle qu'en soit l'affectation, est déterminée par le Règlement Sanitaire Départemental, le principe de réciprocité doit ainsi être respecté.

### **LES ZONES NATURELLES DITES ZONES « N »**

La zone N est destinée à assurer la protection des sites, tout en y permettant certains aménagements compatibles avec cette protection. Elle correspond aux zones naturelles à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique et écologique, historique et archéologique ou en raison de l'existence de risques. Sont concernées les zones à caractère patrimonial et préservation du cadre de vie de la commune : les espaces et prairies humides bordant la Bresle, ainsi que la ZNIEFF de type 1, la zone NATURA 2000 et les principales masses boisées.

*L'article R. 123-8 du Code de l'Urbanisme :*

*« Les zones naturelles et forestières sont dites « zones N ». Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. »*

Cette zone N est présumée inconstructible sous réserve d'exceptions : création de sous-secteur de zone. Sur la commune de LANNOY CUILLERE, la zone N reprend les zones à caractère patrimonial ainsi que les espaces boisés naturels.

Dans cette zone, sont inclus deux secteurs particuliers : les secteurs Nh (gestion des constructions excentrées) et Na (activité économique spécifique implantée dans la vallée).

#### **IV.2.2 - Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux contraintes du territoire**

Comme évoqué dans le diagnostic communal, le territoire de LANNOY CUILLERE est contraint par certains éléments (risques naturels, préservation des espaces naturels, prise en compte de l'activité agricole, ...). Plusieurs de ces contraintes ont un impact sur le développement de l'urbanisation.

- Les risques naturels : 2 types de risques naturels ont fait l'objet d'une analyse très précise par le groupe de travail dans le PLU. Il s'agit des coulées de boues et de la présence de sources. En fonction de leur localisation les espaces concernés ont été classés en zone A ou N du P.L.U.
- Les données environnementales : il s'agit d'un élément réglementaire destiné à protéger des espaces naturels remarquables. A LANNOY CUILLERE, on retrouve diverses mesures de protection des espaces naturels : zones humides, ZNIEFF de type I, ZNIEFF de type II, NATURA 2000, corridors écologiques potentiels. En fonction de leur localisation et de l'enjeu de préservation les espaces concernés ont été classés en zone A et N du P.L.U.
- Les corps de ferme ont été identifiés dans un souci de pérennité de ces activités et de préservation des terres attenantes. Ils sont classés en zone A du PLU. Des secteurs présentant un enjeu agricole fort ont également été définis.
- Les éoliennes constituent également des équipements spécifiques à intégrer dans l'élaboration du document d'urbanisme car des distances réglementaires de recul par rapport aux habitations doivent être préservées. Au vu de leur localisation, ces infrastructures sont classées en zone A du PLU.

Un document, ci-après, extrait de l'application Cartélie de la DDT, reprend plusieurs enjeux naturels sur le territoire communal.



## Enjeux des communes



Conception : DDT 60

- Continuités écologiques
- Zones sensibles grande faune
- Zone à dominante humide
- Alésa remonté de nappe - Subaffleurant
- Alésa remonté de nappe - Très for
- Limites départementales
- Parc Naturel Régional
- Cours d'eau
- Zones de dépression
- Réseau théorique (pour bassin de 2000 points de calca.)
- Point bas du bassin de 12 km2
- Point bas du bassin de 2000 points de calca.
- Limites communales
- Alésa de coulée de boue - For
- Alésa de coulée de boue - Très for

Description :  
Ensemble d'enjeux impactant les communes.

Carte publiée par l'application CARTELIE  
© Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement  
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)

#### **IV.2.3 - Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux orientations du PADD**

Les objectifs et grands principes d'aménagement définis dans le PADD ont été traduits à travers différents outils sur le plan de zonage. Bien entendu, le document graphique est complété par le règlement permettant de mettre en œuvre d'autres aspects des objectifs communaux.

➤ **Gestion du bâti existant sur l'ensemble du territoire :**

- gestion cohérente du tissu bâti existant grâce notamment aux réhabilitations / évolution du parc de logements existants : cet objectif est traduit d'une part à travers la zone Ua, car bien sûr le renouvellement urbain constitue un enjeu de cette zone, mais également grâce à la zone Nh puisqu'il s'agit de la vocation première de cette zone. En outre, les bâtiments agricoles présentant des caractéristiques architecturales et patrimoniales intéressantes et pouvant être réhabilités ont été recensés sur le plan de zonage.
- préservation des caractéristiques architecturales et morphologiques des zones bâties : la thématique de la préservation des caractéristiques architecturales est abordée essentiellement à travers le règlement des différentes zones, même si la zone Nh permet de maintenir ces éléments. La délimitation de la zone Ua a été réfléchie dans un principe de maintien des caractéristiques morphologies des pôles construits ; ainsi la profondeur de cette zone a été limitée afin d'éviter le développement de l'urbanisation en double-rideau, mode d'occupation du sol inexistant sur la commune.

➤ **Développement des 3 pôles situés dans la vallée (Rothois, Lannoy, Frettencourt) :** La délimitation et la vocation de la zone Ua permet de répondre à ce grand objectif. En effet, de par son règlement, cette zone permet l'accueil de nouvelles habitations au niveau des dents creuses et des espaces interstitiels. Cet accueil de nouvelles constructions, permettra d'une part de répondre au phénomène de desserrement de la population, et d'autre part de poursuivre l'évolution de la population communale.

➤ **Prise en compte de la spécificité du lieu-dit « La Chapelle » :** une zone Ua a été définie au niveau de ce lieu-dit afin d'une part de permettre l'évolution des constructions anciennes présentes, et d'autre part de mettre en compatibilité le PLU avec des autorisations d'urbanismes accordées récemment. Une construction a d'ailleurs été réalisée dans ce secteur au cours de l'élaboration du PLU.

➤ **Gestion et développement des équipements publics :** cet objectif est traduit à travers la zone Ua puisqu'il s'agit de l'une des vocations de cette zone.

➤ **Pérennisation des activités économiques existantes :** la zone Ua permettra d'une part, de pérenniser les activités économiques existantes, mais également, et d'autre part d'accueillir de nouvelles activités, dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec un tissu bâti. D'autre part, un secteur Na a été défini pour une activité spécifique implantée à Rothois, en plein cœur de la zone de protection naturelle. L'objectif étant de permettre une mutation du site en cas de pérennisation ou de modification de cette activité.

- **Gestion des déplacements sur le territoire communal** : cet objectif n'est pas traduit graphiquement sur le plan de zonage.
- **Pérennisation des exploitations agricoles** : l'ensemble des corps de ferme en activité, ainsi que les terres attenantes ont été classées en zone A du PLU.
- **Protection du patrimoine et le cadre de vie** : cette thématique constitue un objectif majeur des élus pour l'élaboration du PLU de LANNOY CUILLERE. Les espaces remarquables recensés sur le territoire communal sont préservés à travers la définition de la zone N qui reprend : la vallée et les zones humides, les zones naturelles inscrites en ZNIEFF et NATURA 2000 et les principales masses boisées. La constructibilité est fortement limitée, voire nulle, dans cette zone. De plus, l'ensemble du réseau de haies est recensé et protégé sur le plan de zonage. En fonction de leur localisation, les corridors écologiques sont classés en zone A ou N.  
A noter que sur cette thématique, les élus et la chargée d'études ont travaillé en collaboration avec l'Institution Interdépartementale de la Bresle, structure porteuse du site NATURA 2000.  
Comme évoqué précédemment, les caractéristiques architecturales seront préservées d'une part grâce à leur classement et recensement sur le plan de zonage (zone UA, Nh et bâtiments agricoles), mais également à travers le règlement. A noter, qu'à l'approbation du PLU, les élus souhaitent instaurer le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal.
- **Prise en compte des risques naturels** : il est précisé que sur cette thématique également, les élus et la chargée d'études ont travaillé en collaboration avec l'Institution Interdépartementale de la Bresle (axes de ruissellements, coulées de boue, zones humides ou inondables / débordement du cours d'eau). En fonction de leur localisation, ces risques sont intégrés au plan de zonage soit en zone A, soit en zone N.
- **Prise en compte du développement des communications numériques** : cet objectif n'est pas traduit graphiquement sur le plan de zonage.
- **Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain**
  - Ouverture à l'urbanisation inférieure à 0,5 % du territoire communal : les dents creuses et espaces interstitiels identifiés au niveau de la zone Ua permettent de répondre à cet objectif.
  - choix de développer l'urbanisation uniquement dans la vallée (support des équipements publics), afin de lutter contre l'étalement urbain au niveau des plateaux : seule la zone Ua (Rothois, Lannoy Frettencourt et la Chapelle) permet l'accueil de nouvelles constructions. L'ensemble des écarts et constructions isolées localisés sur les plateaux agricoles sont inscrits en zone Nh (modifications, extensions mesurées et réalisation d'annexes, mais sans possibilité de réaliser de nouvelles habitations).



#### **IV.2.4 – Analyse des différentes zones du PLU**

De multiples paramètres ont été intégrés aux réflexions du groupe de travail afin d'aboutir au projet de zonage du PLU de LANNOY CUILLERE :

- une réglementation forte : la loi SRU de décembre 2000, la loi Urbanisme et habitat de juillet 2003, la loi MAP de juillet 2010, les lois de Grenelle 1 et 2, ...
- des contraintes importantes sur le territoire communal, notamment en matière environnementale,
- les objectifs communaux et grands principes, déclinés précédemment.

Dans les pages suivantes, nous allons nous attacher à expliquer les choix retenus par les élus pour définir le zonage du PLU.

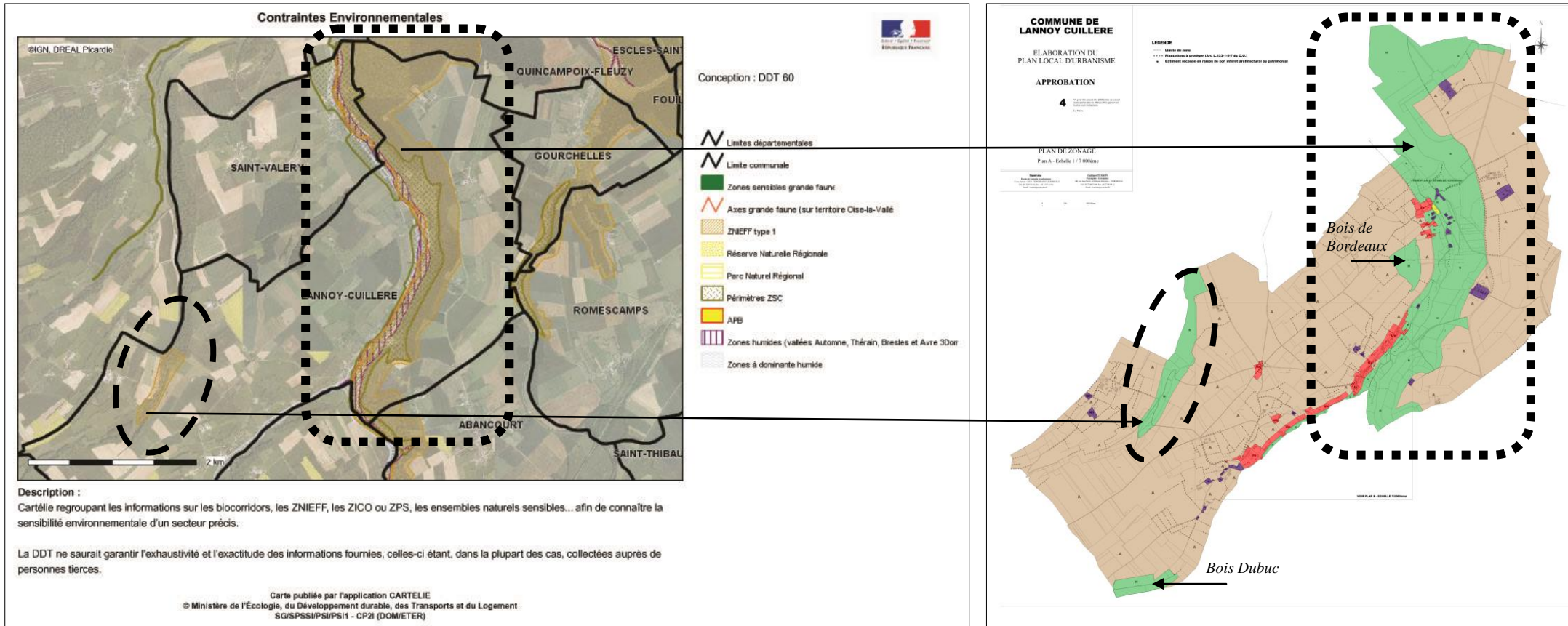
##### **a) La protection des espaces naturels**

Comme évoqué précédemment dans le présent rapport, le territoire de LANNOY CUILLERE fait l'objet de multiples protections de ses espaces naturels remarquables, dont les principales sont :

- Les ZNIEFF de type I et II,
- La Zone NATURA 2000,
- Les Zones humides.

Une large majorité de ces mesures de protection se superposent sur un même espace : le cours d'eau, ses abords et le coteau Est de la vallée. Le parti pris dans le PLU a donc été de classer l'ensemble de cet espace en zone N du PLU. La route départementale a servi de limite Ouest à cette zone. Sachant que d'une part, cette infrastructure routière forme une véritable coupure en terme de continuité écologique, et d'autre part qu'elle se situe en aval du coteau. La partie amont présente donc des caractéristiques différentes en terme de flore mais aussi d'occupation des sols (terres dédiées à la culture en amont de la RD).

Voir croquis page suivante.



La ZNIEFF de type I identifiée à l'Ouest du territoire, à proximité de Cuillère, a également été classée en zone N.

Enfin 2 masses boisées de taille conséquente ont également été classées en zone N : le Bois de Bordeaux (environ 11ha) et le Bois Dubuc (environ 6 ha). Les autres masses boisées se situent sur le coteau Est du cours d'eau et sont donc soumises aux mesures de protection des espaces naturels, déjà inscrites de fait en N.

## **b) Analyse des pôles construits**

### ➤ Rothois

Il s'agit du pôle construit présentant le plus grand nombre de contraintes à intégrer dans la réflexion du PLU. Les élus se sont donc orientés vers une densification du pôle existant à travers l'urbanisation de quelques dents creuses. Aucune zone de développement de l'urbanisation n'est donc prévue.

Afin de délimiter la zone Ua, les élus ont validé un principe de réflexion : définition de la limite d'urbanisation à la dernière construction existante en entrées Nord et Sud par la route départementale. Une coupure verte est maintenue entre Rothois et le centre bourg.

La réflexion du groupe de travail a été guidée par les contraintes du territoire :

- Les mesures de protection des espaces naturels : ZNIEFF de type I, zone NATURA 2000 et zones humides. Le parti pris a été de ne pas ouvrir à l'urbanisation des parcelles concernées par ces différentes mesures de protection dans un souci de préservation des milieux. L'analyse de ces thématiques a d'ailleurs fait l'objet d'une réunion technique spécifique dans les locaux de la DREAL, le 19 Juillet 2011, en présence des élus, de la chargée d'études, de la DDT et de l'Institution Interdépartementale de la Bresle. En revanche, la volonté communale est de permettre une évolution du bâti existant (modification, extension, annexe), notamment à travers la définition de la zone Nh.
- Les coulées de boue : plusieurs axes de ruissellement et coulées de boues ont été identifiés grâce à la connaissance des élus et des visites de terrain avec le groupe de travail et en présence d'un représentant de l'Institution Interdépartementale de la Bresle. Ces phénomènes descendent du versant Ouest, traversent la route pour arriver au niveau du cours d'eau (point bas). Les espaces traversés ont donc été classés en zone A ou N, selon leur localisation.
- Les accès : certaines parcelles se sont révélées difficilement accessibles :
  - Localisation en contrebas de la départementale avec un dénivelé important, d'où une problématique de visibilité et de sécurité routière,
  - Parcelles accessibles par un chemin rural : une desserte convenable ne peut donc pas être assurée.

Une réflexion particulière a été engagée au sujet d'une activité économique présente au niveau de Rothois sur le site d'un ancien moulin, en bordure du cours d'eau et donc au cœur des zones de protection des espaces naturels. Une zone spécifique Na a donc été définie. L'objectif est de permettre une mutation du site en cas de pérennisation ou de modification de cette activité. Ainsi le règlement de cette zone autorise les extensions des bâtiments existants, ainsi que le changement de destination des constructions existantes ; la constructibilité de cet espace est donc fortement contraint dans un souci prise en compte des enjeux environnementaux.

Ces différents éléments sont repris sur le croquis page suivante.





Parcelle en contrebas de la route  
Accès dangereux

Chemin rural  
Pas d'accès



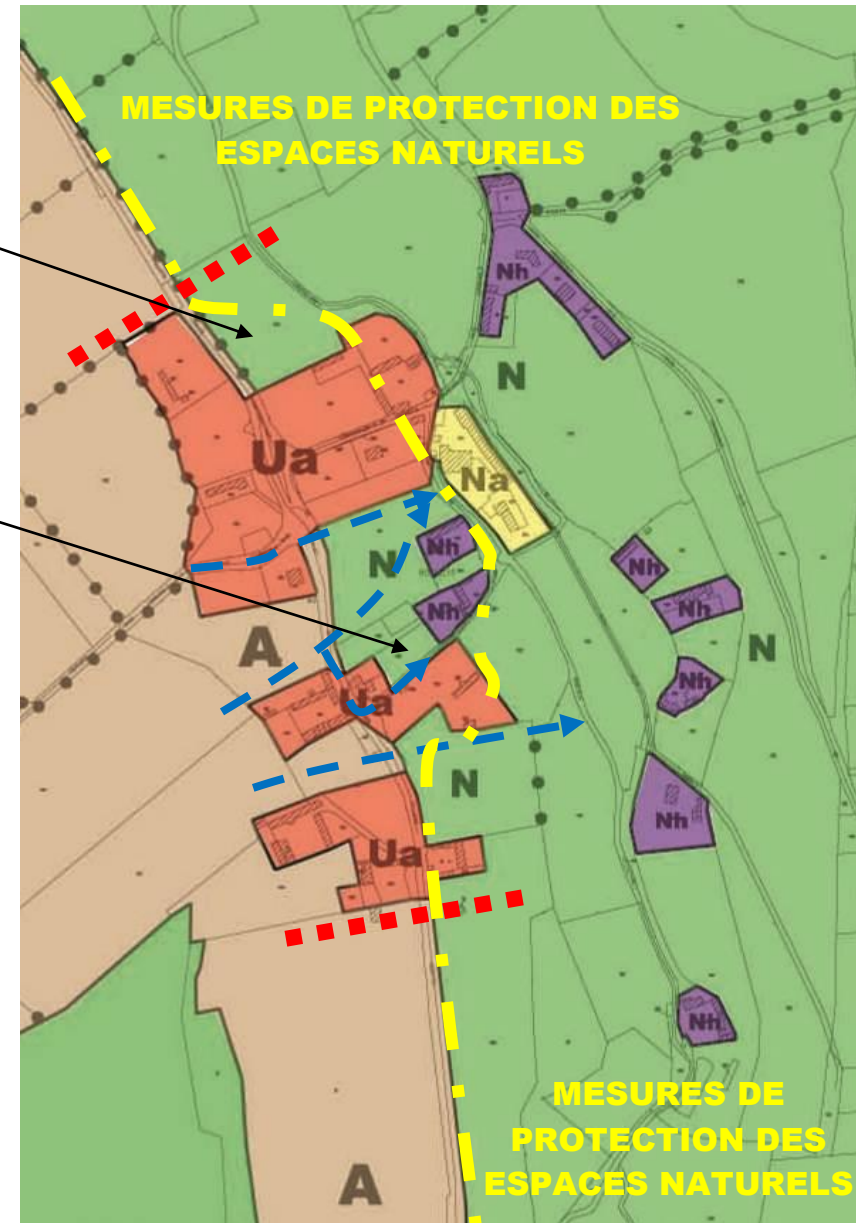
Limites d'urbanisation au Nord et au Sud de  
Rothois



Délimitation des mesures de protection des  
espaces naturels (ZNIEFF I, NATURA 2000,  
zones humides)



Ruissellements / Coulées de boues



**EXTRAIT DU PLAN DE ZONAGE**

➤ Centre bourg de Lannoy

Le centre bourg accueille les équipements publics (mairie, école, église, salle de fêtes).

Deux grands principes de réflexion ont été fixés par les élus pour définir la zone Ua au niveau du centre bourg :

- limite d'urbanisation à la dernière construction existante en entrée Nord du centre bourg par la route départementale,
- limitation de la profondeur de la zone UA, à 55 mètres de la route et des espaces publics (affiné dans l'article 6 du règlement) pour plusieurs raisons :
  - maintien des caractéristiques morphologies du pôle construit / pas de réalisation d'habitation en double-rideau,
  - lutte contre la consommation d'espaces potentiellement agricoles,
  - prise en compte du relief important. En effet, il faut rappeler que le centre bourg s'est établi en pied de coteau. De ce fait, plus on s'éloigne de la voirie et plus le relief est marqué. Une urbanisation en profondeur entrainerait d'une part d'importants travaux en matière de terrassement des constructions, et d'autre part générerait un impact paysager très fort en traversée de cette vallée, ce qui est en désaccord total avec la volonté communale de préservation du cadre de vie et de l'image de la commune.

Bien entendu, dans la mesure du possible les limites parcellaires ont été respectées.

Au niveau de la partie aval de la route départementale, le principe « de la bande de 55 mètres » de la route n'a pas pu être appliqué partout en raison de la présence des différentes mesures de protection des espaces naturels. En effet, la limite de la zone Ua a été calée en fonction de ces paramètres.

Une exploitation agricole est implantée au cœur du bourg, à proximité du pôle « mairie / école ». Une zone A, adaptée à cette activité, a donc été définie sur l'emprise du site d'exploitation, en fonction des indications données par l'exploitant lors de l'enquête agricole réalisée le 11 Janvier 2011.

Au niveau de l'entrée Nord du bourg, en amont de la route, un secteur a été exclu de la zone Ua en raison d'un relief important et mouvementé.

Au niveau de la partie Sud du bourg, une coupure en zone A, a été maintenue avec Frettencourt pour 2 raisons :

- présence d'un relief fortement mouvementé,
- présence d'un corridor écologique potentiel entre le bourg et Frettencourt. Ce dernier a été évoqué par les représentants de la DREAL lors de la réunion du 19 Juillet 2011. Il a donc été demandé aux élus de maintenir cette coupure. Les élus ont toutefois indiqué ne pas avoir connaissance d'un passage d'animaux dans ce secteur de la commune. En effet, un passage d'animaux, connu par les élus, se situe entre Rothois et le centre bourg ; aucune urbanisation n'a d'ailleurs été prévue dans ce secteur.

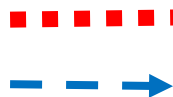
Enfin, le passage d'une coulée de boue a été identifié en amont de la route, à proximité de l'église. La parcelle concernée a donc été inscrite en zone A du PLU.

Les demandes formulées en enquête publique et ayant reçu un avis favorable du commissaire enquêteur ont été intégrées au zonage (cf compte rendu de la réunion suite à l'enquête publique – Pièce n°0 du dossier de PLU).



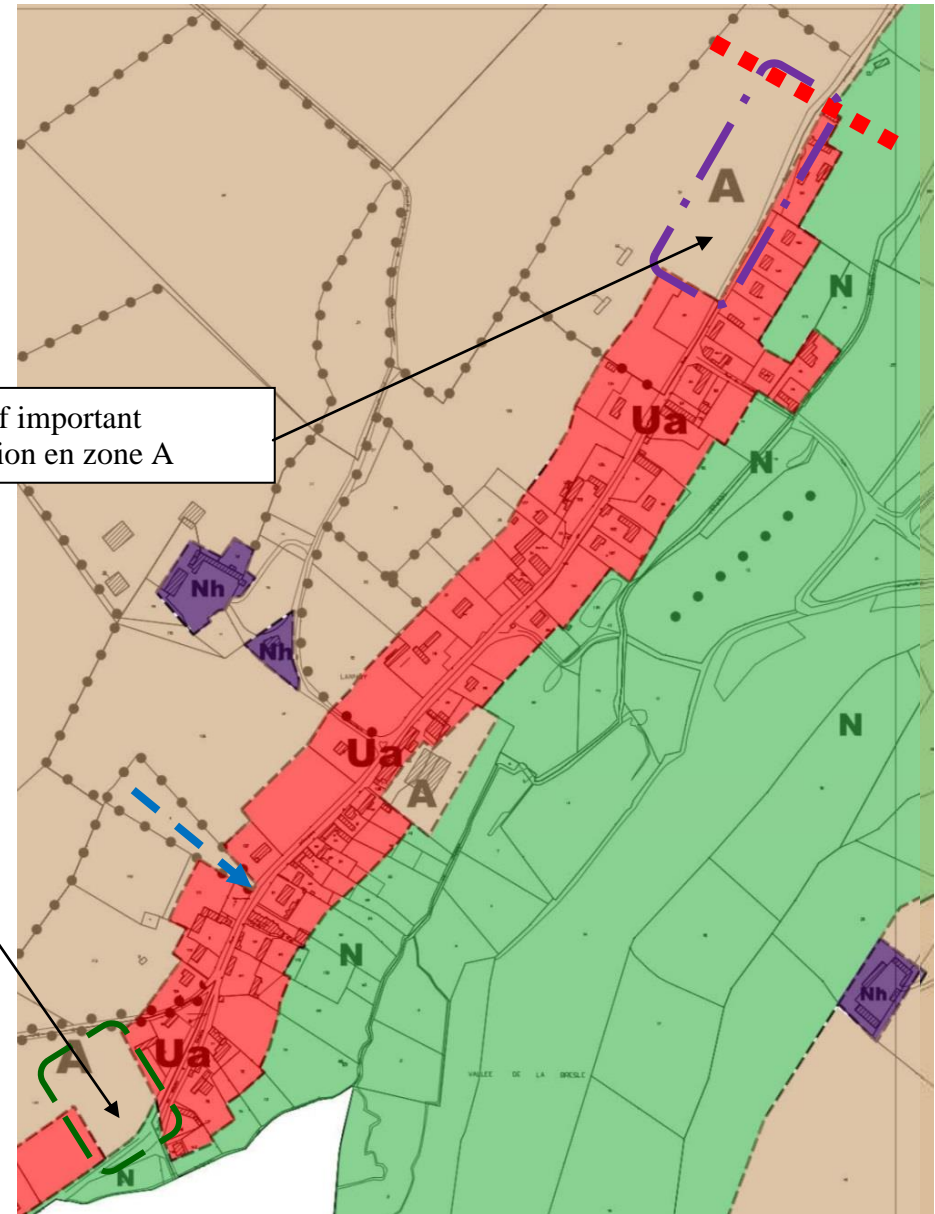
Relief important  
Inscription en zone A

Maintien d'une coupure à  
l'urbanisation



Limite d'urbanisation au Nord

Ruissellements / Coulées de boues



**EXTRAIT DU PLAN DE ZONAGE**

➤ Frettencourt

Il s'agit du pôle construit offrant le plus de potentialités foncières.

Les élus ont appliqué le même principe de que dans le centre bourg, à savoir, la limitation de la profondeur de la zone UA, à 55 mètres de la route et des espaces publics (affiné dans l'article 6 du règlement), pour les mêmes raisons. Dans la mesure du possible les limites parcellaires ont été respectées.

Une coulée de boue a été identifiée par le groupe de travail, entre 2 constructions existantes. Ce secteur a été inscrit en zone A du PLU.

Après discussions du groupe de travail aucune ouverture à l'urbanisation n'a été permise en bordure des voiries en direction de La Mare à Jonc ou de la Chapelle pour de multiples raisons :

- Développement linéaire de l'urbanisation, contraire à la Loi SRU,
- Fort impact paysager et sur le cadre de vie,
- Consommation importante des espaces agricoles, contraire aux Lois ENE et MAP,
- Contraintes pour les exploitations agricoles voisines,
- Pas de défense incendie,
- Renforcement du réseau électrique nécessaire en cas d'ouverture à l'urbanisation,
- La canalisation d'eau passe dans le domaine privé à proximité de la voirie, en cas d'ouverture à l'urbanisation il y aurait donc nécessité de déplacer cette canalisation.

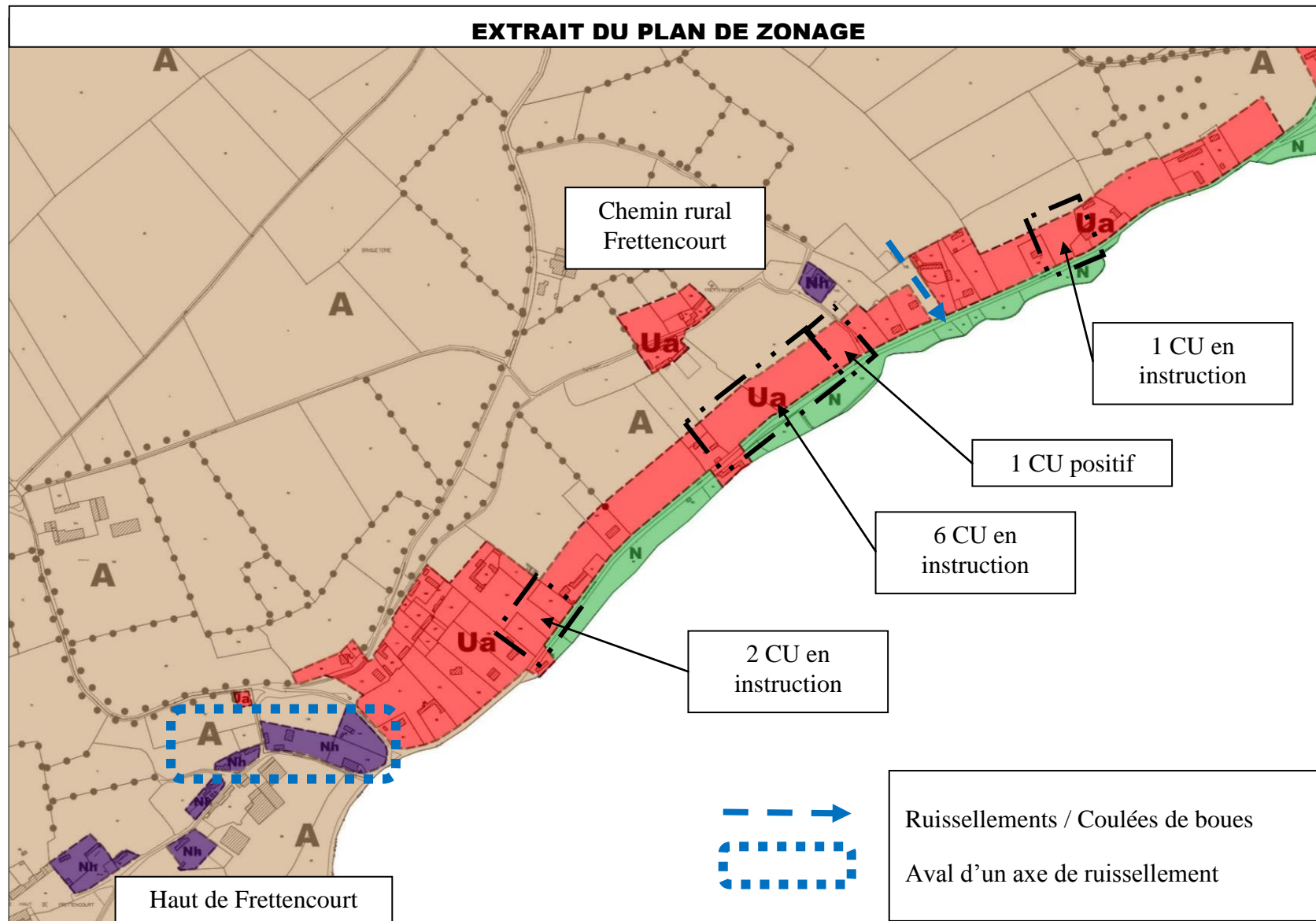
Plusieurs autorisations d'urbanisme validées ou en cours d'instruction ont été intégrées à la réflexion et permettent de souligner l'attractivité de ce secteur.

D'autre part, les élus ont souhaité définir une zone Ua au niveau du Chemin rural Frettencourt : constructibilité d'une parcelle située en bordure de voirie, face à une construction existante. Un secteur Ua est créé. D'après la cartographie disponible sur le site internet de la DDT sur les espaces agricoles, la parcelle concernée n'est pas recensée parmi les ilots agricoles 2010.

Concernant le Haut de Frettencourt, en raison de l'avis de la Chambre d'Agriculture suite à l'Arrêt du projet de PLU et la consultation des services de l'Etat, les constructions existantes ont été classées en zone Nh. Aucune ouverture à l'urbanisation n'a été autorisée dans ce secteur en raison de l'enjeu agricole fort.



Certaines constructions se situent à l'aval d'un axe de ruissellement et donc soumises à un risque potentiel d'inondation de leur parcelle. Elles ont été inscrites en zone Nh afin de permettre une évolution du bâti existant mais pas de réalisation de nouvelle habitation.

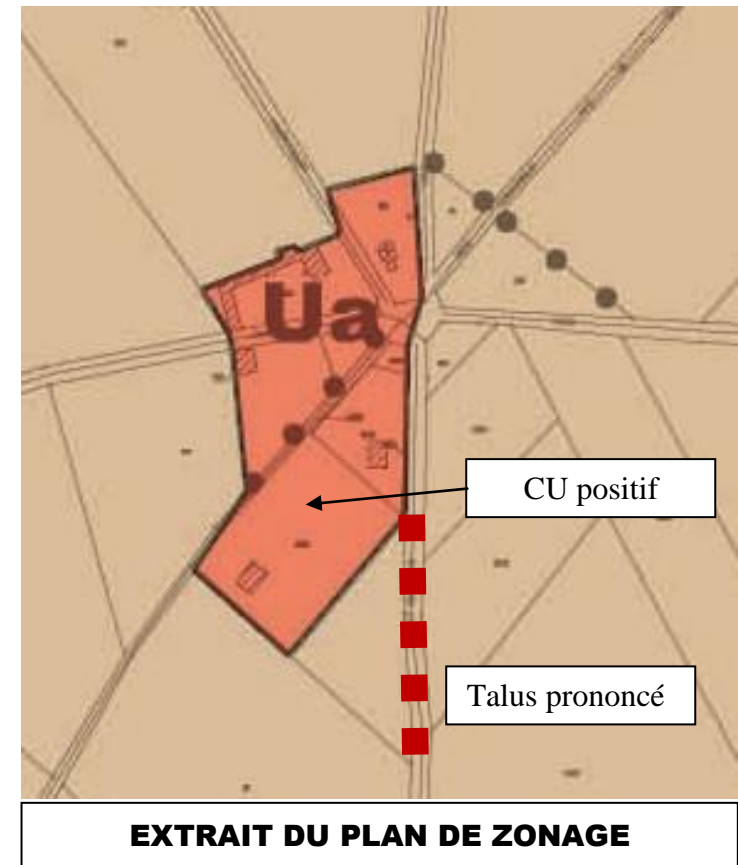


➤ La Chapelle

Une construction a été réalisée au cours de l'élaboration du PLU au niveau de ce lieu-dit. De plus, un certificat d'urbanisme a également été accordé. Une zone Ua a donc été définie afin de permettre la réalisation de la construction accordée par cette autorisation d'urbanisme.

L'objectif des élus n'est pas de développer l'urbanisation de ce secteur, dans un souci de préservation et de mise en valeur de la Chapelle, lieu de pèlerinage. C'est pourquoi la zone UA est limitée aux constructions existantes et à l'autorisation d'urbanisme positive.

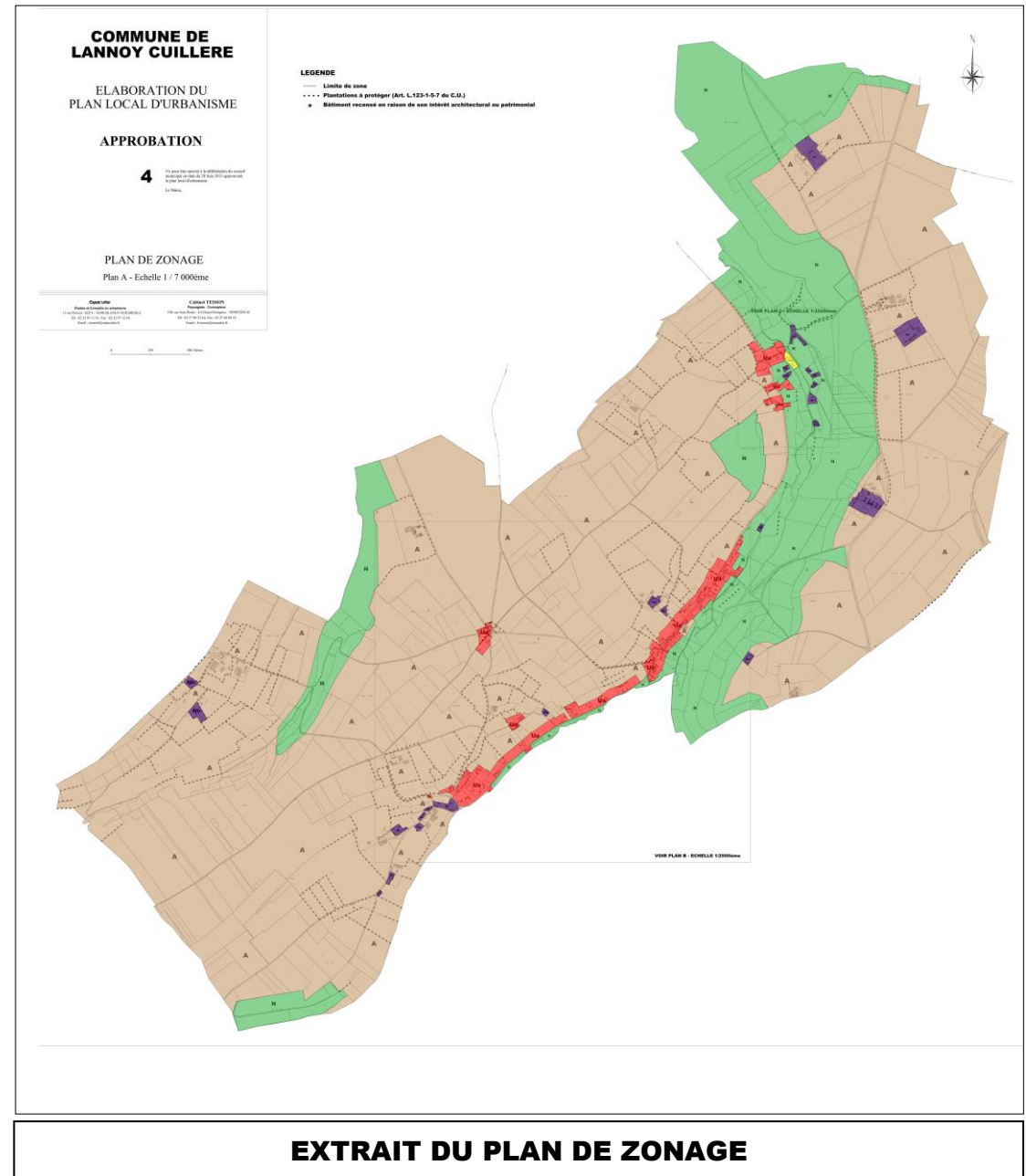
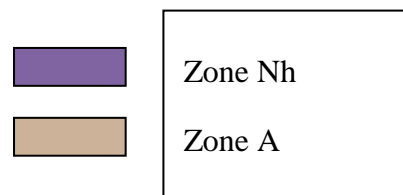
Au niveau de la construction récente, un principe identique à celui défini dans la vallée, a été validé par les élus : la limite de la zone Ua est fixée à 55 mètres de la voie communale n°6 ; l'accès par l'autre voirie étant difficile en raison de la présence d'un talus prononcé.



c) Les écarts et la zone agricole

Les écarts et les constructions isolées sont inscrits en zone Nh, permettant l'évolution des constructions existantes, en respect de l'objectif du PADD de gestion du bâti existant sur l'ensemble du territoire. Cette zone permet les modifications, les extensions et la réalisation d'annexes, mais aucune nouvelle habitation ne sera autorisée. Ce classement répond aux lois SRU et ENE, prônant notamment la densification des principaux pôles construits, la limitation du mitage des territoires et la préservation des terres agricoles.

Les exploitations et terres agricoles ont été protégées en zone A.  
Cette zone dédiée permettra aux exploitations agricoles de faire évoluer leurs activités.



### **IV.3 - Justification du règlement**

Le règlement précise les dispositions à respecter dans chaque zone. Un chapitre fixe en 14 articles les règles à respecter par zone.

#### **Articles 1 et 2 - Occupations et utilisations des sols**

Ces articles permettent d'introduire ou de soumettre à conditions les occupations du sol qui sont compatibles avec la vocation de la zone.

En zone Ua, ils permettent une mixité des fonctions urbaines : des restrictions sont édictées pour les activités industrielles, artisanales et les installations classées afin d'éviter tout conflit avec la fonction d'habitat.

Les terrains de camping et de caravanes sont interdits en zone urbaine car non compatibles avec la densité urbaine des zones.

La zone N correspond aux zones naturelles et forestières à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.

C'est pourquoi, seules sont autorisées, sous réserve de ne pas compromettre la qualité du site, les constructions liées à l'observation et la protection du site. Sont également autorisées les dispositions d'aménagement, de protection ou de restaurations des espaces naturels prises en application du document d'objectifs (DOCOB) du site NATURA 2000.

Des prescriptions spécifiques ont été définies en zones Nh et Na afin de permettre la gestion et l'évolution du bâti existant.

En zone A, vouée à l'agriculture, les occupations ou utilisations du sol autorisées doivent être liées à l'activité agricole. Les constructions nécessaires au bon fonctionnement des équipements publics sont également autorisées.

#### **Article 3 - Conditions de desserte et d'accès aux voiries.**

Cet article régit les accès privés et type de voiries qui doivent desservir les parcelles à construire. Les règles de l'article 3 organisent les accès sur les voies de manière à préserver la sécurité. Tout projet ne doit pas nuire à la bonne circulation.

#### **Article 4 - Conditions de desserte par les réseaux.**

Cet article détermine les conditions de raccordement aux réseaux indispensables à la constructibilité des terrains. Des prescriptions liées à la gestion des eaux pluviales ont été précisées. L'imperméabilisation doit être limitée et maîtrisée.



### **Article 5 - Caractéristique des terrains**

Cet article permet à certaines conditions de fixer une superficie minimale pour la constructibilité des terrains. Les élus n'ont pas souhaité mettre en œuvre une telle réglementation. Toutefois, pour la zone Ua il est précisé que « La parcelle devra être apte à recevoir un assainissement individuel et pluvial conformément à la réglementation en vigueur. »

Pour les zones A et N, il n'est pas fixé de prescriptions spéciales.

### **Article 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies**

Cet article permet de maintenir ou de modifier les caractéristiques morphologiques des zones.

Ainsi en zone urbaine Ua, l'implantation est fixée soit en alignement des voies, soit en retrait de 5 m, de manière à préserver la caractéristique architecturale de la commune.

Comme évoqué précédemment, les élus ont souhaité fixer, en zone Ua, une bande constructible afin de garder les caractéristiques morphologiques du bâti. Ainsi, entre 0 et 45 mètres comptés à partir de l'alignement des voies publiques ou susceptibles de le devenir, les habitants pourront établir leur construction principale ou des bâtiments annexes. Entre 45 et 55 mètres, seules les annexes pourront être réalisées.

Pour la zone A, les constructions d'habitation doivent être implantées soit à l'alignement, soit à 5 mètres. En revanche, les élus n'ont pas souhaité fixer de prescription spéciale pour les bâtiments agricoles afin de ne pas gêner l'activité agricole qui peut être soumise à des contraintes spécifiques.

En zone N, les constructions et extensions autorisées devront respecter une distance minimale des emprises publiques de 5 m, sauf adaptations mineures.

### **Article 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Cet article permet de maintenir ou de modifier les caractéristiques morphologiques des zones.

LANNOY CUILLERE est une commune rurale. Aussi, les prescriptions d'implantation suivantes permettent de garantir des principes de bon voisinage : en zone Ua, A, Nh et Na, les constructions d'habitation doivent être implantées à une distance au moins égale à 3 mètres des limites séparatives.

En zone A, les constructions agricoles présentant des gabarits plus volumineux et pouvant générer des nuisances pour le voisinage, les prescriptions sont différenciées. Ainsi, ce type de construction devra être implanté à une distance au moins égale à la moitié de la hauteur de la construction sans jamais être inférieure à 5 m.

### **Article 8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété**

Les dispositions de cet article permettent d'imposer un espacement entre deux bâtiments pour assurer l'éclaircissement des locaux. Dans l'ensemble des zones créées dans le PLU, aucune prescription a été définie.

### **Article 9 - Emprise au sol des constructions**

Cette disposition permet de limiter la partie de terrain utilisée pour les constructions dans le souci de maintenir le cadre de vie et les surfaces imperméabilisées. Compte tenu de la structure du foncier, il n'est pas apparu pertinent du point de vue de la maîtrise du paysage de fixer d'emprise maximum.

### **Article 10 - Hauteur maximale des constructions**

La limitation de la hauteur des constructions permet de s'assurer de l'harmonie des silhouettes bâties avec le cadre environnant.

En zone Ua afin de préserver la typologie architecturale de la commune, la hauteur des constructions est limitée à un étage droit sur rez-de-chaussée plus un niveau de comble aménageable dont l'encuvement ne dépassera pas 50 cm. Des dépassements de hauteur pourront être autorisés pour les équipements publics et pour les installations à caractère technique nécessaires au fonctionnement des établissements autorisés.

Pour la zone A, la hauteur de toute construction, à usage d'habitation, ne doit pas excéder un étage droit sur rez-de-chaussée plus un niveau de comble aménageable dont l'encuvement ne dépassera pas 50 cm.

Quant à la hauteur des bâtiments, dont l'activité est liée à l'agriculture, la hauteur ne devra pas dépasser 15 mètres au faîtage. Des dépassements en hauteur peuvent être autorisés pour les installations de caractère technique ou superstructures nécessaires au fonctionnement des établissements et pour les équipements d'infrastructure.

Dans les secteurs Nh, dans un souci de préservation des caractéristiques architecturales, la hauteur de toute construction ne doit pas excéder un étage droit sur rez-de-chaussée plus un niveau de comble aménageable dont l'encuvement ne dépassera pas 50 cm. De plus, la hauteur des extensions ainsi que celle des annexes ne devra pas dépasser la hauteur de la construction principale.

Dans le secteur Na, afin de maintenir une unité architecturale, la hauteur de toute construction ne doit pas excéder un étage droit sur rez-de-chaussée plus un niveau de comble aménageable. Des dépassements de hauteur pourront être autorisés pour les installations à caractère technique nécessaires au fonctionnement des établissements autorisés

Dans le secteur N, dans un souci de préservation et d'intégration au site, les constructions ne devront pas excéder 3,5 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère.

### **Article 11 - Aspect extérieur des constructions**

Cet article permet de définir les règles destinées à harmoniser l'aspect des bâtiments entre eux. Les thèmes suivants sont abordés :

- Généralités
- Volumes et terrassements
- Toitures
- Matériaux de couverture
- Ouvertures en toiture
- Les capteurs solaires et antennes
- Façades, matériaux, ouvertures en façades
  - Matériaux des façades
  - Ouvertures en façades
- Clôtures en façade

Les principes définis ont pour objectif de préserver le cadre de vie de la commune de LANNOY CUILLERE, dans un principe de développement durable (matériaux et énergies propres).

Les dispositions de l'article R-111.21 du Code de l'Urbanisme sont applicables. Tout projet d'architecture d'expression contemporaine sera recevable dès lors que cette architecture ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

### **Article 12 - Aire de stationnement**

Le nombre de place de stationnement exigé par cet article est fonction de la destination de la construction. Ainsi, le stationnement des véhicules correspondant aux besoins actuels et futurs des usagers, des visiteurs et des services, doit être assuré en nombre suffisant en dehors des voies publiques. Pour les constructions nouvelles, des aires de stationnement sont exigées, à raison d'un minimum de 2 places par logement, aménagées sur le terrain d'assiette. Des écrans boisés seront aménagés autour des parkings de plus de 400 m². La réalisation d'aires de stationnement devra être accompagnée de dispositifs permettant une gestion des eaux pluviales.

### **Article 13 - Espaces libres et plantations**

Afin de préserver les caractéristiques végétales et paysagères de la commune, cet article impose aux constructeurs le traitement paysager des espaces libres, la préservation des plantations existantes, ...

De plus, l'arrachage des haies figurant au plan de zonage sera autorisé uniquement après validation de la demande par la commission urbanisme. Enfin, en zone UA et N, afin de limiter l'imperméabilisation des sols, au moins 25% de la surface de la parcelle bâtie ou à bâtir doit être maintenu en surface perméable.

#### **Article 14 - Coefficient d'occupation du sol**

Cet article fixe le nombre maximum de m<sup>2</sup> de surface de plancher constructibles en fonction de la superficie de l'unité foncière.

Les règles de constructions de la forme urbaine, c'est-à-dire des articles 6 à 13, sont jugées suffisamment précises pour conduire à la réalisation de la forme urbaine retenue pour les zones urbaines et à urbaniser. En conséquence, il n'est pas fixé de coefficient d'occupation des sols à l'article 14 pour toutes les zones.

### **IV.4 - Autres prescriptions figurant aux documents graphiques**

#### **IV.4.1 - Espaces boisés classés**

Les espaces boisés classés sont délimités en application de l'article L. 130-1 du code de l'urbanisme. Cette prescription concerne des plantations existantes ou des plantations à créer et interdit toutes occupations et utilisations des sols qui s'opposeraient à la préservation ou à la création des plantations. LANNOY CUILLERE compte plusieurs espaces boisés. Dans le PLU, ces éléments ont été repris en zone naturelle N.

#### **IV.4.2 - Emplacements réservés**

Aucun emplacement réservé n'a été créé.

#### **IV.4.3 - La protection du patrimoine**

Les bâtiments disposant d'un patrimoine à protéger ont été recensés. Ce recensement fait l'objet d'une notice spécifique dans le dossier de PLU (pièce n°5).

#### **IV.4.4 - Les secteurs de risques naturels**

LANNOY CUILLERE est parcouru par plusieurs axes de ruissellements et coulées de boues ; des zones « humides ou inondables » sont également identifiées de part et autre du cours d'eau. Un travail d'analyse a été réalisé en collaboration avec les élus et l'Institution



Interdépartementale de la Bresle pour localiser ces problématiques. En fonction, des risques identifiés, le zonage a été adapté : maintien en zone non constructible.

#### **IV.4.5 - Les secteurs de risques technologiques**

Il n'existe pas d'installations polluantes à LANNOY CUILLERE. Aucune prescription particulière n'a été prise dans le P.L.U..

#### **IV.4.6 Le droit de préemption urbain**

Le droit de préemption urbain est un mode public d'acquisition foncière très finalisé. En application des articles L.210.1 et L.300.1, il peut être exercé en vue de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement tendant à : Mettre en œuvre une politique locale de l'habitat ; Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ; Promouvoir les loisirs ou le tourisme ; Réaliser des équipements collectifs ; Lutter contre l'insalubrité ; Sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti ; Créer ou aménager des jardins familiaux (article L.126.1). Le droit de préemption urbain ne peut être institué que dans certains secteurs seulement (article L.211.1). Ces secteurs sont tout ou partie :

- Des zones urbaines (U) ou d'urbanisation future (AU), délimitées par le plan local d'urbanisme ;
- Des territoires couverts par un plan d'aménagement de zone (PAZ) approuvé en application de l'article L.311.4 ;
- Des territoires couverts par un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), rendu public ou approuvé en application de l'article L.313.1.

La délibération du conseil municipal instituant le droit de préemption urbain peut être prise le même jour que la délibération rendant public ou approuvant le P.L.U.. Mais, tant que le P.L.U. ne sera pas exécutoire et opposable aux tiers, le droit de préemption urbain n'entrera pas en vigueur. Le périmètre de préemption doit être reporté sur des documents graphiques, par une procédure de mise à jour si nécessaire. L'exercice de ce droit devra être motivé et appuyé sur une volonté communale d'aménagement.

Le conseil municipal pourra décider d'instaurer un droit de préemption urbain sur ses zones U. Le cas échéant, ce D.P.U. fera l'objet d'une délibération du conseil municipal à l'approbation du P.L.U..

# **CINQUIEME PARTIE - INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE CADRE DE VIE / MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR**

La volonté de la commune de LANNOY CUILLERE est d'assurer le développement de la commune tout en préservant le cadre de vie et la qualité de son environnement et de ses paysages naturels et urbains qui participent largement à son attractivité.

Le plan local d'urbanisme traduit cette volonté à travers un développement urbain maîtrisé et modéré et la mise en œuvre de mesures pour protéger les espaces naturels.

### **V.1 - Incidences sur l'occupation du sol**

Le développement futur de la commune a été réfléchi avec le souci d'une gestion économe de l'espace : LANNOY CUILLERE est constituée de 3 pôles construits principaux et nombreux écarts. Aussi afin de ne pas favoriser le mitage du territoire, les élus ont choisi de réaliser le développement communal dans un principe de densification des 3 principaux pôles urbanisés. Les dents creuses et espaces mutables s'inscrivent dans la continuité du tissu urbain existant, dans un principe de renforcement de cette trame urbaine.

Les 3 pôles construits principaux ont été inscrits en zone urbaine, autorisant un développement des dents creuses et des espaces interstitiels. Aucune zone de développement n'a été créée. Les autres constructions ont été classées en secteur naturel ou agricole, en fonction de leur vocation. Ce choix permet de préserver de grandes entités naturelles ainsi que la caractéristique morphologique du territoire communal.

### **V.2 - Incidences sur le paysage**

La commune de LANNOY CUILLERE présente une identité paysagère forte et spécifique. En effet, la commune s'inscrit dans un site naturel très riche faisant l'objet de multiples protections environnementales. La mairie travaille d'ailleurs en collaboration avec le Conservatoire des Sites de Picardie pour la conservation et la mise en valeur de ses larris.

Il est donc essentiel de maintenir ces caractéristiques paysagères qui contribuent à la qualité du cadre de vie des habitants et à la spécificité de la commune. Le PLU de LANNOY CUILLERE a ainsi été élaboré avec l'objectif de préserver ces qualités de paysage et le cadre de vie des habitants en renforçant l'urbanisation dans la vallée et en maintenant en l'état les secteurs plus isolés de la commune.

Tout d'abord le caractère rural du site en tant qu'élément du paysage mais aussi du cadre de vie a justifié un zonage concentrant les urbanisations futures dans les espaces libres et les dents creuses des pôles construits de la vallée, afin d'éviter le mitage du territoire au détriment de l'activité agricole et des paysages.

Plusieurs mesures viennent appuyer cette volonté de mettre en valeur le caractère paysager de la commune en lui donnant un cadre réglementaire:

- Les principaux boisements présents dans la commune ont fait l'objet d'un classement en zone N,
- Les haies bocagères ont été répertoriées et protégées au titre de l'article L 123-1-5 7° du code de l'urbanisme,

- L'autonomie des constructions isolées a été respectée, ainsi aucune urbanisation nouvelle n'est rendue possible dans les secteurs isolés de la commune, à l'exception du lieu-dit La Chapelle,
- Les anciennes fermes et constructions isolées ont été recensées et classées en N (avec un indice en fonction des caractéristiques de la zone) avec des contraintes précises visant à maintenir la qualité du lieu et éviter leur densification.

Enfin l'article 11 de chaque zone règlemente de façon précise les possibilités de traitement extérieur des constructions.

### **V.3 - Incidences de l'urbanisation des dents creuses et des espaces interstitiels**

Des dents creuses et des espaces interstitiels ont été identifiés au niveau des pôles construits situés dans la vallée. L'urbanisation de ces espaces qui ont été repérée aura un faible impact sur l'environnement. En effet, l'implantation de nouvelles constructions dans les dents creuses s'inscrit dans un principe de densification des zones déjà bâties afin de lutter contre le phénomène de mitage du territoire communal, consommateur d'espace, impactant durablement le paysage et coûteux en réseaux. Les espaces interstitiels permettent de faire le lien entre des espaces déjà urbanisés. Comme évoqué précédemment, l'urbanisation de ces espaces engendrera un impact paysager beaucoup moins important qu'une urbanisation en coteau, dominant la vallée.

### **V.4 - Incidences du plan sur les déplacements**

La commune de LANNOY CUILLERE possède un territoire assez vaste, de forme allongé et caractérisé par un relief marqué. Ces éléments ne rendent pas toujours aisés les déplacements au sein du territoire. Toutefois, il est à noter que l'un des objectifs du PADD réside dans la mise en valeur et le confortement des chemins de randonnée qui parcourent le territoire de LANNOY CUILLERE.

De plus, le renforcement de l'urbanisation dans la vallée, accueillant les équipements publics et bien desservie grâce à la route départementale, permettra d'une part de limiter les déplacements sur le territoire communal et d'autre part, de ne pas accentuer les liaisons Est / Ouest moins aisées.

En outre, il est à noter que seuls les 3 pôles situés dans la vallée (Rothois, le centre bourg et Frettencourt), qui accueilleront les futures constructions, sont desservis par le transport scolaire.

Un des objectifs communaux, exprimé à travers le PADD, correspond au confortement d'une opération singulière mise en place par la mairie, à savoir un système de navettes par taxi, à disposition des habitants, pour se déplacer en direction de Formerie et Aumale (premiers bassins de vie des habitants de LANNOY CUILLERE).



En dehors du territoire, les habitants bénéficient de différents transports en commun. Les habitants de LANNOY CUILLERE peuvent emprunter le train depuis la gare d'ABANCOURT située à moins 5 km du centre bourg. D'autre part, les habitants peuvent également utiliser la ligne de car n°43 et n°43C, mise en place par le Conseil Général, desservant quotidiennement les communes de Formerie et Abancourt et permettant de se rendre à Beauvais.

Ces modes de transports contribuent à limiter l'émission des gaz à effet de serre.

La présence des principaux bassins d'emploi à proximité de LANNOY CUILLERE réduira également le déplacement des habitants et l'émission des gaz à effet de serre : Formerie (7 km), Aumale (8 km) et Feuquières (11 km).

### **V.5 - Incidences du plan sur la gestion de l'eau**

L'évolution de l'urbanisation programmée dans le PLU prend en compte les différentes problématiques liées à la gestion de l'eau au sens large :

- les eaux usées : le schéma directeur d'assainissement des eaux usées et le zonage d'assainissement ont été pris en compte dans l'étude du P.L.U. En outre, en parallèle de l'élaboration du PLU, les élus ont réalisé la mise aux normes des systèmes d'assainissement individuel sur l'ensemble de la commune,
- les eaux pluviales : un travail de repérage a été effectué avec les élus et l'Institution Interdépartementale de la Bresle et les informations connues ont été reportées sur un fond de plan cadastral,
- l'eau potable : le réseau d'eau potable a été analysé en terme de présence et capacité. Un représentant du syndicat d'eau a participé à une réunion thématique sur le sujet.
- le risque de coulées de boues / ruissellements et de « zones humides ou inondables » : pour cette thématique également, un travail de repérage a été effectué avec les élus, l'Institution Interdépartementale de la Bresle et les informations connues ont été reportées sur un fond de plan cadastral. La constructibilité a été interdite dans les zones concernées par les coulées de boues. Aucune zone n'a été ouverte à l'urbanisation dans les secteurs potentiels d'inondation par débordement du cours d'eau ou « zones humides ». L'ensemble des haies a été protégé et participe à la limitation du phénomène de ruissellement.

Le règlement du PLU a repris certaines prescriptions :

#### **Article 1 du règlement :**

Dans toutes les zones, le remblaiement des mares ou la suppression de tout obstacle naturel aux ruissellements (haies, talus, ...) est interdit.

**Article 4 du règlement :** pour l'ensemble des zones :

**4.1 - Eau potable**

4.1.1 - Toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public d'eau potable sous pression, présentant des caractéristiques suffisantes, par des canalisations souterraines.

4.1.2 - Les citernes et les mares existantes doivent être conservées et entretenues pour servir d'appoint en cas de défense contre les incendies.

**4.2 - Assainissement eaux usées**

4.2.1 - Toute construction ou installation nouvelle disposera obligatoirement d'un dispositif d'assainissement individuel, autorisé conformément au schéma d'assainissement de la commune et à la réglementation en vigueur.

4.2.2 - L'évacuation d'eaux usées non traitées dans les rivières, fossés ou réseau public d'eaux pluviales est interdite.

**4.3 - Assainissement eaux pluviales**

4.3.1 - Les eaux pluviales seront gérées sur chaque parcelle : elles ne seront pas dirigées sur l'espace public et/ou chez les voisins.

4.3.2 - L'imperméabilisation doit être limitée et maîtrisée.

4.3.4 - Dans tous les cas, les débits d'eaux pluviales sortant des opérations d'aménagement ou de constructions ne doivent pas constituer une aggravation des risques d'inondation en aval par rapport à la situation préexistante.

4.3.5 - S'il existe un réseau pluvial, seul le débit de fuite ou le trop plein du dispositif de régulation pourra y être raccordé.

**Article 13 du règlement :**

Dans les zones Ua et N: « Afin de limiter l'imperméabilisation des sols, au moins 25% de la surface de la parcelle bâtie ou à bâtir doit être maintenu en surface perméable ».

La desserte en réseaux eau potable est suffisante pour desservir les dents creuses et espaces interstitiels des pôles construits de la vallée.

## **V.6 - Préservation des zones agricoles**

Le projet de LANNOY CUILLERE a pris en compte l'aspect agricole. Le document a été réfléchi avec les services compétents. Les exploitations agricoles sont préservées en zone A agricole. Les terrains ouverts à l'urbanisation ne viennent pas pénaliser les exploitants en place sur le territoire communal.

La diversification des exploitations a bien été prise en compte en recensant chaque bâtiment disposant d'un patrimoine à protéger, suivant l'article L.123-1-5-7 du code de l'urbanisme.

## **V.7 - Les incidences du projet sur l'environnement**

Les principaux enjeux environnementaux de la commune de LANNOY CUILLERE se situent au niveau de la vallée et du coteau Est de la Bresle. En effet, ces milieux sont reconnus pour leur intérêt patrimonial par les inventaires Z.N.I.E.F.F, les zones humides et la zone NATURA 2000. Ils présentent également un intérêt écologique fonctionnel puisque les milieux offrent abris, nourriture et lieu de reproduction pour les espèces animales et végétales.

Les boisements situés sur les versants ont également un rôle dans la préservation des sols (érosion et ruissellement).

Les éléments naturels présentés sur le territoire communal tels que les mares, les vergers et les haies contribuent également à la valeur écologique de la commune. Bien que ne faisant pas spécifiquement l'objet d'inventaire ou de mesure de protection, ces milieux naturels constituent des zones d'habitat, de nourrissage et de refuge pour de nombreuses espèces. Ces milieux favorables à la biodiversité « ordinaire » constituent des éléments de la trame verte.

### **V.7.1 Généralités sur les incidences potentielles du document**

Cette étape de l'analyse vise à identifier les composantes du document d'urbanisme génératrices de pressions ou effets environnementaux, qui pourront ainsi avoir des incidences sur le territoire. Elle est basée sur les enjeux environnementaux définis dans les premières phases d'élaboration du P.L.U.

L'évaluation des incidences du projet de zonage sur l'environnement considère chaque secteur de la commune, en fonction de sa localisation, de son affectation et des enjeux environnementaux qui y sont liés. Il s'agit alors d'une approche territoriale des incidences. L'analyse s'attachera également à mettre en évidence comment le projet contribue à la préservation des secteurs les plus sensibles sur le plan environnemental.

### **V.7.2 Analyse des incidences du projet**

Les principaux enjeux environnementaux du territoire de LANNOY CUILLERE concernent les espaces situés au niveau de la vallée et du coteau Est, ainsi que les éléments naturels participant à la richesse écologique du territoire. L'analyse présentée dans la suite de ce rapport concerne dans un premier temps l'évaluation des incidences sur les portions de territoire à enjeux puis s'attachera dans un second temps à présenter les incidences potentielles de chaque type de zone définie dans le projet.

#### ***V.7.2.1- Les sites naturels remarquables et protégés***

##### **a) - Les Z.N.I.E.F.F. de type 1**

Les Z.N.I.E.F.F. sont des zones d'inventaires scientifiques permettant de mettre en évidence la richesse écologique, patrimoniale et / ou fonctionnelle d'un secteur. L'inventaire Z.N.I.E.F.F. ne constitue pas un outil réglementaire de protection. En revanche, ce rôle de « porter à connaissance » permet d'identifier les enjeux pouvant être associés à ce site. Les Z.N.I.E.F.F. de type 1 sont caractérisées par l'intérêt biologique remarquable d'un secteur.

Pour mémoire, le territoire de LANNOY CUILLERE abrite 4 Z.N.I.E.F.F. de type 1 :

- Cours de la Bresle et Prairies associées,
- Larris de la Briqueterie à Lannoy-Cuillère,
- Larris de Lannoy Cuillère, d'Abancourt et de St Valéry, Bois de Varambeaumont,
- Larris de Gourchelles-Romescamps et de Quincampoix-Fleuzy

- **ZNIEFF de type I : Cours de la Bresle et Prairies associées**

D'après, la fiche descriptive de cette ZNIEFF, les principaux facteurs influençant l'évolution de la zone sont les suivants :

- La réalisation de nombreuses carrières d'extraction de matériaux dans la vallée de la Bresle a globalement dégradé son intérêt. Une grande partie des prairies de fauche initiales ont été irrémédiablement détruites avec leurs cortèges floristiques et faunistiques remarquables associés. Les prairies relictuelles qui subsistent méritent d'être préservées des différentes menaces qui pèsent sur elles ou qui sont déjà en



cours de réalisation : carrières, maïsiculture, plantations de peupliers, plantations de résineux, remblaiement de zones humides, dépôts de déchets divers, extension de zones industrielles ou commerciales, réalisation de terrains de sport,...

- L'entretien parfois intensif ou les pratiques agricoles favorisent les apports et les dépôts de matières en suspension, ainsi que le colmatage des substrats. La pollution diffuse accroît les risques d'eutrophisation. Le cloisonnement important limite l'amoncellement des migrateurs vers leurs zones de frayères potentielles. Les ballastières influencent les peuplements piscicoles de la Bresle, en apportant des espèces cyprinicoles dans un milieu salmonicole, en augmentant la température des eaux et le taux de matières en suspension et en modifiant les composantes édaphiques. Le concrétionnement des substrats est important localement et limite l'intérêt au niveau des zones de frayères. Globalement, les peuplements piscicoles sont en deçà des potentialités de la rivière.
- Les pollutions industrielles sont à circonscrire (il serait nécessaire d'améliorer les rendements épuratoires dans l'industrie du verre).
- La réalisation d'un ascenseur à poissons au Tréport permet de favoriser leur migration.
- Certaines prairies pâturées mériteraient d'être extensifiées, afin de favoriser des espèces remarquables (orchidées,...).

Il est rappelé que cette ZNIEFF concerne le cours d'eau et ses abords. A travers le PLU, ces espaces sont classés en zone N, correspondant aux zones naturelles de la commune à préserver. Dans ces secteurs, une large majorité des modes d'occupation et d'utilisation du sol sont interdits. Seuls peuvent être autorisés certains équipements « sous réserve de ne pas compromettre la qualité du site ».

Les constructions existantes isolées ou excentrées ont été classées en Nh ou Na afin de permettre une gestion de ces constructions, mais aucune nouvelle habitation ne sera autorisée.

- ZNIEFF de type I : Larris de la Briqueterie à Lannoy-Cuillère

D'après, la fiche descriptive de cette ZNIEFF, les principaux facteurs influençant l'évolution de la zone sont les suivants :

- La cessation de l'entretien par le pâturage ovin entraîne l'embroussaillage progressif de la pelouse. Il s'ensuit une disparition de la flore et de la faune héliophiles remarquables. L'idéal consisterait en une restauration de ce pâturage ovin, de façon extensive.
- Par ailleurs, une éventuelle extension de la carrière de craie devrait être évitée, du fait de la richesse de ces milieux et de la présence des centaines de Parnassies sur le site.

Cette ZNIEFF n'est pas située au niveau d'une zone urbanisée. Dans le PLU, elle est classée en zone N qui correspond « aux secteurs, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels ». Ainsi, dans ces secteurs, les constructions sont limitées. Seuls peuvent être autorisés certains équipements « sous réserve de ne pas compromettre la qualité du site ».

- **ZNIEFF de type I : Larris de Lannoy Cuillère, d'Abancourt et de St Valéry, Bois de Varambeaumont**

D'après, la fiche descriptive de cette ZNIEFF, les principaux facteurs influençant l'évolution de la zone sont les suivants :

L'embroussaillage, généré par l'abandon des pratiques pastorales extensives, entraîne la disparition progressive de la flore et de la faune héliophiles remarquables, ainsi que la dégradation de la qualité paysagère et du patrimoine cynégétique de ces larris. L'action des quelques lapins et des chevreuils, présents sur le site, sur les herbacées et les buissons envahissants, ne compense pas suffisamment cet enrichissement naturel.

Cette ZNIEFF reprend la rive Est du cours d'eau et le coteau. A travers le PLU, ces espaces sont classés en zone N, correspondant aux zones naturelles de la commune à préserver. Dans ces secteurs, une large majorité des modes d'occupation et d'utilisation du sol sont interdits. Seuls peuvent être autorisés certains équipements « sous réserve de ne pas compromettre la qualité du site ».

Les constructions existantes isolées ou excentrées ont été classées en Nh ou Na afin de permettre une gestion de ces constructions, mais aucune nouvelle habitation ne sera autorisée.

- **ZNIEFF de type I : Larris de Gourchelles-Romescamps et de Quincampoix-Fleuzy**

D'après, la fiche descriptive de cette ZNIEFF, les principaux facteurs influençant l'évolution de la zone sont les suivants :

La cessation de la valorisation pastorale, sur une grande partie du larris, entraîne la densification de la pelouse, ainsi que son embroussaillage. Il s'ensuit une perte de son originalité à la fois biologique, cynégétique et paysagère. L'idéal consisterait en la réhabilitation d'un pâturage ovin extensif.

Cette ZNIEFF se situe à l'extrémité Est du territoire communal. Au vue de sa localisation, elle a été classée en zone A du PLU qui correspond « aux secteurs équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ». Dans les zones « A », seules les constructions liées à l'activité agricole ou aux équipements d'intérêt collectif sont autorisés. Les nouvelles constructions dans cette zone seront donc limitées.

**Ainsi, le projet de zonage du P.L.U. n'a pas vocation à modifier la typologie des espaces naturels, agricoles et anthropisés qui appartiennent au périmètre actuel des Z.N.I.E.F.F de type I. Il ne modifiera donc pas les milieux naturels d'intérêt au sein du périmètre. Il n'aura pas d'incidence directe sur les espèces et habitats déterminants de ces Z.N.I.E.F.F.**

**Aucune zone d'ouverture à l'urbanisation (zones « AU ») n'est envisagée en limite ou à proximité immédiate des Z.N.I.E.F.F. de type 1.**

**Ainsi, aucune incidence indirecte sur les espèces et milieux déterminants n'est envisagée.**

**L'impact potentiel de la mise en œuvre du P.L.U. sur les Z.N.I.E.F.F. de type 1 sera très limité voire nul.**

b) - Les Z.N.I.E.F.F. de type 2

Le territoire de LANNOY CUILLERE abrite 1 Z.N.I.E.F.F. de type 2. Les Z.N.I.E.F.F. de type 2 correspondent à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou offrant des potentialités biologiques importantes. Elles se rapportent ainsi à l'intérêt fonctionnel du territoire considéré.

D'après, la fiche descriptive de cette ZNIEFF, les principaux facteurs influençant l'évolution de la zone sont les suivants :

- La réalisation de nombreuses carrières d'extraction d'alluvions dans la vallée de la Bresle,
- L'entretien parfois intensif, ainsi que les pratiques agricoles,
- Les pollutions industrielles,
- Les plantations de résineux et de peupliers,
- l'abandon des pelouses calcicoles,
- Sur les coteaux pâturés, l'utilisation d'engrais et le surpâturage,
- La transformation de certaines pelouses originelles en cultures,
- Certaines lisières présentent une végétation perturbée à la suite des apports d'engrais,
- Le passage de l'autoroute A 28 au travers du site forme une rupture du corridor écologique que constitue la vallée de la Bresle.

Le territoire couvert par la Z.N.I.E.F.F. de type 2 sur LANNOY CUILLERE concerne les milieux associés à la vallée de la Bresle et les coteaux voisins. Elle couvre donc des espaces déjà concernés par les ZNIEFF de type I, classées en zone N et Nh ou Na, mais aussi les 3 pôles construits situés dans la vallée (Rothois, le bourg et Frettencourt), inscrits en zone Ua et enfin des zones utilisées par l'agriculture, classées en zone A.

Le classement des secteurs concernés par la Z.N.I.E.F.F. en zone N, Nh ou Na, A ou Ua a pour vocation :

- ✓ Pour les zones N, de préserver les terrains et maintenir le mode d'occupation du sol et de gestion existants, en interdisant les constructions autres que celles liées à l'intérêt général ou à l'équipement public, ainsi que les aménagements légers de loisirs (aires de jeux, de pique-nique, liés à la pêche l'observation de la faune et la flore...) ;
- ✓ Pour les zones Nh ou Na, de préserver les terrains en autorisant uniquement les extensions, réhabilitations ou extensions des constructions existantes dans les secteurs urbanisés en zone naturelle ;
- ✓ Pour les zones A, de maintenir l'activité agricole ainsi que les aménagements nécessaires à son maintien, en interdisant les constructions non liées à l'activité agricole ou à l'intérêt général et collectif.
- ✓ Pour les zones Ua, de permettre la gestion du bâti existant, mais aussi l'urbanisation des dents creuses et espaces interstitiels, en renforcement du bâti existant. Toutefois, il est à préciser que d'après les principaux facteurs influençant l'évolution de la zone décrit ci-dessus, l'urbanisation n'apparaît pas comme un enjeu prioritaire. Les pelouses calcicoles se situent sur le coteau Est de la Bresle, donc à

l'opposé des zones urbanisées. A noter également que des coupures ont été maintenues entre les zones Ua, permettant des connexions entre les 2 coteaux à travers la vallée :

- Au niveau de Rothois, entre Rothois et le centre bourg,
- Entre le bourg et Frettencourt,
- Au niveau de Frettencourt.

De plus, l'ensemble du réseau de haies bocagères a été recensé et fait l'objet d'une protection au titre de l'article L.123.1-5-7 du Code de l'Urbanisme. Les essences dites invasives ont été interdites.

Enfin, au niveau des zones urbanisées, en parallèle de l'élaboration du PLU, les élus ont réalisé la mise aux normes des systèmes d'assainissement individuel sur l'ensemble de la commune.

**Malgré l'urbanisation des dents creuses en zone Ua, le projet de zonage du P.L.U. n'engendrera pas une coupure complète de la ZNIEFF de type II, les connexions pourront être maintenues entre les 2 coteaux, à travers la vallée. Les espaces présentant un intérêt écologique fort (larris) sont inscrits en zone N (coteau Est). Le cours d'eau et les masses boisées comportant les espèces et habitats déterminants sont également classés en zone N. Le projet de zonage du P.L.U. n'altérera donc pas la fonctionnalité du site.**

**Ainsi, la mise en œuvre du P.L.U. n'apportera pas de nouvelle contrainte sur la Z.N.I.E.F.F. de type 2.**

#### *V.7.2.2 - Les corridors écologiques potentiels*

Plusieurs corridors écologiques potentiels sont identifiés sur le territoire de LANNOY CUILLERE. En fonction de leur localisation, ils sont classés en zone N ou A du PLU.

Le corridor écologique traversant les pôles bâtis du centre bourg et Frettencourt a fait l'objet d'une attention particulière dans la définition du projet de zonage. Une coupure à l'urbanisation a été maintenue et agrandie suite à la demande de la DREAL lors de la réunion du 19 Juillet 2011.

**Le projet de PLU n'engendrera pas de coupure des corridors écologiques potentiels identifiés sur le territoire de LANNOY CUILLERE.**



### V.7.2.3 - Les sites du réseau Natura 2000

Le site NATURA 2000 « Vallée de la Bresle » se situe sur la commune de LANNOY CUILLERE et englobe le cours d'eau et le coteau Est de la vallée. L'ensemble de ces espaces a été classé en zone N et Nh du PLU.

Pour mémoire, la zone N correspond « aux secteurs, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels ». Ainsi, dans ces secteurs, les constructions sont limitées. Seuls peuvent être autorisés certains équipements « sous réserve de ne pas compromettre la qualité du site ».

Les zones Nh correspondent à des parcelles bâties et considérées en zone naturelle, au sein desquelles les constructions sont limitées aux annexes, extensions et réhabilitation des constructions existantes.

Aucune zone urbaine (zones U) ou zone d'ouverture à l'urbanisation (zones AU) n'est définie sur le site NATURA 2000.

Nous allons nous attacher, ci-dessous, à analyser les incidences potentielles globales puis espèces par espèces du projet de PLU. Les données utilisées proviennent du DOCOB, transmis par l'EPTB de la Bresle.

#### a) – Généralités : Impacts potentiels du PLU

Sont repris ci-dessous, les principaux impacts potentiels du PLU (cf fiche EI 1 site internet [www.natura2000-picardie.fr](http://www.natura2000-picardie.fr)) :

- *Destruction directe d'habitats, d'espèces animales et/ou végétales d'intérêt communautaire* : comme évoqué dans le paragraphe précédent, aucune zone urbaine ou zone d'ouverture à l'urbanisation n'est définie sur le site NATURA 2000 dans le projet de PLU. Quelques habitations éparses sont existantes, le principe retenu dans le PLU est de permettre une gestion de ces constructions, mais pas de réalisation de nouvelles habitations. Le projet de PLU ne semble donc pas engendrer de destruction directe d'habitats, d'espèces animales et/ou végétales d'intérêt communautaire.
- *Altération des habitats naturels et des habitats d'espèces* : on est dans le même principe que pour le paragraphe précédent : gestion du bâti existant / pas d'ouverture à l'urbanisation / classement en zone N. Le projet de PLU ne semble donc pas engendrer d'altération des habitats naturels et des habitats d'espèces.

- *Perturbations dues aux effets indirects du projet (pollution des eaux de surfaces et souterraines, bruit, lumière, changement de régime hydraulique, poussières ...)* : plusieurs mesures mises en œuvre par la commune pourront palier ces problématiques :
  - en parallèle de l'élaboration du PLU, les élus ont réalisé la mise aux normes des systèmes d'assainissement individuel sur l'ensemble de la commune, limitant de ce fait le risque de pollution liée au système d'assainissement,
  - l'ensemble du réseau de haies bocagères est recensé et protégé dans le PLU grâce à l'article L.123.1.5.7 du Code de l'urbanisme (identification sur le plan de zonage et article 13 du règlement).
  - Dans le règlement «Le remblaiement des mares ou la suppression de tout obstacle naturel aux ruissellements (haies, talus, ...) est interdit »,
  - En matière de gestion des eaux pluviales, le règlement indique que « Les eaux pluviales seront gérées sur chaque parcelle » et que « L'imperméabilisation doit être limitée et maîtrisée ».
- *Fragmentation de l'habitat, effet de coupure, isolement des populations, ... (incidence sur la perméabilité des bio-corridors)* : comme indiqué précédemment, aucune zone n'est ouverte à l'urbanisation dans le site NATURA 2000. Le projet de PLU n'engendrera donc pas d'impact direct sur les bio-corridors identifiés dans la zone NATURA 2000. D'autre part, à proximité du site, des coupures non urbanisées ont été maintenues entre chaque pôle construit afin de maintenir les connexions naturelles.
- *Risque d'introduction d'espèces végétales exogènes (espèces horticoles, envahissantes, ...)* : en zone Ua, les essences dites invasives sont interdites (article 13 du règlement).

b) Impact espèce par espèce

❖ Les poissons

➤ Le saumon atlantique

**Localisation sur le site** : Le Saumon atlantique utilise la partie aval du cours d'eau (aval de Sénarpont). En effet, la partie amont n'est pas accessible, du fait de la présence d'ouvrages hydrauliques non franchissables.

**Caractéristiques de l'espèce et de son habitat sur le site**: La montaison a lieu en fin d'été et début d'automne (septembre / octobre / novembre) afin de se reproduire sur les zones de frai, placées sur des faciès de type rapides, radiers ou plats courants avec un substrat caillouteux à gravillonneux. Les frayères, sont principalement situées à moins de 10 kilomètres de la Manche, dans la partie basse du cours d'eau. En effet,

plusieurs ouvrages d'importance empêchent l'accès aux zones potentielles, plus en amont. Sur le cours de la Bresle, 27 hectares de frayères sont accessibles. Les effectifs sont variables et en régression.

**Eléments déterminants pour la conservation de l'espèce sur le site :** Pour cette espèce, la niche écologique associe frayères et zones de développement larvaire, couloir de migration et habitat marin pour la croissance après métamorphose. Le site de la Bresle, représentant une grande partie de ces exigences, est par conséquent un site important pour l'espèce. Le rétablissement du couloir de migration et de la franchissabilité des ouvrages apparaît donc comme un enjeu majeur sur le site.

**Menaces :** Les principales causes de régression de l'espèce sont :

- La multiplication des obstacles pour accéder aux frayères rend la migration difficile.
- La pollution des zones de frayères : le stade larvaire est très vulnérable en raison de sa durée et de sa sensibilité à l'accumulation des pollutions ;
- L'extraction de granulats, qui peut entraîner la destruction des frayères ;
- La présence de ballastières qui accentuent les extrêmes thermiques ;
- Le lessivage des sols qui peuvent entraîner une forte turbidité de l'eau en hiver et un colmatage des frayères ;
- Le ré-empeuplements en Salmonidés pouvant induire une concurrence dans les zones de frai et la propagation de problèmes sanitaires. Les poissons blancs carnassiers peuvent par ailleurs détruire une partie des alevins lors de la phase de croissance.

**Mesures de gestion conservatoire sur le site :** Les mesures de conservation de l'espèce liées à la transparence migratoire doivent être établies et gérées à l'échelle du bassin. Des mesures secondaires peuvent également servir à améliorer la qualité de l'habitat des larves et par conséquent à augmenter le recrutement de l'espèce en géniteurs :

- Réaménagement de la passe à poissons du Tréport en y associant une zone de transition de mélange des eaux permettant une adaptation du poisson, adulte ou smolt ;
- Restauration de la franchissabilité des principaux ouvrages et élimination des ouvrages sans usages ou fonctions ;
- Arrêt des ré-empeuplements ;
- Mise en place de bandes enherbées en bordure de cours d'eau afin de limiter l'apport de matières en suspension ;
- Isolement des ballastières ;
- Limitation de la pollution des eaux.

**D'après les éléments ci-dessus, il ressort que le PLU de LANNOY CUILLERE n'engendrera pas d'incidences directes sur cette espèce. En effet, d'une part, cette espèce n'est pas présente dans la partie amont du cours d'eau et d'autre part, l'urbanisation ne fait pas partie des menaces et mesures de gestion conservatoire de cette espèce.**

**A noter, en outre que la commune a réalisé la mise aux normes des systèmes d'assainissement individuel, limitant ainsi les risques de pollutions éventuelles. De plus, les élus ont souhaité protéger les éléments du paysage, limitant le phénomène de ruissellement et de lessivage des sols.**

➤ La Lamproie de rivière

**Localisation sur le site** : La Lamproie de rivière utilise la partie aval du cours d'eau (aval de Beauchamps). En effet, la partie amont n'est pas accessible, du fait de la présence d'ouvrages hydrauliques non franchissables.

**Caractéristiques de l'espèce et de son habitat sur le site**: Les effectifs de Lamproie fluviatile sont très variables (de quelques individus à 3800) mais tendent à diminuer. La montaison s'effectue de novembre à février. Les zones de frai sont constituées sur des faciès de type rapides, radiers ou plats courants avec un substrat caillouteux à gravillonneux. Les frayères, sont principalement situées à moins de 10 kilomètres de la Manche, dans la partie basse de la Bresle. En effet, plusieurs ouvrages d'importance empêchent l'accès aux zones potentielles, plus en amont. Sur le cours de la Bresle, 27 hectares de frayères sont accessibles.

**Éléments déterminants pour la conservation de l'espèce sur le site** : Pour cette espèce, la niche écologique associe frayères et zones de développement larvaire, couloir de migration et habitat marin pour la croissance après métamorphose. Le site de la Bresle, qui répond à une grande partie de ces exigences représente par conséquent un site important pour l'espèce. Le rétablissement du couloir de migration et de la franchissabilité des ouvrages apparaît donc comme un enjeu majeur sur le site.

**Menaces** : Les principales causes de régression de l'espèce sont :

- La multiplication des obstacles pour accéder aux frayères rendant également la migration difficile ;
- La pollution des zones de frayères : le stade larvaire est très vulnérable en raison de sa durée et de sa sensibilité à l'accumulation des pollutions ;
- L'extraction de granulats, qui peut entraîner la destruction des frayères ;
- La présence de ballastières qui accentuent les extrêmes thermiques ;
- L'extension du bouchon vaseux à l'estuaire entraîne des difficultés de franchissement, liées notamment au manque d'oxygène ;
- Le lessivage des sols qui peuvent entraîner une forte turbidité de l'eau en hiver et un colmatage des frayères.



**Mesures de gestion conservatoire sur le site :** Les mesures de conservation de l'espèce liées à la transparence migratoire doivent être établies et gérées à l'échelle du bassin. Des mesures secondaires peuvent également servir à améliorer la qualité d'habitat des larves et par conséquent à augmenter le recrutement de l'espèce en géniteurs :

- Restauration de la franchissabilité des principaux ouvrages et élimination des ouvrages sans usages ou fonctions ;
- Arrêt des réempoissonnements ;
- Mise en place de bandes enherbées en bordure de cours d'eau afin de limiter l'apport de MES ;
- Isolement des ballastières ;
- Limitation de la pollution des eaux.

**D'après les éléments ci-dessus, il ressort que le PLU de LANNOY CUILLERE n'engendrera pas d'incidences directes sur cette espèce. En effet, d'une part, cette espèce n'est pas présente dans la partie amont du cours d'eau et d'autre part, l'urbanisation ne fait pas partie des menaces et mesures de gestion conservatoire de cette espèce.**

**A noter, en outre que la commune a réalisé la mise aux normes des systèmes d'assainissement individuel, limitant ainsi les risques de pollutions éventuelles. De plus, les élus ont souhaité protéger les éléments du paysage, limitant le phénomène de ruissellement et de lessivage des sols.**

➤ La Lamproie marine

**Localisation sur le site :** L'espèce est observée de manière très irrégulière et en faibles effectifs sur le site. Elle utilise la partie aval du cours d'eau (aval de Beauchamps). En effet, la partie amont n'est pas accessible, du fait de la présence d'ouvrages hydrauliques non franchissables.

**Caractéristiques de l'espèce et de son habitat sur le site:** L'écologie de l'espèce sur la Bresle est mal connue. Aucune reproduction n'est prouvée sur le site malgré la montaison de quelques individus. Les zones potentielles de frayères correspondent aux mêmes secteurs que la Lamproie fluviatile et que le Salmonidés migrateurs, soit le tiers aval du linéaire de la Bresle.

**Éléments déterminants pour la conservation de l'espèce sur le site :** Pour cette espèce, la niche écologique associe frayères et zones de développement larvaire, couloir de migration et habitat marin pour la croissance après métamorphose. Le site de la Bresle, répond en grande partie à ces exigences et représente par conséquent un site important pour l'espèce. Le rétablissement du couloir de migration et de la franchissabilité des ouvrages apparaît donc comme un enjeu majeur sur le site.

**Menaces :** Les principales causes de régression de l'espèce sont :

- La multiplication des obstacles pour accéder aux frayères rendant également la migration difficile.
- La pollution des zones de frayères : le stade larvaire est très vulnérable en raison de sa durée et de sa sensibilité à l'accumulation des pollutions ;
- L'extraction de granulats, qui peut entraîner la destruction des frayères ;
- La présence de ballastières qui accentuent les extrêmes thermiques
- L'extension du bouchon vaseux à l'estuaire entraînant des difficultés de franchissement, liées notamment au manque d'oxygène ;
- Le lessivage des sols qui peuvent entraîner une forte turbidité de l'eau en hiver et un colmatage des frayères.

**Mesures de gestion conservatoire sur le site :** Les mesures de conservation de l'espèce liées à la transparence migratoire doivent être établies et gérées à l'échelle du bassin. Des mesures secondaires peuvent également servir à améliorer la qualité d'habitat des larves et par conséquent à augmenter le recrutement de l'espèce en géniteurs :

- Restauration de la franchissabilité des principaux ouvrages et élimination des ouvrages sans usages ou fonctions ;
- Arrêt des réempoissonnements ;
- Mise en place de bandes enherbées en bordure de cours d'eau afin de limiter l'apport de MES ;
- Isolement des ballastières ;
- Limitation de la pollution des eaux.

**D'après les éléments ci-dessus, il ressort que le PLU de LANNOY CUILLERE n'engendrera pas d'incidences directes sur cette espèce. En effet, d'une part, cette espèce n'est pas présente dans la partie amont du cours d'eau et d'autre part, l'urbanisation ne fait pas partie des menaces et mesures de gestion conservatoire de cette espèce.**

**A noter, en outre que la commune a réalisé la mise aux normes des systèmes d'assainissement individuel, limitant ainsi les risques de pollutions éventuelles. De plus, les élus ont souhaité protéger les éléments du paysage, limitant le phénomène de ruissellement et de lessivage des sols.**

➤ La Lamproie de Planer

**Localisation sur le site :** Lamproie de Planer est un poisson sédentaire. Elle se retrouve sur la partie amont de la Bresle (en amont de St- Léger-sur-Bresle) mais également sur les parties aval non soumises à la salinité.

**Caractéristiques de l'espèce et de son habitat sur le site:** L'espèce occupe préférentiellement les secteurs aux eaux claires, fraîches et bien oxygénées. Sur le site, les radiers, et plats courants au substrat sablo-gravillonneux sont particulièrement appréciés. Les effectifs de la Bresle sont mal connus mais l'espèce est assez rare sur le bassin (30% d'occurrence dans les différents relevés effectués)

**Menaces :** Les principales causes de régression de l'espèce sont :

- Colmatage de ses zones de reproduction par une remise en suspension des sédiments (première cause d'échec de sa reproduction) ;
- Obstacles empêchant son libre accès aux mêmes zones (modification des faciès, ouvrages, création d'étangs) ;
- Pollution des eaux ;
- Affaiblissement des débits naturels par des activités humaines.

**Mesures de gestion conservatoire sur le site :** Des mesures peuvent servir à améliorer la qualité d'habitat des adultes et des larves :

- Arrêt des réempoissonnements ;
- Mise en place de bandes enherbées en bordure de cours d'eau afin de limiter l'apport de MES ;
- Isolement des ballastières ;
- Limitation de la prédation par des espèces de seconde catégorie ;
- Limitation de la pollution des eaux ;
- Restauration de la libre-circulation sur les zones favorables

**D'après les éléments ci-dessus, il ressort que le renforcement de l'urbanisation à LANNOY CUILLERE ne fait pas partie des menaces potentielles directes sur cette espèce. Sont plutôt en cause les interventions directes ou indirectes sur le cours d'eau, or ce dernier et ses abords sont classés en zone N dans le PLU afin d'en assurer la préservation.**

**Le projet de PLU ne prévoit pas d'intervention sur le cours d'eau et n'engendrera donc pas d'incidence directe sur l'habitat et sur les individus.**

**A noter, en outre que la commune a réalisé la mise aux normes des systèmes d'assainissement individuel, limitant ainsi les risques de pollutions éventuelles. De plus, les élus ont souhaité protéger les éléments du paysage, limitant le phénomène de ruissellement et de lessivage des sols.**

➤ Le Chabot

**Localisation sur le site :** Le Chabot est bien réparti sur la zone où on le qualifie d'espèce fréquente (CACG, CSP, ENS St Cloud, 1997). On le retrouve sur les radiers, plats courants où existe une granulométrie de type gravillons cailloux. Sur le site, des pêches l'on mis en évidence sur les communes de Nestlette, St Léger-sur-Bresle, St Germain-sur-Bresle, Elecourt, Haudricourt. Il est potentiellement présent sur toute la Bresle, exception faite des secteurs en aval de Nestlette, affectés par les variations de salinité dues aux marées.

**Caractéristiques de l'espèce et de son habitat sur le site :** La Bresle présente des milieux aux fortes potentialités pour le Chabot. Les secteurs de radiers, pats courants en eaux douces et oxygénées sont particulièrement recherchés.

**Menaces potentielles :** L'espèce est très sensible à la modification des paramètres du milieu, notamment le ralentissement des vitesses du courant, l'augmentation de la lame d'eau (barrages, embâcle), les apports de sédiments fins, le colmatage des fonds, l'eutrophisation, les vidanges de plans d'eau ... .

La pollution de l'eau par divers polluants d'origine agricole (herbicides, pesticides, engrais ...), industrielle ou urbaine entraîne des accumulations de résidus toxiques qui provoquent la baisse de fécondité, la stérilité ou la mort des individus.

Un alevinage important en Truites peut entraîner sa raréfaction (prédation importante).

**Mesures de gestion conservatoire sur le site :** Les mesures suivantes peuvent être mises en place :

- Mise en place de bandes enherbées en bordure de cours d'eau afin de limiter l'apport de matières en suspension ;
- Limitation de la pollution des eaux.

**D'après les éléments ci-dessus, il ressort que le renforcement de l'urbanisation à LANNOY CUILLERE ne fait pas partie des menaces potentielles directes sur cette espèce. Sont plutôt en cause les interventions directes ou indirectes sur le cours d'eau, or ce dernier et ses abords sont classés en zone N dans le PLU afin d'en assurer la préservation.**

**Le projet de PLU ne prévoit pas d'intervention sur le cours d'eau et n'engendrera donc pas d'incidence directe sur l'habitat et sur les individus.**

**A noter, en outre que la commune a réalisé la mise aux normes des systèmes d'assainissement individuel, limitant ainsi les risques de pollutions éventuelles. De plus, les élus ont souhaité protéger les éléments du paysage, limitant le phénomène de ruissellement et de lessivage des sols.**



## ❖ Les insectes

### ➤ L'agrion de mercure

**Localisation sur le site :** L'Agrion de Mercure n'a pas été vu lors des prospections. Toutefois neuf stations ont été notées en 2004 et 2005 par M. Delasalle au sein du périmètre.

L'association Picardie Nature a recensé une douzaine de stations de cette libellule sur les communes d'Oust-Marest, Beauchamps, Saint-Germain-sur-Bresle, Blangy-sur-Bresle, Gamaches, Bouttencourt et Monchaux-Soreng. Toutes les stations sont actuellement hors périmètre natura 2000.

**Caractéristiques de l'espèce et de son habitat sur le site :** L'Agrion de Mercure devrait trouver un habitat très favorable sur la quasi intégralité de la vallée de la Bresle, à l'exception des zones urbanisées. La Bresle, bien végétalisée par endroits et à eau courante bien oxygénée, est propice au développement de cette espèce. Néanmoins, les effectifs de cette espèce, notés dans les stations observées par Picardie Nature et M. Delasalle, sont toujours très faibles, comprenant entre de 5-6 individus jusqu'à un maximum de 30-40 individus.

**Menaces potentielles :** Les menaces sur l'Agrion de Mercure sont :

- Le recalibrage, l'enrochement, la mise sous buse et la canalisation du cours d'eau
- Fauchage et piétinement de son habitat, curage des fossés, fermeture du milieu,
- Les pollutions aquatiques,
- Le nettoyage systématique des ruisseaux avec arrachage de la végétation aquatique.

**Mesures de gestion conservatoire sur le site :** La conservation de l'Agrion de Mercure passe par :

- La conservation et la restauration des ruisseaux, des annexes et du cours de la Bresle
- La conservation de la végétation aquatique riveraine et flottante.

**D'après les éléments ci-dessus, il ressort que le renforcement de l'urbanisation des zones déjà bâties à LANNOY CUILLERE ne fait pas partie des menaces potentielles directes sur cette espèce. De plus, cette dernière n'établit pas son habitat en zone urbanisée. Sont plutôt en cause les interventions directes ou indirectes sur le cours d'eau, or ce dernier et ses abords sont classés en zone N dans le PLU afin d'en assurer la préservation.**

**A noter, en outre que la commune est engagée dans une procédure d'installation de l'assainissement collectif, limitant ainsi les risques de pollutions éventuelles. De plus, les élus ont souhaité protéger les éléments du paysage.**

**Le projet de PLU ne prévoit pas d'intervention sur le cours d'eau et n'engendrera donc pas d'incidence directe sur l'habitat et sur les individus.**

**Enfin, l'agrion de Mercure n'a pas été recensé sur la commune de LANNOY CUILLERE. Il semble être présent plus en aval du cours d'eau.**

**D'après la cartographie pages suivantes, l'habitat potentiel de l'agrion de Mercure correspond au cours d'eau. Comme évoqué précédemment ce dernier est classé en zone N, correspond « aux secteurs, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels ».**

➤ Le damier de la succise

**Localisation et caractéristique de l'habitat d'espèce sur la zone d'étude :** Sur la zone d'étude, il existe un certain nombre de zones humides et sèches favorables à l'espèce. Ce papillon est actuellement connu des prairies humides de Bouafles et des pelouses sèches à Gourchelles (larris de Gourchelles).

D'autres prairies sèches comme au niveau du Bois de Tous vents (Aumale), de la Vallée de Bézencourt (Bézencourt), du Bois Valvert (Nesle-Normandeuse) ou de Lannoy-Cuillère semblent encore constitués des habitats favorables à cette espèce.

**Menaces générales :** Les causes principales de déclin du Damier de la Succise sont la disparition de ses habitats suite à :

- l'assèchement des zones humides,
- le retournement des prairies au profit des céréales,
- La fermeture des milieux par abandon de l'élevage,
- L'amendement des prairies,
- La fauche précoce des prairies,
- La fauche intensive des bords de route.

**Mesures de gestion conservatoire sur le site :**

- Favoriser l'élevage à la place de la culture céréalière,
- Enrayer la fermeture des milieux par remise en pâture extensif avec des bovins dans la vallée ou en ovins sur les coteaux,
- Proposer des dates de fauches en accord avec la biologie de l'espèce,

- Limiter les fauches intensives des bords de route et proposer des dates de fauche en accord avec la biologie de l'espèce,
- Suivi des populations.

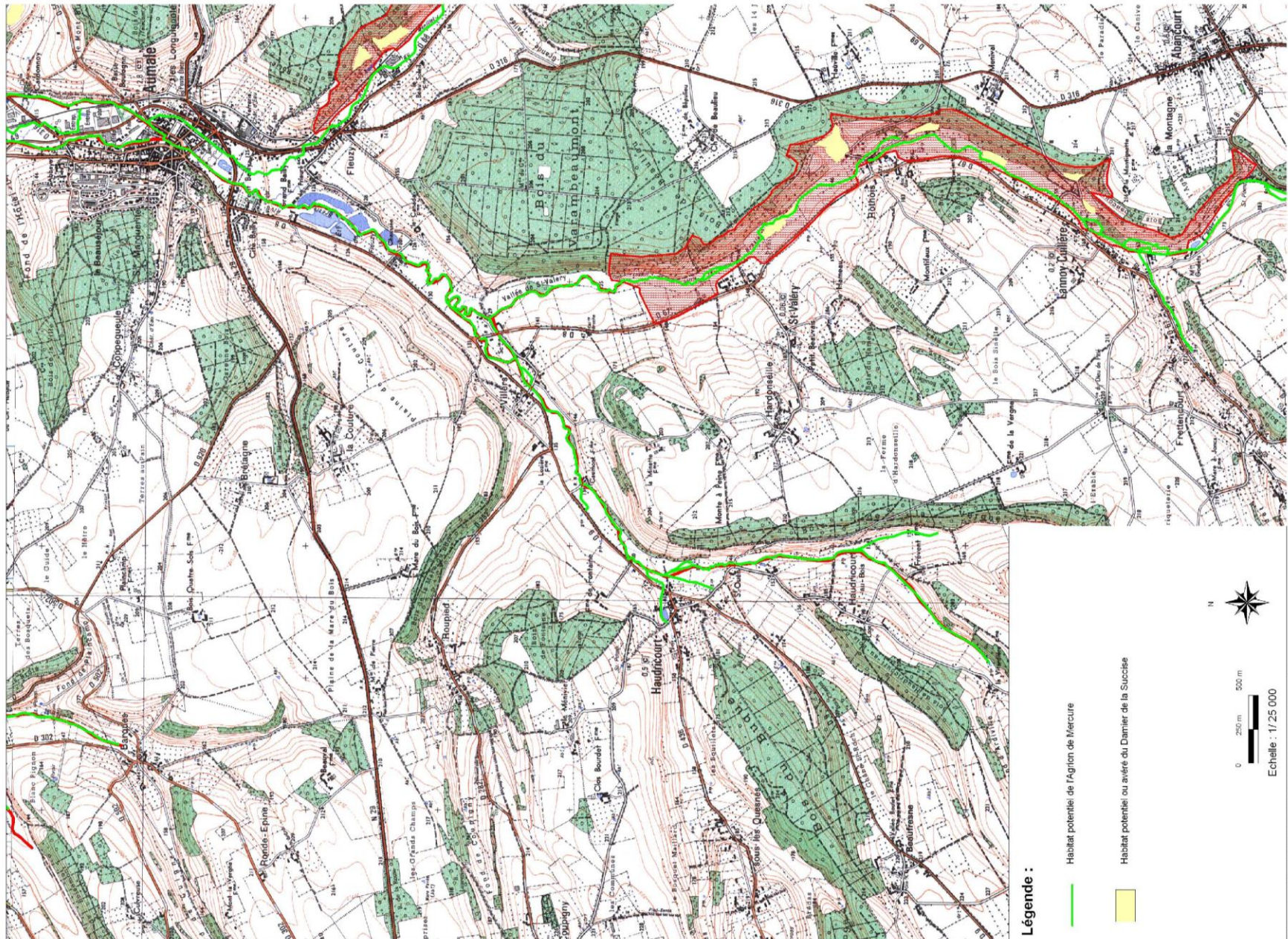
**D'après les éléments ci-dessus, il ressort que le renforcement de l'urbanisation des zones déjà bâties à LANNOY CUILLERE ne fait pas partie des menaces potentielles directes sur cette espèce. Sont plutôt en cause les interventions sur les milieux humides et la gestion des prairies (retournement, fermeture des milieux, amendement, fauche).**

**Dans le projet de PLU, le cours d'eau et les zones humides ont été classés en zone N afin d'en assurer leur protection. D'autre part, les prairies situées au niveau des larris sont également protégées par une inscription en zone N du PLU. En revanche, le PLU ne peut intervenir sur les pratiques agricoles (retournement des prairies, fauche, amendement, ...).**

**D'après la cartographie page suivante, l'habitat potentiel ou avéré du damier de la Succise se situe entre le cours d'eau et le coteau Est. Comme évoqué précédemment ces espaces sont classés en zone N, correspond « aux secteurs, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels ».**



Document d'objectifs du PIC 16 - FR2200363 "Vallée de la Bresle"  
**CARTE D'HABITAT DE L'AGRICION DE MERCURE (COENAGRION MERCURIALE)  
ET DU DAMIER DE LA SUCCISE (EURODRYAS AURINIA)**





## ❖ Les chiroptères

### ➤ Le grand murin

**Localisation sur le site :** Le site majeur d'hibernation est situé dans le réseau de galeries du Larris d'Inval-Boiron. D'autres sites d'hibernation secondaire sont connus au Larris de Quesne et sur d'autres petits sites (Vallée du Liger, Eu). Une seule colonie est connue sur la commune de Hodeng-au-Bosc). D'autres colonies sont probablement inconnues.

**Caractéristiques de l'espèce et de son habitat sur le site:** Les principales cavités d'hibernation ainsi que la colonie de reproduction connue se trouvent sur la moitié Est du site Natura 2000. Les terrains de chasse de l'espèce se trouvent vraisemblablement dans un rayon de 10 kilomètres autour du site de reproduction. Ainsi il est fort probable que les vallées de la Bresle et du Liger soient utilisées comme terrains de chasse. Les différents milieux s'y prêtent particulièrement bien (prairies de fauche, pelouses calcaires, bocage rélictuel, massifs forestiers et boisements de feuillus...etc).

**Menaces potentielles :** Les causes de disparition de l'espèce sont les suivantes :

- Dérangements et destructions, intentionnels ou non, des gîtes d'été, consécutifs à la restauration des toitures ou à des travaux d'isolation ; et des gîtes d'hiver, par un dérangement dû à la surfréquentation humaine, l'aménagement touristique du monde souterrain et l'extension de carrières.
- Pose de grillages "anti-pigeons" dans les clochers ou réfection des bâtiments, responsables de la disparition de nombreuses colonies.
- Développement des éclairages sur les édifices publics (perturbation de la sortie des individus des colonies de mise bas).
- Modifications ou destructions de milieux propices à la chasse et/ou au développement de ses proies (lisières forestières feuillues, prairies de fauche, futaies feuillues..) : labourage pour le réensemencement des prairies, conversion de prairies de fauches en culture de maïs d'ensilage, épandage d'insecticides sur des prairies.
- Fermeture des milieux de chasse par développement des ligneux.
- Intoxication par des pesticides.

**Mesures de gestion conservatoire sur le site :** Le maintien et la reconstitution des populations de Grand murin impliquent la mise en oeuvre de mesures concomitantes de protection au niveau des gîtes, des terrains de chasse et des corridors boisés de déplacement.

- Proscrire les traitements phytosanitaires
- Conserver les ripisylves de bord de cours d'eau et les boisements alluviaux
- Conserver les boisements de feuillus

- Conserver les prairies de fauche
- Sensibiliser les riverains en cas de présence dans les habitations
- Mettre en place des protections empêchant l'accès aux cavités
- Limiter la fermeture des bâtiments potentiels à l'établissement de colonies.

**D'après les éléments page précédente et la cartographie (pages suivantes) reprenant les aires de chasses, les sites d'hibernation et de reproduction, la commune de LANNOY CUILLERE n'accueille pas cette espèce. Le renforcement de l'urbanisation des zones déjà bâties à LANNOY CUILLERE ne semble donc pas constituer une menace directe sur cette espèce.**

➤ Le grand rhinolophe

**Localisation sur le site :** L'ensemble des cavités du site héberge des Grands rhinolophes en hibernation. Néanmoins, la majeure partie des effectifs est situé à l'est du site (Vallée du Liger). Une colonie est supposée sur la commune de Sénarpont chez un particulier. L'ensemble des colonies n'est probablement pas connu.

**Caractéristiques de l'espèce et de son habitat sur le site:** Les terrains de chasse de l'espèce se trouvent vraisemblablement dans un rayon de 5 à 15 kilomètres autour du site de reproduction. Ainsi il est fort probable que les vallées de la Bresle et du Liger soient utilisées comme terrains de chasse. Les différents milieux s'y prêtent particulièrement bien (prairies pâturées, pelouses calcaires, bocage rélictuel, boisements de feuillus, zones humides...etc).

**Menaces potentielles :** En France, le dérangement fut la première cause de régression (fréquentation accrue du milieu souterrain) dès les années 50. S'ajoutèrent ensuite l'intoxication des chaînes alimentaires par les pesticides et la modification drastique des paysages due au développement de l'agriculture intensive. Il en résulte aujourd'hui une diminution ou une disparition de la biomasse disponible d'insectes. Le retournement des herbages interrompant le cycle pluriannuel d'insectes-clés (hannetons.) ou l'utilisation de vermifuges à base d'Ivermectine (forte rémanence et toxicité pour les insectes coprophages) ont un impact prépondérant sur la disparition des ressources alimentaires du Grand Rhinolophe. Espèce de contact, le Grand Rhinolophe suit les éléments du paysage. Il pâtit donc du démantèlement de la structure paysagère et de la banalisation du paysage : arasement des talus et des haies, disparition des pâtures bocagères, extension de la maïsiculture, déboisement des berges, rectification, recalibrage et canalisation des cours d'eau, endiguement.

La mise en sécurité des anciennes mines par effondrement ou comblement des entrées, la pose de grillages "antipigeons" dans les clochers ou la réfection des bâtiments sont responsables de la disparition de nombreuses colonies. Le développement des éclairages sur les édifices publics perturbe la sortie des individus des colonies de mise bas

**Mesures de gestion conservatoire sur le site :** Le maintien et la reconstitution des populations de Grand Rhinolophe impliquent la mise en œuvre de mesures concomitantes de protection au niveau des gîtes, des terrains de chasse et des corridors boisés de déplacement.

- Proscrire les traitements phytosanitaires
- Conserver les ripisylves de bord de cours d'eau et les boisements alluviaux
- Conserver les prairies pâturées
- Sensibiliser les riverains en cas de présence dans les habitations
- Mettre en place des protections empêchant l'accès aux cavités
- Limiter la fermeture des bâtiments potentiels à l'établissement de colonies

**D'après les éléments ci-dessus et la cartographie (pages suivantes) reprenant les aires de chasses, les sites d'hibernation et de reproduction, la commune de LANNOY CUILLERE n'accueille pas cette espèce. Le renforcement de l'urbanisation des zones déjà bâties à LANNOY CUILLERE ne semble donc pas constituer une menace directe sur cette espèce.**

➤ Le murin à oreilles échancrées

**Localisation sur le site :** L'espèce est régulièrement observée dans les cavités du larris d'Inval-Boiron et sur la commune de Quesne (larris et four à chaux). Aucune colonie n'est connue sur le site de la Vallée de la Bresle bien que les milieux soient très favorables à la présence de l'espèce en reproduction.

**Caractéristiques de l'espèce et de son habitat sur le site:** Les vallées de la Bresle et du Liger constituent des biotopes de chasse très favorables : bocage relictuel, prairies pâturées ou de fauche, vergers, boisements de feuillus....

**Menaces potentielles :** Les causes de disparition ne sont pas spécifiques à l'espèce, mais à toutes les chauves-souris :

- Dérangements et destructions, intentionnels ou non, des gîtes d'été, consécutifs à la restauration des toitures ou à des travaux d'isolation ; et des gîtes d'hiver, par un dérangement dû à la surfréquentation humaine, l'aménagement touristique du monde souterrain et l'extension de carrières.
- Pose de grillages "anti-pigeons" dans les clochers ou réfection des bâtiments, responsables de la disparition de nombreuses colonies.

- Développement des éclairages sur les édifices publics (perturbation de la sortie des individus des colonies de mise bas).
- Modifications ou destructions de milieux propices à la chasse et/ou au développement de ses proies (lisières forestières feuillues, prairies de fauche, futaies feuillues,) : labourage pour le réensemencement des prairies, conversion de prairies de fauches en culture de maïs d'ensilage, épandage d'insecticides sur des prairies.
- Intoxication par des pesticides.

**Mesures de gestion conservatoire :** Le maintien et la reconstitution des populations de Murin à oreilles échancrées impliquent la mise en oeuvre de mesures concomitantes de protection au niveau des gîtes, des terrains de chasse et des corridors boisés de déplacement.

- Proscrire les traitements phytosanitaires
- Conserver les ripisylves de bord de cours d'eau et les boisements alluviaux
- Conserver les prairies pâturées et de fauche
- Sensibiliser les riverains en cas de présence dans les habitations
- Mettre en place des protections empêchant l'accès aux cavités
- Limiter la fermeture des bâtiments potentiels à l'établissement de colonies

**D'après les éléments ci-dessus et la cartographie (pages suivantes) reprenant les aires de chasses, les sites d'hibernation et de reproduction, la commune de LANNOY CUILLERE n'accueille pas cette espèce. Le renforcement de l'urbanisation des zones déjà bâties à LANNOY CUILLERE ne semble donc pas constituer une menace directe sur cette espèce.**

➤ Le murin de Bechstein

**Localisation sur le site :** Le Murin de Bechstein n'a été observé qu'en Vallée du Liger. Il est néanmoins vraisemblable de penser que l'espèce est présente sur un territoire pus important au sein du site Natura 2000.

**Caractéristiques de l'espèce et de son habitat sur le site:** Il est fort probable que les vallées de la Bresle et du Liger soient utilisées comme terrains de chasse. Les différents milieux s'y prêtent particulièrement bien (massifs forestiers, boisements de feuillus, vergers...etc).

**Menaces potentielles :** Les causes de disparition de l'espèce sont les suivantes :

- Conversion à grande échelle des peuplements forestiers autochtones, gérés de façon traditionnelle, vers des monocultures intensives d'essences importées ;
- Traitements phytosanitaires touchant les microlépidoptères (forêts, vergers, céréales, cultures maraîchères...) ;



- Circulation routière (destruction de plusieurs milliers de tonnes d'insectes par an en France) ;
- Développement des éclairages publics (destruction et perturbation du cycle de reproduction des lipidoptères nocturnes) ;
- Mise en sécurité des anciennes mines par effondrement ou comblement des entrées ;
- Dérangements et destructions, intentionnels ou non, des gîtes d'été et d'hiver.

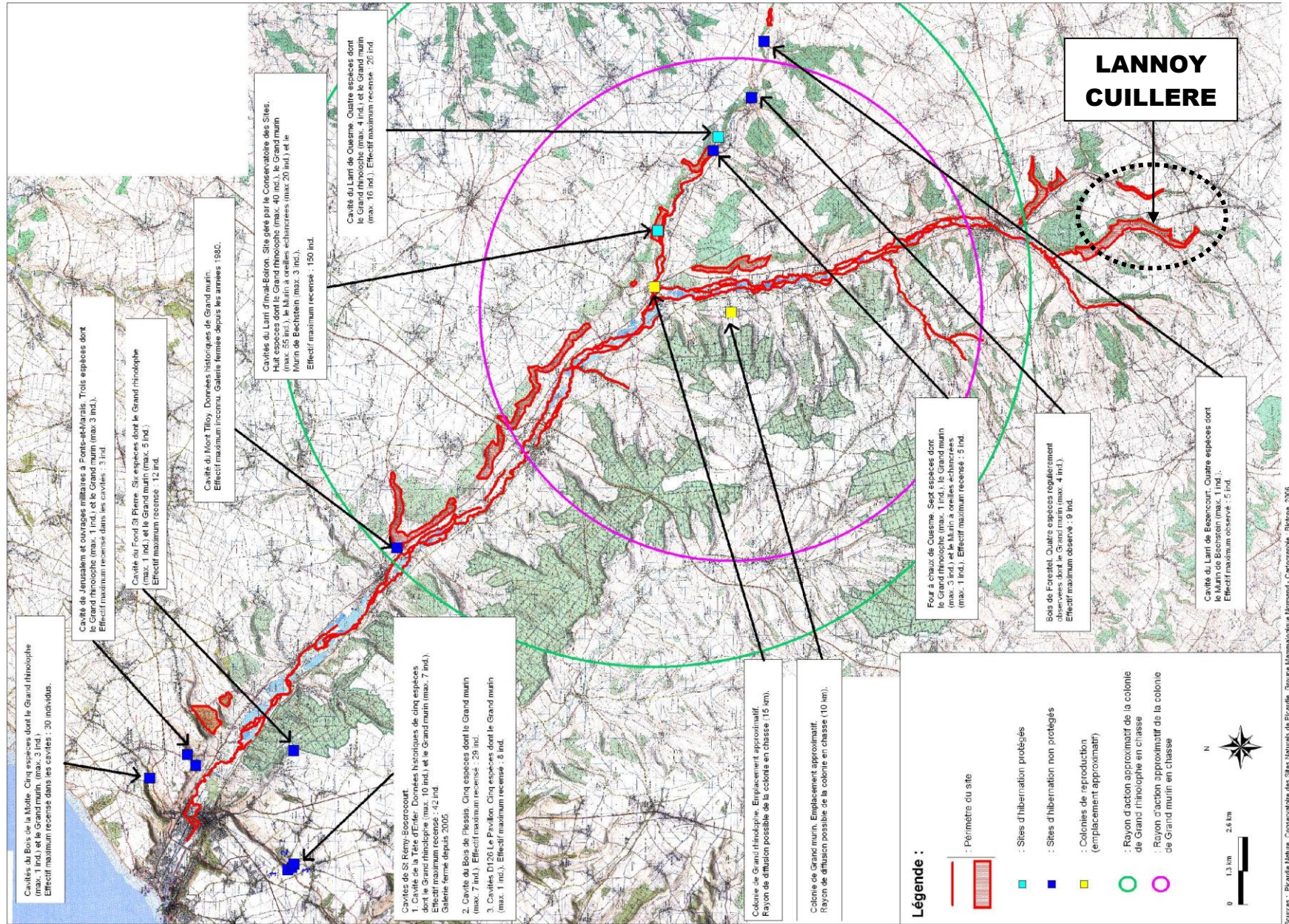
**Mesures de gestion conservatoire :** Le maintien et la reconstitution des populations de Murin de Bechstein impliquent la mise en œuvre de mesures concomitantes de protection au niveau des gîtes, des terrains de chasse et des corridors boisés de déplacement.

- Proscrire les traitements phytosanitaires
- Conserver les massifs forestiers de feuillus avec des arbres à cavités
- Conserver les ripisylves de bord de cours d'eau et les boisements alluviaux.
- Sensibiliser les riverains en cas de présence dans les habitations
- Mettre en place des protections empêchant l'accès aux cavités

**D'après les éléments ci-dessus et la cartographie (page suivante) reprenant les aires de chasses, les sites d'hibernation et de reproduction, la commune de LANNOY CUILLERE n'accueille pas cette espèce. Le renforcement de l'urbanisation des zones déjà bâties à LANNOY CUILLERE ne semble donc pas constituer une menace directe sur cette espèce.**



DOCOB de la Vallée de la Bresle  
**SITES D'HIBERNATION ET DE REPRODUCTION DE CHIROPTÈRES CONNUS EN VALLÉE DE LA BRESLE**





❖ **Les crustacés** : L'écrevisse à pieds blancs

N'appartenant pas à la liste des espèces présentes initialement et étudiées dans le cadre de ce DOCOB, l'écrevisse a été récemment observée par les services de l'ONEMA et de l'ASA Bresle au niveau d'Haudricourt et de Lannoy-Cuillère c'est-à-dire dans le site. Sa présence impliquera une modification du formulaire standard de données (FSD) dans la mesure où cette espèce ne figure pas sur le formulaire établi lors de la proposition de périmètre. Pour les observations effectuées en dehors du site, il est proposé d'étendre le périmètre initial (cf. annexes cartographiques sur les propositions d'extension). De plus, afin d'obtenir des données plus fines, notamment quant à son état de conservation, il serait judicieux d'envisager la réalisation d'études complémentaires spécifiques à cette espèce."

De plus, il est précisé en p92 du DOCOB NATURA, pour ce site, qu'"afin d'améliorer les conditions de développement des espèces visées par la directive Habitats, plusieurs objectifs principaux ont été fixés, au regard des espèces concernées ".

S'agissant de l'écrevisse à pieds blancs dont la présence est connue sur la commune de Lannoy-Cuillère, le DOCOB liste, comme objectifs concourant à préserver et maintenir voire développer la présence de cette espèce :

- Gestion quantitative et qualitative de l'eau au niveau du bassin versant.
- Amélioration de la qualité fonctionnelle des cours d'eau, des zones humides et du lit majeur (connexion de bras morts, inondabilité et protection des zones humides, diversification des habitats aquatiques ...).
- Adaptation des pratiques de gestion aux habitats et/ou aux espèces.
- Lutte contre les espèces invasives.
- Amélioration des connaissances scientifiques des populations locales de cette espèce.

En complément, le DOCOB précise, de plus (p98), que les menaces potentielles qui pèsent ou pèseraient sur cette espèce sont comparables à celles pesant sur les espèces piscicoles comme le chabot (concrétionnement calcaire et colmatage des fonds, pollution par des poissons blancs, présence de ballastières qui accentuent les extrêmes thermiques) avec en plus semble-t-il, une prédation possible par les hérons et une forte concurrence par d'autres écrevisses exotiques. "

Enfin, il est proposé, dans le même document et parmi les principales actions favorables au maintien ou à la préservation de cette espèce, les actions décrites ci-dessous :

- Toute action destinée à juguler les ruissellements et les érosions : réhabilitation de haies, mares tampons, talus sur le bassin versant, gestion des eaux pluviales à la parcelle, ...
- Toute action destinée à éradiquer des pollutions en tout genre : modification des process de fabrication dans l'industrie, limitation des intrants et de l'usage des phytosanitaires, applications de la réglementation...

- Toute action permettant la préservation des zones humides .
- Pose d'éléments de diversification des milieux aquatiques .
- Mise en place de plans de gestion (curages et faucardages raisonnés,...)
- Mise en place d'équipements pastoraux dont clôtures.
- Investissements pour la réhabilitation ou la récréation de ripisylves
- Aménagement des obstacles à la migration des poissons migrateurs : arasement d'ouvrages hydrauliques, passes à poissons, aménagements rustiques, renaturations
- Etude diagnostique nécessaire à la connaissance et aux besoins de l'espèce sur le site Natura 2000

En corollaire, les actions pouvant influencer négativement sur cette espèce (et/ou son habitat), sont de façon générale, des actions générant des pollutions ponctuelles et récurrentes (apports d'eau chargée en MES notamment) comme des actions physiques et inadaptées aux milieux aquatiques comme "le curage" dans sa forme la plus excessive

**D'après les éléments ci-dessus, et bien que le renforcement de l'urbanisation à LANNOY CUILLERE puisse faire partie des menaces potentielles directes sur cette espèce, l'urbanisation ne semble pas plus ciblée que d'autres facteurs générateurs de flux polluants (industries, agriculture, ...). Il convient également de noter que des entretiens inadaptés sur les milieux aquatiques sont aussi des sources de nuisances pour cette espèce.**

**Le classement, dans le PLU de Lannoy-Cuillère du cours d'eau et de ses abords directs en zone N est une mesure destinée à la préservation des milieux aquatiques au sens général et donc des espèces qui y vivent.**

**Le projet de PLU ne prévoyant pas d'intervention sur le cours d'eau, il n'engendrera donc pas d'incidence directe sur l'habitat et sur les individus de l'espèce visée.**

**A noter, en outre que la commune a réalisé la mise aux normes des systèmes d'assainissement individuel, limitant ainsi les risques de pollutions éventuelles. De plus, les élus ont souhaité protéger les éléments du paysage, limitant le phénomène de ruissellement et de lessivage des sols.**

**L'ensemble de ces mesures semble être véritablement de nature à préserver l'écrevisse à pieds blancs et son habitat, mais de façon plus large, le patrimoine naturel des milieux aquatiques présent sur la commune qu'il soit ou pas d'intérêt communautaire (mégaphorbiaies, eaux courantes avec végétation aquatique, espèces piscicoles, espèces de chiroptères, ...).**



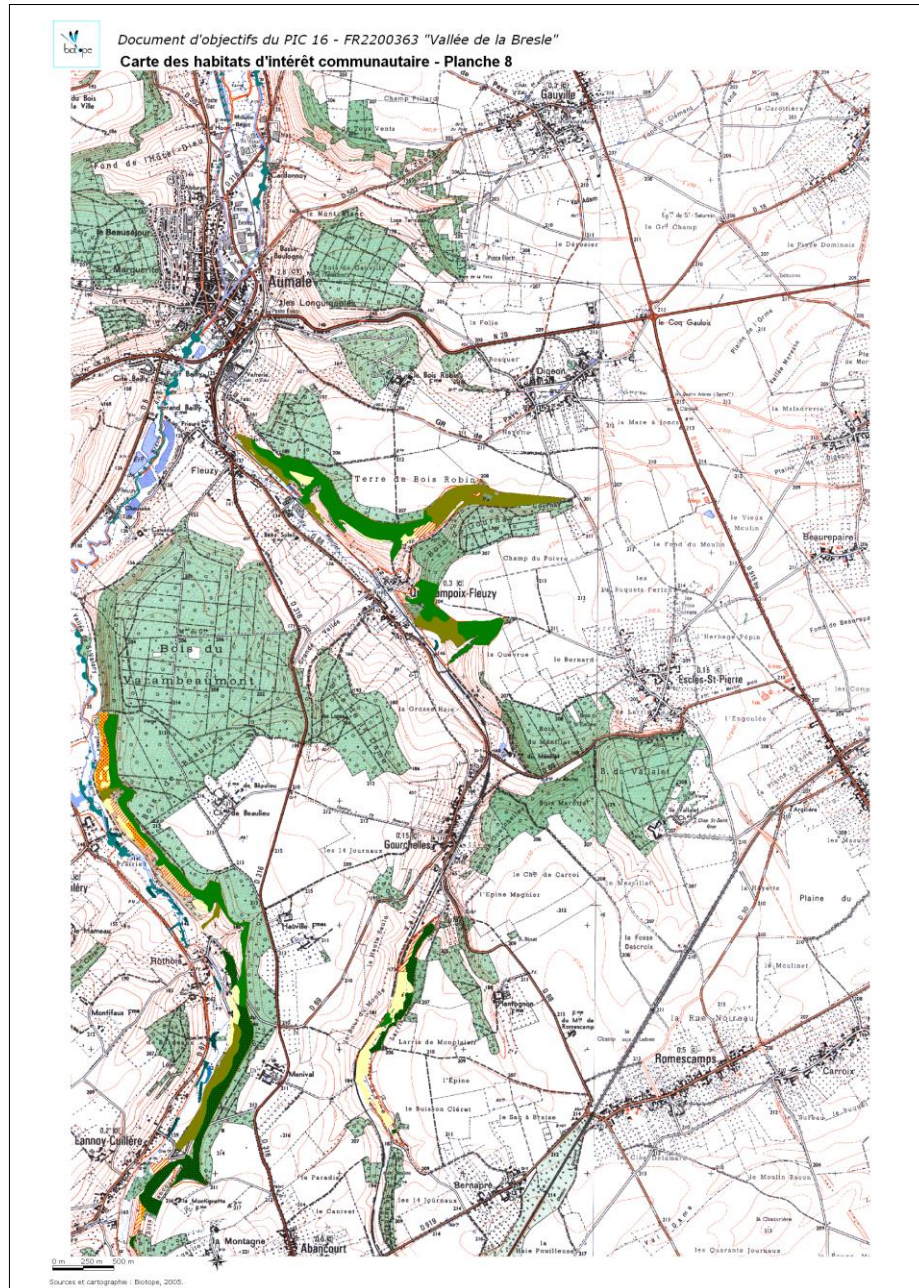
c) Impact sur les habitats

D'après la cartographie présente (page suivante) dans le DOCOB, plusieurs types d'habitats d'intérêt communautaire sont recensés sur le territoire de LANNOY CUILLERE :

- Habitats humides :
  - Eaux courantes eutrophes dominées par des plantes aquatiques enracinées,
  - Mégaphorbiaies mésotrophes à eutrophes et ourlets notrophiles des berges,
- ❖ Habitats prairiaux : pelouse calcicole ourlifiée à brachypode penné
- ❖ Habitats forestiers et de fourrés
  - Saulaie blanche,
  - Frênaie-Erable calcicole de pente,
  - Hêtraie-Chênaie à jacinthe de bois
  - Hêtraie-Chênaie collinéenne à houx
  - Formation de Génévrier commun sur pelouse calcicole
- Mosaïques d'habitats : mosaïque de pelouse calcicoles ourlifiées et de fourrés à Génévrier commun

Sur le territoire de LANNOY CUILLERE, l'ensemble des espaces comportant des habitats d'intérêt communautaire sont classés en zone N du PLU. Pour mémoire, la zone N correspond « aux secteurs, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels ». Ainsi, dans ces secteurs, les constructions sont limitées. Seuls peuvent être autorisés certains équipements « sous réserve de ne pas compromettre la qualité du site ».

**Ainsi, le projet de zonage du P.L.U. n'a pas vocation à modifier les milieux naturels. Il n'aura pas d'incidence directe sur les habitats d'intérêt communautaire de la zone NATURA 2000.**



#### ***V.7.2.4 - Les milieux naturels présents***

##### a) - Les mares

Le territoire de LANNOY CUILLERE compte plusieurs mares situées en zone N, A et Nh. Le remblaiement des mares est interdit par le règlement associé à chaque des zones définies sur la commune.

Ainsi, le projet de P.L.U. assure la préservation des mares.

##### b) - Les boisements

Les boisements constitutifs du territoire de LANNOY CUILLERE sont classés en zone « N » dans le P.L.U. Ce classement implique une protection de ces milieux puisque le type de constructions autorisées est limité.

##### c) - Le bocage

Les haies bocagères (notamment d'intérêt hydraulique, paysager et faunistique), à protéger sont cartographiées sur le plan de zonage et dans l'article 13 du règlement pour chaque zones. Le règlement du P.L.U. interdit également la suppression des haies et talus au rôle d'obstacle contre les ruissellements.

### **V.8 - Les conditions d'aménagement des abords des principaux axes routiers : article L.111-1-4 du code de l'urbanisme**

La loi du 2 février 1995 relative au renforcement de l'environnement, dite « Loi Barnier », a créé par son article 52 un article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme qui s'applique aux zones **non urbanisées**. Les dispositions de cet article partent d'un constat : les désordres urbains le long des voies routières et autoroutières, notamment dans les entrées de ville, dus à une forte pression économique d'acteurs qui recherchent pour leur implantation l'accessibilité, la disponibilité foncière et la visibilité, sans préoccupations d'aménagement et dans le seul souci de rentabilité immédiate.

Les objectifs de l'article L.111-1-4 : L'intervention du législateur permet de promouvoir une urbanisation de qualité dans des espaces en mutation, trop souvent maltraités, faute d'une réflexion d'ensemble. En dehors des espaces urbanisés, et en l'absence de réflexion spécifique d'aménagement, les marges de reculement à respecter sont de 100 mètres par rapport à l'axe pour les voies express et de 75 mètres par rapport à l'axe pour les voies à grande circulation. La marge de reculement (article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme) permet de libérer un espace pour les projets paysagers ou la sauvegarde des paysages existants. Elle est la base d'une réponse de qualité sur l'aménagement des espaces le long des

voies à grande circulation. Les principes retenus par la commune ont été pris en compte dans le P.L.U. et traduits aux articles 6, 11 et 13 du règlement.

*« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.*

*Cette interdiction ne s'applique pas :*

- *aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;*
- *aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;*
- *aux bâtiments d'exploitation agricole ;*
- *aux réseaux d'intérêt public.*

*Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.*

*Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.*

*Dans les communes dotées d'une carte communale, le conseil municipal peut, avec l'accord du préfet et après avis de la commission départementale des sites, fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article au vu d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.*

*Il peut être dérogé aux dispositions du présent article, avec l'accord du préfet, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue au premier alinéa, dès lors que l'intérêt que représente pour la commune l'installation ou la construction projetée motive la dérogation. »*

L'article R.123-1 du code de l'urbanisme vise, le cas échéant, l'étude possible prévue à l'article L.111-1-4, en tant que pièce constitutive du PLU. L'étude à mener va ainsi au-delà d'éléments de justifications intégrés dans le rapport de présentation.

Cette étude doit ainsi s'appuyer sur une réflexion de projet urbain, appréhendant un état initial de l'environnement, les conséquences d'une urbanisation à proximité de la ou des voies concernées et motivant le recul au final retenu pour l'implantation des constructions.

A noter qu'une nouvelle définition des routes à grande circulation résulte des dispositions de l'article 22 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

**Sur la commune de LANNOY CUILLERE, aucune voie routière n'est concernée par cet article. Aucune prescription n'a été reprise dans le PLU.**



## **V.9 - Les documents supra-communaux**

### **V.9.1 - Le projet de schéma de cohérence territoriale de la Picardie Verte**

La commune de LANNOY CUILLERE est incluse dans le périmètre du SCOT de la Picardie Verte. Le projet de SCOT est porté par la Communauté de Communes de la Picardie Verte qui a engagé l'élaboration du SCOT.

Le PLU devra intégrer dans un rapport de compatibilité les orientations que définira le Scot une fois ce dernier approuvé. Si l'approbation du PLU est préalable à celle du Scot, il devra, le cas échéant, être mis en compatibilité avec le Scot dans les trois ans suivant l'approbation de ce dernier.

**Actuellement, le document du SCOT est en cours d'élaboration. Le groupe de travail a associé la Communauté de Communes tout au long de l'élaboration du PLU. Toutefois, le PLU de LANNOY CUILLERE semble en cohérence avec les objectifs définis pour le SCOT de la Picardie Verte par délibération du 25 Septembre 2008. En effet, dans son PLU, LANNOY CUILLERE a veillé à définir un développement modéré à l'échelle du territoire et à préserver les milieux naturels et ruraux.**

**Le projet de PLU de LANNOY CUILLERE a été soumis au Pays dans le cadre de l'article L.122-2 du code de l'urbanisme.**

### **V.9.2 - Le schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux**

Le SDAGE concourt à l'aménagement du territoire et au développement durable du bassin Seine-Normandie par la mise en œuvre d'une gestion globale et équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques.

Le bassin Seine-Normandie couvre ainsi 8 régions, 25 départements et 9 000 communes. Il s'étend sur environ 100 000 km<sup>2</sup>, soit 1/5 du territoire national. La population du bassin est de 17,6 millions d'habitants (30% de la population française), dont 80 % vivent en zone urbaine. L'agglomération parisienne avec ses 8 millions d'habitants forme un tissu urbain quasi continu d'environ 2 000 km<sup>2</sup>. Il en résulte des pressions fortes sur les milieux et sur les régions voisines pour l'alimentation en eau potable, en granulats extraits des principales vallées alluviales, et sur l'aval pour l'évacuation des rejets. Il représente 40% des activités industrielles du pays et 60 000 km<sup>2</sup> (60% de la superficie) en terres agricoles.

Les enjeux majeurs du SDAGE sont les suivants :

- gestion et protection des milieux aquatiques,
- gestion qualitative de la ressource,
- gestion quantitative de la ressource, prévention et gestion des risques, les inondations et les étiages,
- amélioration des connaissances sur les milieux aquatiques.

En application de la loi du 21 avril 2004 portant transposition en droit français de la directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, le Plu doit être compatible « avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis » par le SDAGE (L.122-1).

La directive cadre sur l'eau (DCE) fait évoluer la gestion équilibrée d'une obligation de moyens vers une obligation de résultats et impose la révision du SDAGE pour y intégrer les nouvelles exigences:

- fixer les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau,
- fixer les objectifs de qualité et de quantité nécessaires pour atteindre un « bon état » des masses d'eau en 2015, pour prévenir toute détérioration de la qualité actuelle, et pour réduire les traitements nécessaires à la production d'eau potable,
- fixer le cas échéant et en les motivant, des échéances plus lointaines ou des dérogations d'objectifs,
- indiquer comment sont pris en charge par les utilisateurs les coûts liés à l'utilisation de l'eau, en distinguant au moins le secteur industriel, le secteur agricole et les usages domestiques,
- déterminer les aménagements et les dispositions nécessaires pour atteindre les objectifs.

Le SDAGE Seine-Normandie a été ainsi soumis à la consultation du public du 15 avril au 15 octobre 2008, puis à celle des assemblées du 15 octobre au 20 janvier 2009. Le SDAGE est opérationnel au 1er janvier 2010 pour une période de six ans.

L'objectif fondateur du projet de SDAGE en cohérence avec le Grenelle de l'environnement, est d'obtenir en 2015 le « bon état écologique » sur les deux tiers des masses d'eaux superficielles et sur un tiers des masses d'eaux souterraines.

Le SDAGE est un outil de planification et de cohérence de la politique de l'eau. Il est accompagné d'un programme de mesures qui décline les orientations du SDAGE en moyens (réglementaires, techniques, financiers) et en actions permettant de répondre à l'objectif ambitieux de 2015 pour chaque unité hydrographique. Il a été élaboré à partir d'un état des lieux réalisé en 2005 et présenté dans le document de travail « Élaboration du Sdage et du programme de mesures – État et enjeux des masses d'eau » de la Commission géographique Seine-aval du Comité de Bassin Seine-Normandie.

Ce document s'efforce de présenter pour chaque masse d'eau les éléments suivants :

- paramètres susceptibles d'empêcher l'atteinte du bon état écologique,
- état chimique des masses d'eau souterraines sous-jacentes à la masse d'eau superficielle,
- état chimique de la masse d'eau après les analyses sur eau et sur sédiments,
- principaux enjeux identifiés sur la masse d'eau et nécessitant des mesures pour permettre à la masse d'eau d'atteindre le bon état en 2015.

Le projet de SDAGE et son programme de mesures ont été élaborés par un groupe de travail réunissant élus, industriels, agriculteurs et associations. Il fixe 8 orientations fondamentales - les défis majeurs à relever - en s'appuyant sur les deux leviers que sont l'acquisition/le partage des connaissances et le développement de la gouvernance et de l'analyse économique :

- diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants « classiques »,
- diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques,
- réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses,
- réduire les pollutions micro biologiques des milieux,
- protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future,
- protéger et restaurer les milieux aquatiques humides,
- gérer la rareté de la ressource en eau,
- limiter et prévenir le risque d'inondation.

Ces huit défis sont déclinés en une quarantaine d'orientations, elles-mêmes s'exprimant au travers de plus de 170 dispositions.

Le PLU devra donc être compatible avec les orientations fondamentales et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis. Le PLU devra répondre aux objectifs parfois généraux du SDAGE. Parmi les nombreuses dispositions que le SDAGE définit, certaines sont en lien direct avec le champ réglementaire de l'urbanisme et demandent une déclinaison concrète à l'échelle du PLU.

Peuvent entre autre être citées les dispositions relatives :

- à l'orientation 1 « continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux » notamment par « l'amélioration des réseaux collectifs d'assainissement »,
- à l'orientation 2 « Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain par des voies préventives et palliatives »,
- à l'orientation 4 « Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques »,
- à l'orientation 18 « Mettre fin à la disparition, la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité »,
- à l'orientation 28 « Améliorer la sensibilisation, l'information préventive et les connaissances sur le risque d'inondation »,
- à l'orientation 29 « Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens exposés au risque d'inondation »,
- à l'orientation 30 « Préserver et reconquérir les zones naturelles d'expansion des crues »,

- à l'orientation 31 « Limiter les impacts des ouvrages de protection contre les inondations qui ne doivent pas accroître le risque d'aval »,
- à l'orientation 32 « Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation ».

**La commune de LANNOY CUILLERE n'est pas concernée par des périmètres de protection d'un captage d'eau potable. En revanche, au vu de son relief, elle est parcourue par un cours d'eau et de fait, concernée par les thématiques de zones humides et de ruissellements.**

**Le groupe de travail a travaillé en partenariat avec l'Institution Interdépartementale de la Bresle afin d'intégrer au mieux ces thématiques dans l'élaboration du PLU.**

**Ainsi, les axes de ruissellements, coulées de boues, zones potentielles de débordement du cours d'eau et zones humides ont été identifiés et localisés avec le groupe de travail élargi en réunion et lors de visites de terrain. L'ensemble des espaces concernés par ces thématiques ont été classés en zone A ou N du PLU en fonction de leur localisation.**

**Les élus ont également souhaité recensé et protéger, par l'intermédiaire du PLU, l'ensemble du réseau de haies bocagères du territoire communal, participant à lutte contre les ruissellements et le phénomène d'érosion des sols.**

**Enfin, la présence des réseaux pour les dents creuses et espaces interstitiels a été prise en compte dans la réflexion du PLU. Leur capacité en terme d'alimentation en eau potable permettra d'accueillir de nouveaux habitants. Quant à l'assainissement, individuel sur l'ensemble du territoire, les élus ont réalisé la mise aux normes des systèmes d'assainissement individuel sur l'ensemble de la commune, en parallèle de l'élaboration du PLU.**

### **V.9.3 - Le Schéma Régional Climat Air Energie**

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement prévoit l'élaboration conjointe par l'Etat et le Conseil régional d'un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie. Celui-ci fixe, à l'échelon du territoire régional et à l'horizon 2020 et 2050 :

- les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, conformément à l'engagement pris par la France, à l'article 2 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique, de diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050, et conformément aux engagements pris dans le cadre européen. A ce titre, il définit notamment les objectifs régionaux en matière de maîtrise de l'énergie ;



- les orientations permettant, pour atteindre les normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L. 221-1 du code de l'environnement. de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. A ce titre, il définit des normes de qualité de l'air propres à certaines zones lorsque les nécessités de leur protection le justifient ;
- par zones géographiques, les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération et en matière de mise en œuvre de techniques performantes d'efficacité énergétique telles que les unités de cogénération, notamment alimentées à partir de biomasse, conformément aux objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat. A ce titre, le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie vaut schéma régional des énergies renouvelables au sens du III de l'article 19 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

L'élaboration du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, dans les termes prévus par le décret n° 2011-6178 du 16 juin 2011, est aujourd'hui achevée. La consultation du public et des organismes prévue à l'article R 222-4 du code de l'environnement s'est déroulée du 4 novembre 2011 au 4 janvier 2012. Le projet de schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, modifié à l'issue de la consultation, a été approuvé par l'organe de délibération du Conseil régional le 30 mars 2012 et validé par l'arrêté préfectoral du 14 juin 2012.

Conformément à la loi, le schéma régional éolien constitue un volet annexé à ce document et définit, en cohérence avec les objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat, les parties du territoire favorables au développement de l'énergie éolienne compte tenu d'une part du potentiel éolien et d'autre part des servitudes, des règles de protection des espaces naturels ainsi que du patrimoine naturel et culturel, des ensembles paysagers, des contraintes techniques et des orientations régionales. Il établit la liste des communes dans lesquelles sont situées ces zones et fixe, pour la Picardie, un objectif de production installée de 2800 MW à l'horizon 2020.

**La commune de LANNOY CUILLERE figure parmi la liste des communes dont le territoire est situé en tout ou partie en zone favorable du schéma régional éolien. Il est à noter qu'un parc éolien est déjà présent sur le territoire de LANNOY CUILLERE. Un projet d'extension de ce parc est à l'étude au moment de l'arrêt du projet de PLU.**

**Sur la question des déplacements, seuls les pôles construits situés dans la vallée accueilleront une nouvelle urbanisation afin justement de limiter les déplacements sur le territoire de LANNOY CUILLERE et donc limiter les émissions de gaz à effet de serre. En outre, il s'agit des secteurs desservis par le transport scolaire. Il est rappelé que des transports en commun (gare, bus) sont accessibles à moins de 5 km du centre bourg. Enfin, les bassins d'emplois principaux des habitants de LANNOY CUILLERE se situent dans un rayon maximal de 10 km du centre bourg.**

**La desserte numérique du territoire a également été intégrée aux réflexions menées dans le PLU. Ces nouveaux outils pouvant permettre de développer des nouvelles formes d'emplois à distance.**

**Le projet de PLU a veillé à préserver les fonctionnalités écologiques des milieux, par le classement en zone N de espaces sensibles. Grâce au règlement de la zone A, les exploitants agricoles pourront, s'ils le souhaitent, développer les lieux de vente de proximité et de vente directe de leurs produits.**

**Le règlement du PLU permet également l'installation d'activités économiques sur le territoire communal, dans la mesure où ces activités sont compatibles avec l'occupation du sol environnante.**

#### **V.9.4 - Les servitudes d'utilité publique**

Les servitudes d'utilité publique (Sup) constituent des limitations administratives au droit de propriété, instituées dans un but d'utilité publique au bénéfice de personnes publiques (État, collectivités locales ...), de concessionnaires de services publics (Edf, Gdf ...) et de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général (concessionnaires de canalisations ...).

Le PLU doit comporter en annexe les différentes SUP (Article L.126-1 du code de l'urbanisme). Leur liste, dressée par décret en conseil d'État et annexée au code de l'urbanisme, les classe en quatre catégories :

- les servitudes relatives à la conservation du patrimoine,
- les servitudes relatives à la conservation de certaines ressources et équipements,
- les servitudes relatives à la défense nationale,
- les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques.

A l'expiration du délai d'un an suivant l'approbation du PLU ou l'institution d'une nouvelle servitude, seules celles annexées au PLU peuvent être opposées aux demandes d'autorisations d'occupation du sol.

Les SUP recensées intéressant le territoire communal sont répertoriées dans les annexes du PLU.

**Les servitudes d'utilité publique ont été respectées dans le projet de PLU de LANNOY CUILLERE.**

## **V.10 - Superficie des différentes zones**

Le territoire de LANNOY CUILLERE s'étend sur une superficie totale d'environ 1498 hectares, répartis suivant le plan local d'urbanisme conformément au tableau ci-dessous :

<b>ZONES URBAINES</b>	<b>UA</b>	UA	28 ha 41 a 72 ca
	<b>TOTAL ZONES URBAINES</b>	/	<b>28 ha 41 a 72 ca</b>
<b>ZONES NATURELLES</b>	<b>A</b>	A	1127 ha 89 a 88 ca
	<b>N</b>	N	328 ha 95 a 55 ca
		Na	44 a 30 ca
		Nh	12 ha 28 a 55 ca
	<b>TOTAL ZONES NATURELLES</b>	/	<b>1469 ha 58 a 28 ca</b>

Le projet de PLU de LANNOY CUILLERE permet de renforcer les 3 principaux pôles construits situés dans la vallée en corrélation avec les objectifs communaux, dans un souci de préservation du site.

Ainsi l'urbanisation des dents creuses permettront de répondre aux besoins et objectifs d'accueil de population définis par les élus à moyen et long terme. En effet, la surface totale de dents creuses s'élève à 6 ha 61 a.